

Plus de cent dix morts
à Beyrouth
en une journée

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuyé-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 dt : Maroc, 1,30 dt : Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 dt : Autriche, 10 dt : Belgique,
11 dt : Canada, 50 c. 25 ; Danemark, 2 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce,
16 dr. ; Iran, 35 rls. ; Italie, 300 l. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 9

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 6297-23 Paris

Tél. Paris 20 63073

Tél. : 245-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Révolution introuvable en Éthiopie

La révolution éthiopienne a deux ans. Après tout de précipitantes entrecroisées, de décisions radicales et de retours en arrière brutaux, les militaires du « Derg » (comité provisoire), qui ont jeté à bas le vieux empire d'Abysinie, cherchent encore la voie d'un introuvable « socialisme ». Cette marche en zigzag qui a fait alterner les mesures les plus révolutionnaires, comme la réforme agraire, avec l'autoritarisme ou le nationalisme le plus « droitier », ce socialisme « chinois » soutenu par les États-Unis, tout cela déroute non seulement l'opinion africaine mais les Éthiopiens eux-mêmes, qui avaient vu du mal à définir le régime qui leur est imposé. Les militaires bénéficiaient pourtant, au départ, d'un fort capital de sympathie et, en Éthiopie, du soutien d'une population traumatisée par la famine de 1973 et les injustices de l'ancien régime. Ils paraissent aujourd'hui totalement isolés.

Le grand « débat idéologique » qu'a dû engager la presse officielle, témoin, en tout cas, d'une singulière fragilité du régime. Le 20 février dernier, le principal quotidien en langue amharique « Addis Zemen » ouvrait, pour la première fois, ses colonnes à des opposants de gauche qui la veille encore, la police poursuivait. Les partis et les organes clandestins « la Voie des masses », « Démocratie », hier interdits ont aujourd'hui droit de cité. La création d'un ou de plusieurs partis politiques qui assèmeraient enfin les civils, au pouvoir est désormais débattue au grand jour.

Dores et déjà les militaires, qui ont paru parfois désorientés, ont accepté de créer une sorte de « bureau politique » consultatif rassemblant des intellectuels de formation marxiste. Mais tout ce que, au-delà de l'armée, le pays compte comme « forces vives » — étudiants, enseignants, syndicalistes — réclame aujourd'hui de participer de plus près à une révolution que les militaires ont « confiée » sans en avoir été, de loin, les premiers inspirateurs.

Les reproches surtout au Derg — dont les membres n'avaient aucune expérience politique — une longue série de maladroites qui, de mois en mois, ont précipité le pays dans un profond désordre. L'application brutale de la réforme agraire dans le Nord a suscité une quasi-sécession de plusieurs provinces. Le grand effort d'alphabétisation qui devait mobiliser cent mille étudiants dans les campagnes a fait faillir, et un million de jeunes gens auraient été tués à cette occasion. La nationalisation maladroite des rares entreprises du pays a aggravé une situation économique déjà précaire. Quant à la politique de force en Érythrée, elle est plus que jamais dans l'impasse : les concessions qu'il faut faire un jour aux fronts de libération risquent d'être fort coûteuses.

À la faveur de cette confusion, de nouvelles résistances armées se sont fait jour — en pays afar, dans les provinces gallas, dans le Tigré — qui soustraient « de facto » une bonne partie du pays à l'autorité du pouvoir central. Les militaires, comme le veut l'usage, en rendent quotidiennement responsables les conspirations « réactionnaires », et font grand cas de l'agitation des émigrés de Londres ou d'Allemagne. Les femmes et les enfants de dignitaires de l'ancien régime ont même été arrêtés, et quelques semaines, « à titre préventif », tandis que de nombreux cadres de l'armée étaient mis à la retraite.

En invoquant, avec une nouvelle vigueur, leurs « droits d'ancienneté » sur la révolution, les intellectuels pourtant se gardent encore, dans leur majorité, de rejeter en bloc l'entreprise militaire. Mais, en réclamant le rétablissement des « droits démocratiques », en imposant pour la première fois un débat de fond, ils lancent une ultime mise en garde au « Derg ». Vieux empire féodal, aux structures sociales d'une extrême complexité, l'Éthiopie attend encore sa révolution.

AVANT LA « RÉUNION DE PRESSE » DU CHEF DE L'ÉTAT

M. Giscard d'Estaing entend « définir la ligne politique »

Avant de réunir les journalistes à l'Élysée, jeudi 22 avril, à 15 heures, M. Giscard d'Estaing a terminé mardi ses entretiens avec les députés de la majorité. Recevant les réformateurs, il leur a indiqué qu'il ne faillirait pas à sa responsabilité personnelle, qui est de « définir la ligne politique ».

M. Giscard d'Estaing, qui avait confié à M. Chirac, le 24 mars, « le soin de coordonner et d'unifier l'action » des formations de la majorité présidentielle, a depuis lors multiplié les initiatives et les contacts pour bien montrer et bien faire comprendre qu'il n'entendait nullement abandonner à son premier ministre le monopole d'une aussi lourde tâche.

Les députés de la majorité qu'il a successivement organisés le 9 avril pour l'U.D.R., le 15 pour les républi-

cains indépendants, le 20 pour les réformateurs et les non-inscrits « majoritaires », lui ont fourni autant d'occasions de rappeler que le vrai et le seul patron est le président, que « jamais l'œuvre de réforme n'a été autant au centre de la vie politique », et que quiconque se réclame du chef de l'État a l'impérieux devoir d'y concourir activement.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 8.)

L'inflation et les communistes

par MICHEL DEBRE

« Faute d'avoir maintenu à l'intérieur du monde occidental une discipline monétaire qui ne pouvait subsister qu'en respectant la règle déterminant de l'or, et emportés par leur conviction que le flottement du dollar était la solution de leurs problèmes intérieurs, les dirigeants des États-Unis ont trop longtemps accueilli la vague d'inflation. Certaines démocraties européennes ont pu en profiter pour limiter les dégâts. D'autres n'ont pas su en tirer parti et ont subi les conséquences de l'arrivée de la monnaie communiste au pouvoir. »

En mettant ce passage entre guillemets, l'anticipation andalousement sur la phrase qu'écrira, peut-être, l'historien qui voudra résumer l'époque que nous vivons. Il est une erreur considérable, et aux incidences incalculables : c'est parler de la monnaie comme s'il s'agissait d'un mécanisme technique lié aux seules activités économiques. La monnaie est tout autant une expression de la vie politique, donc un instrument du pouvoir, des lois cause de puissance ou provocation d'anarchie selon sa bonne ou sa mauvaise qualité.

Critiquer la trésorerie américaine, aux yeux de certains, c'est critiquer à la fois l'ancien et le Nouveau Testament. Cependant, elle est très grande, la responsabilité des hommes qui ont délibérément détruit les accords de Bretton-Woods et se sont entêtés à les remplacer par des apparences de règles, derrière lesquelles, en fait, jouait le bon plaisir. La récente annonce des nouveaux statuts du Fonds monétaire international laisse rêver. Je reprendrai volontiers à leur sujet la réflexion que fit en des temps difficiles, le professeur Achille Mestre. « C'est d'une grande présomption que de vouloir institutionnaliser l'incertitude. » Les réacteurs des nouveaux statuts du Fonds monétaire international ont cette présomption ! Cette responsabilité américaine ne diminue pas celle des Euro-

péens, notamment de ceux qui se sont inclinés en sachant qu'ils avaient tort de le faire. La longue liste des conférences monétaires internationales figure déjà dans l'histoire comme une page de médiocrité et parfois de lâcheté.

(Lire la suite page 31.)

Le VII^e Plan prévoit vingt-cinq programmes prioritaires

Le projet gouvernemental du VII^e Plan devait être examiné ce mercredi 21 avril en conseil des ministres. Ce texte, rédigé par M. Jean Ripert, commissaire général au Plan, et reçu par M. Giscard d'Estaing, Chirac et Fourcade, définit la politique économique que le président de la République propose au Parlement de suivre jusqu'en 1980 : croissance économique de 4 à 5 % ; amélioration de la situation de l'emploi ; ralentissement de l'inflation ; rééquilibre des comptes extérieurs du pays ; réduction des inégalités, tout en préservant la situation des cadres et des classes moyennes.

Le nouveau dur du VII^e Plan, qui est aussi sa partie la plus originale, est constitué par une liste de vingt-cinq « programmes d'actions prioritaires » que le gouvernement s'engage à réaliser coûte que coûte. Ces programmes représentent une dépense d'environ 200 milliards de francs (en valeur constante) sur cinq ans, dont presque la moitié est attribuée aux postes et télécommunications.

La taxation des plus-values est assez mal accueillie

M. Fourcade souhaite un vote avant l'été

Le projet de loi visant à taxer les plus-values, présenté mardi 20 avril par M. Fourcade à la commission des finances de l'Assemblée nationale — le ministre souhaite le vote du texte avant l'été — a été assez mal accueilli. Si M. Papon (U.D.R.) a loué l'« effort d'équité » entrepris, les commissaires de la majorité ont multiplié les critiques, cependant que M. Labbé, président du groupe U.D.R. à l'Assemblée nationale, se montrait « très réservé », soulignant que ce « document » paleolithique n'avait trouvé aucun défenseur « parmi ses amis ». Les députés socialistes ont signalé plusieurs contradictions internes au projet, cependant que M. Pinay, consulté, disait que, s'il était encore député, il ne voterait pas le texte. « L'Humanité » est, elle aussi, hostile au projet.

Le patronat français ne formule pas pour l'instant d'avis officiel, comptant apparemment sur les députés pour réduire la portée, déjà minime, du texte gouvernemental. La C.F.D.T. parle d'« alibi » et de « mystification » ; la C.G.T. regrette qu'on ne « touche pas au grand capital ». La C.G.C., quant à elle, assez favorable, demande une imposition moins systématique des résidences secondaires.

Trop ambiguë pour convaincre

Voici donc, enfin, ce projet à l'étude depuis près de deux ans et qui, avant d'avoir vu le jour, a déjà fait couler tant d'encre ! Elaboré sur des bases définies par la commission Monguillan, qui remettait son rapport en juillet 1975 après douze mois de travaux, il avait été examiné, dans ses grandes lignes par le Conseil économique et social en décembre dernier, avant de faire la navette pendant tout le premier trimestre

entre l'Élysée, Matignon et la Rue de Rivoli. Les arbitrages ont dû être difficiles. Ainsi l'exemption totale accordée aux plus-values sur les ventes de terrains agricoles porte la griffe de M. Chirac, qui l'avait déjà promise par avance aux exploitants. En revanche, le projet frappe de plein fouet les investissements sous forme d'achats d'actions, à la grande inquiétude des boursiers et du patronat : les millions de Français propriétaires d'une résidence secondaire sentent eux aussi passer le vent du boulet et les professions libérales ou assimilées font la grimace.

Mis à part les agriculteurs, qui n'ont vraiment aucune raison de se plaindre, les réactions sur tout l'éventail politique sont plutôt fraîches : M. Pinay a écrit, dans « l'Humanité » que les « gros bataillons des contribuables » sont touchés. Quant à l'accueil de la commission des finances, il préfigure la pluie d'amendements qui va s'abattre au cours du débat parlementaire. M. Jean-Pierre Fourcade s'y attend, prêt à de nouvelles concessions.

Le projet répond à un besoin de plus grande justice fiscale et un effet moralisant est attendu de son application, ainsi qu'une meilleure connaissance des revenus : ce n'est pas un impôt confiscatoire », a affirmé le ministre mardi soir. Volonté, estime, par exemple, le père de famille, qui trouve scandaleux de ne pouvoir déduire l'érosion monétaire à taux plein de la plus-value enregistrée sur sa maison de campagne, achetée souvent à crédit et revendue moins de douze ans après, enrichie du fruit de son travail de week-end.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 33.)

La crise chinoise continue

La crise politique qui vient de secouer Pékin a eu des répercussions importantes dans les provinces. La radio de la capitale a donné, mardi 20 avril, des précisions statistiques sur la campagne dirigée contre l'ancien vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping, et qui touche l'ensemble du territoire. Ainsi, en une semaine, plus de sept cent vingt réunions ont eu lieu dans la région minière de Kaifeng, dans le nord du pays. Les ouvriers et les cadres ont

révisé plus de mille quatre cents articles pour critiquer la « période Teng », a affirmé la radio. La campagne bat aussi son plein dans la province méridionale du Yunnan, rapporte notre correspondant Alain Jacob, qui vient de visiter la région pendant une semaine. De nombreux cadres, de rang supérieur ou modeste, sont soumis à une vive critique, mais conservent leurs fonctions. De toute évidence, la crise n'a pas été dénouée par l'éviction de M. Teng.

La campagne antirévionniste bat son plein dans le Sud

Kunming (province du Yunnan). — Des murs couverts d'affiches — les dazibao — et d'inscriptions en caractères géants, des passants qui s'arrêtent pour les lire, des jeunes gens montés le soir sur le toit d'un autocar pour coller de nouvelles affiches, des camions décorés de drapeaux rouges dont les occupants battent gongs et tambours, de constantes références dans les conversations aux répercussions locales de la « lutte contre le vent dévotionniste de droite ». Le spectacle offert par Kunming, capitale du Yunnan, donne une idée des profondeurs auxquelles agissent encore les provinces depuis le lancement de la campagne « anti-révionniste », dont la destination de M. Teng Hsiao-ping, le 7 avril, a marqué, à Pékin, le point culminant. Même si l'on fait la part des tempéraments et des usages méridionaux, il y a ici, à la nuit tombée, beaucoup de monde dans les rues.

Le centre de Kunming est littéralement couvert d'affiches. Certains journaux muraux font trente ou qua-

De notre envoyé spécial
ALAIN JACOB

vigilance contre « ceux qui sabotent (actuellement) la campagne contre le vent dévotionniste de droite ». Plusieurs inscriptions font allusion à des « incidents » survenus les 2, 6 et 7 avril, dont un dans une école secondaire, en liaison avec le débat politique.

(Lire la suite page 2.)

UN ESSAI DE JEAN BORIE

Le célibat est-il un crime ?

Il a fallu attendre la seconde moitié du dix-neuvième siècle pour voir paraître, dans les lettres, dans les mœurs et dans la société, le problème du célibataire. On avait, depuis toujours, rangé le célibat dans une catégorie mal définie et confuse : les femmes, à Lacédémone, en faisaient un, rituellement, une fois l'an. Plus tard, sous prétexte de s'en prendre au célibataire, on s'en prenait à la fois au grand seigneur libérin et au prêtre : c'est la position de Diderot et de ses amis de l'« Encyclopédie ». Mais au dix-neuvième siècle, tout change. En 1875, au

moment de la Constitution de la III^e République, on discute encore pour savoir s'il faut ou non laisser au célibataire le droit de vote. Jean Borie nous force, à partir de ces simples prémisses, à nous interroger et à nous étonner.

Quoi ! La Déclaration des droits de l'homme n'a-t-elle point pour centre et mobile l'« individu » ? Certes, mais si l'individu ainsi incarné est un célibataire, il est aussitôt rejeté dans l'insignifiance : c'est un suspect, sinon un coupable. Jean Borie a ce trait juste : « Le bourgeois, tel qu'il est vécu par la France du dix-neuvième siècle, c'est l'homme au sein de la famille, l'homme entouré de son établissement. » Le célibat n'est reconnu que sacré. Rien de plus enseignant, sur ce terrain, que la lecture du grand « Larousse du dix-neuvième siècle », où l'on voit succéder au sérieux avec lequel est traité l'article « Célibat » la façon humoristique et « gauloise » dont est rédigé l'article suivant : « Célibataire... »

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 10.)

MIROIRS D'EDMEE
le nouveau roman de
SUZANNE PROU
PRIX RENAUDOT
CALMANN-LÉVY

AU JOUR LE JOUR
Nous allons donc avoir dans notre armée une femme générale ? Pourquoi pas ? Nos soldats avaient bien des pères du régiment, pourquoi n'y aurait-il pas des mères du régiment ? Le malaise de l'armée en serait sans doute atténué. Et puis, ce serait la preuve que M. Giscard d'Estaing tient ses promesses et que les grandes réformes de notre société restent à l'ordre du jour : après l'année de la femme, nous aurions l'armée de la femme.

LA VÉNUS ÉTOILÉE
BERNARD CHAPUIS.

ASIE

Avant les élections générales du 25 avril

M. PHAM VAN DONG DÉNONCE LE PHÉNOMÈNE BUREAUCRATIQUE

Alors que la campagne électorale bat son plein au Vietnam — la population se rendra aux urnes le 25 avril — le premier ministre du Nord, M. Pham Van Dong, vient de lancer une offensive contre la bureaucratie et l'autoritarisme des cadres. Le « directeur du premier ministre » est réligé sur un ton sévère.

« Actuellement, écrit M. Pham Van Dong, les phénomènes bureaucratiques, papaveriens, autoritaires sont constants et parfois graves, à tous les échelons, dans un certain nombre de services de l'Etat, violant ainsi les droits du peuple qui est le maître de la collectivité. De « mauvaises gens en profitent pour se livrer à des actions illégales au détriment de l'Etat ». Il y a aussi « perte de temps et d'argent pour les travailleurs » : « d'ici à la fin de 1976, les ministères et les coopératives doivent réviser tous les systèmes de travail afin de déterminer ce qui est déraisonnable, gênant, inutile ». Il convient de « stimuler tout le monde pour critiquer et dénoncer la bureaucratie », d'organiser des réunions populaires afin d'améliorer le travail et critiquer les cadres animés d'un esprit bureaucratique. Cette nouvelle admonestation des cadres autoritaires est publiée alors que le processus de réunification de la République démocratique du Vietnam est en cours. Elle devait en effet servir de prétexte à la détermination de la République démocratique du Vietnam à l'égard de la République du Sud, sur des listes présentées par le Front de la patrie au Sud par le F.N.I. et l'Alliance des forces nationales démocratiques et de paix. Les principaux dirigeants se présentent : MM. Pham Van Dong, Le Duan, Truong Chinh, Ton Duc Thang, le général Van Thien Dung (au Nord) ; MM. Pham Van Bui, Nguyen Binh Thuan, Bui Xuan Phat, Trinh Dinh Thao (au Sud). Le nombre des candidats est supérieur à celui des sièges.

Le 25 avril, tous les rassemblements (religieux ou autres) seront interdits pendant le déroulement du scrutin, afin que chacun puisse se rendre aux urnes. D'autre part, la bonhomie supérieure, Ryunh (candidat à la députation dans le Sud) vient de lancer un appel à l'union entre les religions au sein d'un Vietnam réunifié et socialiste. Elle parlait devant un auditoire de religieux catholiques et bouddhistes, ainsi que de protestants et de membres de sectes locales.

Les élections n'ont pas fait oublier aux autorités l'urgence des problèmes économiques. Un vaste mouvement de mobilisation des jeunes sollicités pour se porter volontaires au travail dans les campagnes vient d'être déclenché à Saigon, ville qui, jusqu'à présent, était en retard dans ce domaine sur les autres agglomérations sudistes. Les jeunes doivent en principe demeurer un an sur les chantiers ruraux, et reçoivent un salaire. Nombre d'entre eux sont dirigés vers les « nouvelles régions économiques », territoires qui furent particulièrement ravagés pendant la guerre, et dont la remise en état nécessite d'importantes travaux, en particulier de travaux de déminage. — (A.F.P.)

ONU

Un porte-parole de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a déclaré, lundi 19 avril à New-York, que « si les membres de l'ONU expriment le désir qu'il continue à servir l'organisation pendant un deuxième mandat, le moment sera alors venu pour lui de décider s'il est disponible pour ce mandat ». M. Waldheim, dont le contrat vient à expiration à la fin de l'année, a ainsi ouvert officiellement la campagne électorale pour le renouvellement de ce poste, en invitant tous les Etats-membres à exprimer leurs vœux sur les candidatures éventuelles. — (A.F.P.)

Vietnam

Tribune internationale

UNE NATION, UN ETAT

par TRAN VAN MINH (*)

L'HISTOIRE du Vietnam, depuis un siècle, ne serait que l'histoire d'une nation à la recherche de son Etat. Tout a commencé en 1884, lorsque la nation vietnamienne, en dépit d'une résistance acharnée, perdit son Etat. La traite de protectorat consacra, en effet, la suppression de l'Etat vietnamien, et son remplacement par l'Etat colonial.

Quelles qu'aient pu être les erreurs et les faiblesses de son Etat monarchique, la nation a durement ressenti sa disparition. Nombre de ses fils, pendant longtemps, ont essayé de le restaurer. Leurs sacrifices furent vains : la dynastie, en se soumettant à l'étranger, est devenue elle-même étrangère à la nation.

Puis vint août 1945. Dans un élan de furieuse indécrottable, la nation retrouva son Etat. Pas pour longtemps, car les anciens maîtres, revenus en force, lui imposèrent aussitôt un Etat concurrent, qui à défaut d'être national, s'est prétendu nationaliste.

Ce dernier, chassé du Nord, s'est installé au Sud, puis avec le concours d'une grande puissance, venue d'outre-Pacifique, a mis la nation à feu et à sang, pour tenter de perpétuer la division. Des années durant, la moitié de la nation a ainsi subi les violences d'un Etat qu'elle n'a cessé de repousser de tout son être.

Ses efforts surhumains, finalement, ont pu aboutir. Fin avril 1975, l'étranger rembarqua précipitamment ses derniers soldats et ses dernières marionnettes. L'Etat « nationaliste » s'est alors effondré devant la formidable épopée de la nation. Il est allé rejoindre, dans les oubliettes de l'histoire, ces créations artificielles qui jalonnent la vie tourmentée des nations : le Mandchoukouo créé par le Japon, la Slovaquie créée par Hitler, la Croatie soutenue par Mussolini, au début de la seconde guerre mondiale.

A voie était dès lors libre pour le retour à l'unité. A quoi bon insister sur les évidents avantages politiques, économiques et sociaux de la réunification ? Le maintien de deux Etats, qui se ressemblent comme deux gouttes d'eau, est tout simplement incompréhensible. Sans ingérence extérieure, toute nation doit tendre vers l'Etat unique. Une nation ne peut raisonnablement se partager entre deux Etats.

Cependant, dans leur essence même, l'Etat et la nation obéissent chacun à une dynamique propre. Ce qui fait l'attrait de la nation, c'est la diversité ; et ce qui fait la force de l'Etat, c'est l'unité. La nation est gardienne des traditions, alors que l'Etat doit promouvoir la révolution. L'Etat, qui est au service de la nation, tendra compte de ces données. La diversité dans la nation, c'est la diversité des régions, et notamment la « spécificité » du Sud.

Il s'agit même d'un double particularisme. Le particularisme culturel, au sens large du mot, produit de la géographie et de l'histoire, qui rendait le Sud si attachant, avant l'américanisation, n'est nullement un obstacle à la réunification.

Le particularisme socio-économique est plus préoccupant. Il est le résultat d'une structure économique complexe : cinq secteurs (économie nomade, collective, mixte, capitaliste, privée et individuelle) contre deux au Nord (statique et collectif), et d'une composition sociale largement ouverte : cinq classes (ouvriers, paysans, intellectuels, petits bourgeois, bourgeois nationaux et bourgeois compradore) contre trois au Nord (ouvriers, paysans, intellectuels) et une classe sociale (bourgeois nationaux et bourgeois compradore) au Nord.

Cette séquelle d'un passé tumultueux, qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, ne saurait être surannée d'un trait de plume. Elle devrait s'enrichir progressivement. Un certain régionalisme économique permettrait d'asseoir la transition nécessaire.

La diversité régionale et la « spécificité » du Sud réclament-elles une structure fédérale dans l'Etat socialiste ? Le socialisme n'implique pas le fédéralisme. Marx et Engels étaient hostiles au fédéralisme. Lénine et Staline ne l'ont adopté que par nécessité : la solution fédérale seule, en effet, permettait de résoudre la « question nationale » en Russie, véritable « mosaïque de peuples ». Il en est de même de la Yougoslavie, avec ses deux alphabets, ses trois langues, ses cinq nationalités et ses neuf minorités nationales.

La situation est différente au Vietnam. Du nord au sud, les Vietnamiens ne forment qu'une seule et même nation. Historiens et explorateurs, de Luro à Cassella, ont reconnu sa profonde homogénéité. Les simples particularismes régionaux, et même l'existence de minorités ethniques, nécessitent seulement un aménagement approprié de l'Etat unitaire.

Le second problème fondamental, c'est l'intégration des traditions de la nation dans la révolution de l'Etat. Ce n'est pas là une source de contradiction. Le président Ho Chi Minh lui-même avait dit un jour, à Lénine : « Il n'y a que les révolutionnaires authentiques qui sachent profiter du précieux savoir légué par les générations passées ».

Or ce legs du passé, c'est essentiellement une certaine sagesse, faite de modération et de tolérance, d'un amour profond de la vie allié au sentiment de la relativité des choses humaines.

Sur un point particulier, cependant, ne pas remarquer le caractère très modéré, donc conforme à la tradition, de la politique concernant les émigrés, c'est bien les « émigrés de l'intérieur » que ceux de l'extérieur ? Ce n'était pas, certes, la réconciliation sans condition, mais ce n'était pas non plus la proscription sans réserve.

En effet, parmi les émigrés, certains, trouvant l'Etat non conforme à leurs désirs et intérêts, le confondaient, dans une même haine, avec la nation. Ils seraient prêts à appeler sur celle-ci les pires maux pour affaiblir le pouvoir renverser celui-là. Leur place dès lors ne pouvait être que dans l'une, ni dans l'autre.

Au sujet des autres, qui forment la majorité, si leur attachement à la nation est plus fort que leur réticence à l'égard de l'Etat, on pourrait envisager leur réintégration dans la première, et éventuellement leur insertion dans le second, après un stage probatoire qui ne saurait être un purgatoire.

Sur un plan plus général, on a des raisons d'espérer que l'Etat fera preuve d'une grande sagesse dans la réalisation du socialisme, et que la nation escompte les bienfaits à brève échéance.

Un Etat qui réalise l'unité sans sacrifier la diversité dans la nation, un Etat qui accomplit la révolution sans renier les traditions de la nation, n'est-ce pas là, pour cet Etat et pour cette nation, le secret d'une union féconde et durable ?

(*) Maître-assistant à l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

Chine

La campagne antirévissionniste bat son plein dans le Sud

(Suite de la première page.)

Mais la gravité et les circonstances n'en sont pas précises. Quelques affiches d'un graphisme beaucoup plus éloigné et visiblement très officiel appellent à soutenir le nouveau premier ministre, M. Hua Kuo-feng. Tout à fait remarquable est le fait que les dazibao n'ont pas été collés en quelques jours. Certains sont datés du début de mars, époque à laquelle on n'en voyait aucun à Pékin sinon dans la cour des universités. Plusieurs, en revanche, sont très récents, datant des 17 et 20 avril. La campagne donne ainsi l'impression de se prolonger, ce qui explique l'intérêt qu'elle continue de provoquer dans la population — alors que, dans la capitale, règne un calme complet et qu'un sentiment de quasi-indifférence paraît l'emporter quelques jours après les décisions prises le 7 avril par le bureau politique.

Des cadres critiqués

Kunming n'est pas normalement ouverte aux étrangers, et notre seule présence dans la rue provoque des étirements de plusieurs centaines de curieux, bloquant pratiquement la circulation tandis que dans les immeubles voisins on se précipite aux fenêtres pour contempler la spectacle. Aucune hostilité n'est sensible dans cette foule qui serre parfois de très près les visiteurs. Nos accompagnateurs — qui font observer que la floraison des dazibao représente une forme de démostration sans équivalent dans le monde — évoquent leur expérience de la révolution culturelle pour souligner que l'atmosphère de la ville n'a rien de comparable avec ce qu'elle fut en 1968 et 1967.

Au reste, nous assure-t-on, M. Chia Chi-yun occupe toujours ses fonctions et il a même pris la parole à la tribune officielle lors du meeting qui, le 10 avril, a réuni deux cent mille personnes sur la grande place de Kunming. On ne précise pas, en revanche, s'il s'agit de la manifestation qui, l'avant-veille, avait fait descendre près de dix mille personnes dans les rues de la ville. En toute hypothèse, le ton de l'éditorial publié le 18 avril par le *Quotidien du peuple* fait penser que son avenir politique risque d'être compromis, et le climat général qui règne dans la capitale yunnanaise montre bien que, sur place, la crise est loin d'être terminée.

D'autres cadres, de rang plus modeste, également critiqués à leurs niveaux respectifs, sont encore en place. Ainsi dans la lointaine préfecture autonome de Hualiang-Pa-Na, à 60 kilomètres à l'est de la frontière laotienne, deux responsables d'une ferme d'Etat sont accusés de s'être laissés « influencer par les thèses de Tang Hsiao-ping », mais conservent apparemment leurs fonctions. Le grand problème, là, est celui

des minorités nationales, qui représentent à peu près les deux tiers de la population. La crise ne paraît pas se faire sentir sur ce terrain particulier et le débat, tel qu'il nous est présenté, a pris un cours plutôt théorique. Les coupables ont cru à l'extinction de la lutte des classes, à la priorité du développement des forces productives... L'appareil de propagande a en tout cas remarquablement fonctionné. Des affiches sont collées un peu partout dans le gros village de Ching-Hong, sur les bords du Mékong (qui s'appelle ici la rivière Lantang), qui sert de capitale à la préfecture. On trouve même quelques caricatures de M. Tang Hsiao-ping, aisément reconnaissables à son visage carré.

Il est bien difficile de dire jusqu'à quel point la population paysanne de cette contrée du bout du monde, entre la montagne et la jungle, a participé à un débat politique. Elle en a du moins été informée — il y a d'ailleurs un haut-parleur dans la plupart des hameaux — dans des délais extrêmement rapides.

Des discussions très concrètes

La situation est un peu plus claire dans le monde industriel et ouvrier. A l'usine de machines-outils de Kunming, vaste entreprise qui emploie quatre mille personnes et fabrique des équipements perfectionnés en usage à travers toute la Chine, des responsables ont été critiqués et notamment, là encore, l'un des secrétaires du comité du parti de l'usine. Comment la crise s'est-elle déroulée ? Il y eut d'abord un conflit entre cadres : « Beaucoup d'entre eux, explique-t-on, ont été formés avant la révolution culturelle et avaient déjà subi l'influence d'idées révisionnistes. Le programme de Tang Hsiao-ping a troublé leurs esprits. Les ouvriers eux-mêmes ont une haute conscience politique et ils n'ont pas été affectés. » Les notions de stimulants matériels, de nouveaux règlements de travail, ont été discutées. Il semblerait avoir été beaucoup question d'une « rampe en ordre » de l'entreprise, qui aurait diminué la participation ouvrière à la gestion et aux organes de direction au profit des seuls spécialistes. La vent n'a tourné et la critique d'un programme « révisionniste » n'a commencé que lorsque le signal en est venu de l'extérieur, transmis par certains dirigeants de l'usine à leur retour de conférences de travail — mais cela date de décembre 1975.

M. Tang Hsiao-ping n'a été identifié que très progressivement comme l'auteur principal des thèses, les condamnées. Rien n'indique que la crise ait donné lieu à des affrontements sérieux, mais l'affaire des « règlements » paraît avoir alimenté des discussions très concrètes auxquelles les ouvriers étaient d'autant

plus attentifs que leurs conditions de travail étaient directement en cause. De là sans doute leur « rébellion », évoquée aujourd'hui. Dans cette entreprise, un tiers d'entre eux sont membres du parti ou de la ligue des jeunes communistes.

Un travail de « rectification »

D'innombrables dazibao couvrent les murs des ateliers. La production ne semble pas être affectée par le mouvement. Penchés sur leurs tours, leurs foreuses, leurs alésoirs de précision — dont beaucoup sont d'origine occidentale ou soviétique — hommes et femmes usinent les pièces des machines que réclame l'industrie chinoise. Les signatures relevées en ville sur la plupart des journaux muraux montrent bien toutefois que c'est dans ce milieu ouvrier que se situent les principaux toyers d'effervescence.

Ce coup de sonde dans une des provinces les plus éloignées de la capitale ne permet pas de se faire une image exacte de ce qui se passe dans toute la Chine. Il faut cependant apparaître — et rien ne permet de penser que le Yunnan soit exceptionnel à cet égard — que les événements de Pékin ne représentent qu'une partie de la crise que traverse le pays entier.

Les décisions, les slogans de la capitale se sont répétés instantanément en province, mais ils y ont trouvé un terrain préparé en profondeur, à tous les échelons, par la mise en cause de cadres dirigeants à des niveaux très divers, donne, d'autre part, une idée de l'ampleur du travail de « rectification » qui s'annonce. A l'heure actuelle, les responsables interrogés se gardent soigneusement de se prononcer sur le bien-fondé des accusations lancées contre un tel ou tel par les journaux muraux, observant même que chacun ayant la possibilité d'exposer ses vues, celles-ci peuvent être « correctes ou erronées ». Ainsi la porte est-elle laissée ouverte à toutes sortes d'arrangements locaux, mais il est clair que tout le monde n'est pas disposé aux compromis, encore moins à passer l'éponge sur les « erreurs » de certains responsables. A ce titre, l'éditorial du 18 avril du *Quotidien du peuple* ne fait que réaffirmer une situation politique encore instable sur le plan local, sinon dans la capitale. Compte tenu du nombre de ceux qui seraient menacés, on imagine mal cependant qu'une tentative d'épuration systématique ne se heurte pas à de sérieuses réticences.

ALAIN JACOB.

(3) La critique d'un programme « révisionniste » (à prendre les trois directives comme axe) a commencé le 17 février, se référant à la presse de Pékin (« le Monde » du 10 mars).

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

LE NIGERIA ET LES ETATS-UNIS ont signé, mardi 20 avril, un accord aux termes duquel les autorités américaines commenceront au Nigeria toute documentation sur les pots-de-vin et commissions illicites que des fonctionnaires nigériens pourraient avoir reçus de la part de la société Lockheed.

Cet accord est semblable à ceux qui ont déjà été signés par les Etats-Unis avec le Japon, l'Italie et les Pays-Bas. Le Nigeria a passé commande de six avions de transport Lockheed C-130 Hercules, dont quatre ont déjà été livrés. — (Reuters)

Inde

LES DESORDRES DE NEW-DELHI ont cessé d'être graves depuis que les autorités ont décidé de laisser les habitants d'un quartier à évacuer les logements (le Monde du 21 avril). On s'attendait à ce que les habitants du quartier soient chargés sur des camions une vingtaine de cadavres de policiers. Plus de cent personnes auraient été admises dans les hôpitaux. Un couvre-feu a été imposé dans le quartier. — (U.P.I.)

NEW-DELHI A PROTESTE MARDI 20 AVRIL AUPRES DU BANGLA-DESCH au sujet d'un incident frontalier et sérieux qui s'est déroulé lundi. Selon la protestation, un membre des forces de sécurité indiennes a été sérieusement blessé au cours d'une fusillade déclenchée, et sans qu'il y ait eu provocation, depuis le Bangladesh. Une note indienne indique qu'un incident similaire s'était produit dans la

même région quelque temps auparavant. (A.F.P.)

Maroc

LE PREMIER MINISTRE MAROCAIN, M. Ahmed Ouzar, a quitté Rabat le 20 avril pour un voyage au Proche-Orient. Il visitera l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Koweït, Bahrein, Qatar, les Emirats arabes unis et Oman. — (U.P.I.)

Sri-Lanka

LES AUTORITES DE SRI-LANKA ont décidé qu'aucun touriste étranger ne serait admis dans le pays au cours de la conférence des pays non-

alignés qui se tiendra du 9 au 19 août. Elles expliquent cette décision par leur souci de faciliter le succès de la conférence. — (U.P.I.)

Thaïlande

LE ROI BHUPHOL A signé, mardi 20 avril, le décret nommant M. Seni Pramot, premier ministre de Thaïlande. — (A.F.P.)

Yugoslavie

LE MARECHAL IVO AMINE DADA, président de l'Ouganda, est arrivé, mardi 20 avril, en Yugoslavie pour une première visite officielle dans ce pays.

Le Monde

dossiers et documents

LE NUMERO D'AVRIL EST PARU N° 30

Il comprend dans la série « Société »

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

et dans la série « Economie »

LES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES

Prix de vente, le numéro : 2 F

Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F

Sur demande. Cartes d'abonnement pour abonnés en nombre expédiées à une même adresse.

Se basant sur des documents d'époque

RENE TAVERNIER
le père du réalisateur

BERTRAND TAVERNIER
nous offre le dossier d'un fait divers exemplaire et tragique

R. TAVERNIER/H. GARET

Le Juge et l'Assassin

PRESSES DE LA CITE

كتاب الامم

PROCHE-ORIENT

Les troubles en Cisjordanie

M. Rabin affirme que les colonies israéliennes ne seront pas démantelées

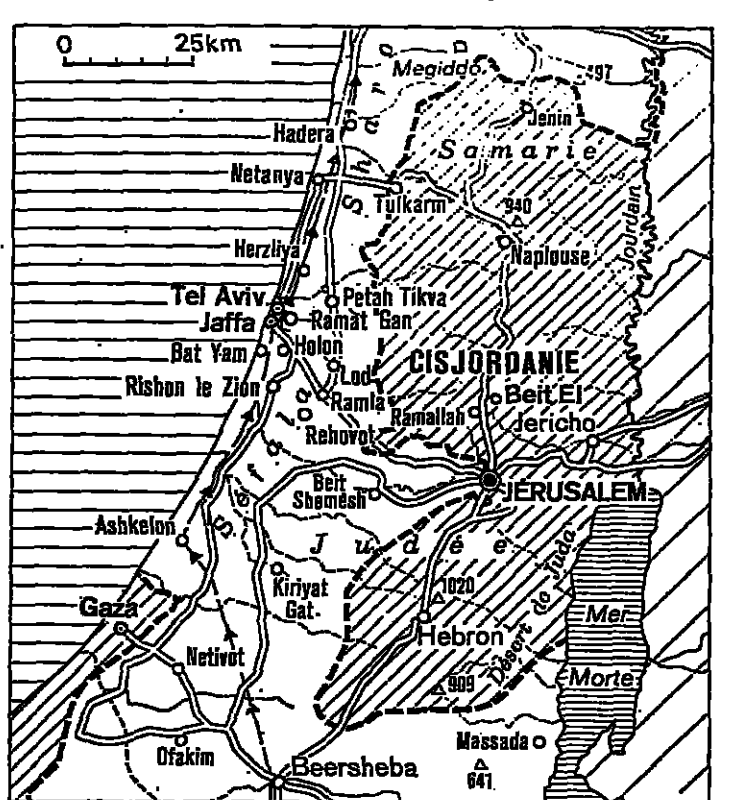
Pour la troisième journée consécutive, des manifestations ont eu lieu mardi 20 avril en divers points de la Cisjordanie occupée pour protester contre la marche organisée de Beit-El à Jéricho par le mouvement nationaliste Gush Emunim.

A Jérusalem, des soldats israéliens ont été attaqués à coups de pierres au cours d'une manifestation à laquelle participaient quelque deux cents lycéens. Ceux-ci ont défilé de la porte de Damas à celle du Roi-Hérode, portant des couronnes funéraires sur lesquelles était inscrit : « Comptes rendus à l'occupation ». A Naplouse, deux Arabes ont été blessés par des soldats israéliens qui avaient ouvert le feu pour tenter de se dégager d'un groupe de manifestants qui les lapidaient. Des incidents particulièrement violents ont également eu lieu à Jenin, Tulkarm et Jéricho. Dans toutes ces villes, la plupart des

accord définitif ne sera signé qu'après des consultations électorales.

M. Rabin a cependant affirmé au cours d'une visite dans la vallée du Jourdain effectuée dans la même journée, que les habitants des seize kibboutzim installés en Cisjordanie depuis la guerre de juin 1967 n'avaient aucun souci à se faire pour leur avenir immédiat. « Ces villages sont là et ils y resteront longtemps. Nous ne construisons pas de nouvelles colonies pour les démanteler ensuite », a-t-il souligné, ajoutant : « Les villages que nous avons créés le long du Jourdain forment notre première ligne de défense et constituent une frontière vitale pour le succès d'Israël ».

A la question d'un colon : « Quel sera notre avenir ? Nous ne planifions d'ailleurs que ne donnerons des ordres que dans sept ou huit ans », le premier ministre a répondu : « Continuez à



commerçants et écoliers ont fait la grève et se sont joints aux manifestants, qui, notamment à Naplouse, brandissaient des drapeaux de l'O.L.P.

L'organe des syndicats, *Davar*, estime que la marche du Gush Emunim a constitué une « provocation » et a tenu l'invitation du gouvernement de M. Rabin à agir avec fermeté pour interdire dorénavant toute nouvelle tentative de colonisation, même si une telle attitude doit conduire à une épreuve de force entre le parti travailliste et le parti national religieux.

M. Rabin, pour sa part, a indiqué mardi dans une interview au quotidien *Al Hamishmar* que son gouvernement n'excluait pas le retour à la Jordanie de « certaines parties de la Cisjordanie ». « Mon gouvernement », a-t-il dit, « a complété l'opération pour mener des négociations de paix avec la Jordanie, y compris en ce qui concerne un compromis territorial ». Mais, a-t-il ajouté, un

planter des oliviers. » Selon les hauts fonctionnaires qui accompagnent M. Rabin au cours de sa tournée, cinq nouveaux points de peuplement pourront héberger quatre cents familles seront construits cette année en Cisjordanie. Deux cent trente habitations seront, en outre, ajoutées aux seize villages existants, qui ont une population totale de neuf cents personnes. — (Reuter, U.P.I., A.F.P.)

● M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), est arrivé mardi 20 avril à Tokyo pour une visite d'une semaine à l'invitation du parti libéral-démocrate. Il devait s'entretenir mercredi avec M. Miyazawa, ministre des affaires étrangères, et avec des responsables de la formation du pouvoir. Jeudi, il doit rencontrer les membres des partis de l'opposition. Le Japon a déjà offert à l'O.L.P. d'ouvrir un bureau à Tokyo.

LA SITUATION AU LIBAN

EN DÉPIT DU NOUVEAU ACCORD DE CESSZ-LE-FEU M. Gorse a rendu compte de sa mission à M. Giscard d'Estaing

Les combats à Beyrouth ont fait plus de cent dix morts en une journée

Beyrouth (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.). — Le nouveau cesse-le-feu conclu au cours de la nuit de lundi à mardi 20 avril n'a pas été davantage respecté que les précédents.

De violents combats se sont déroulés mardi à Beyrouth et dans sa banlieue, au cours desquels cent treize personnes ont été tuées. Les rafales d'armes automatiques et les tirs d'obus se sont poursuivis, en particulier dans la vieille ville, en bordure du front de mer tenu par les miliciens phalangistes. Les forces islamiques progressistes paraissent vouloir s'emparer du port, d'où elles pourraient menacer le siège des Phalanges, situé à proximité de la place des Canons, et tout le secteur est de Beyrouth, tenu par les chrétiens.

Le siège central des P.T.T. de Beyrouth, situé dans la vieille ville et tenu par les forces islamiques progressistes et palestiniennes, a été bombardé au cours de la nuit de lundi à mardi par les forces chrétiennes. On signale aussi des violents affrontements dans la banlieue sud-est de Beyrouth, dans le quartier de Ghazieh, où des armes de tout calibre, des blindés et de l'artillerie ont été utilisés.

La seule partie de l'accord de cessez-le-feu qui paraît avoir été respectée est le déploiement de soldats de l'Armée de libération de la Palestine dans le secteur du triangle de Beyrouth, où se trouvent le siège du Parlement provisoire et le poste de commandement du général Asif al-Ahhab, qui porte tous les jours le titre de gouverneur militaire provisoire du Liban. Plusieurs dizaines de soldats palestiniens en tenue de campagne

et casqués sont en position sur l'avenue Fouad-I^{er}, qui conduit au carrefour du musée. Cependant, on signale aussi la présence de militants nassériens, les Mourabitoun, près de l'immeuble de la sûreté générale, situé également dans ce quartier et qui a été ravagé lundi par un incendie.

Le comité militaire supérieur syro-libano-palestinien, sous les auspices duquel l'accord de cessez-le-feu a été conclu, ne s'est pas découragé pour autant. Il s'est réuni mardi après-midi pour tenter de le faire respecter. Les représentants du parti national libéral de M. Camille Chamoun (chrétien conservateur) se sont à nouveau abstenus d'y participer. Le comité souhaite que les soldats de l'A.L.P. étendent leur contrôle à la vieille ville. D'autre part, des commissions ont été formées pour veiller au ravitaillement en produits de première nécessité.

M. François n'a toujours pas promulgué la loi sur l'amendement de la Constitution qui permettrait d'élire un nouveau président de la République. M. Kamal Joumblatt l'a accusé mardi de chercher à provoquer un vide constitutionnel dans le but d'entraîner un règlement politique du conflit libanais. On s'attend toutefois, que l'élection ait lieu avant le 2 mai.

Un journaliste canadien qui effectuait depuis quelques jours un reportage au Liban est porté disparu. Le gouvernement d'Ottawa a décidé d'envoyer à Beyrouth un chargé d'affaires du ministère des Affaires étrangères afin d'ouvrir une enquête. Le journaliste, M. Gerard Utting, travaillait pour le Toronto Star. (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

« S'il n'y avait, au Liban, que des problèmes de fond, je dirais que nous sommes très près de les voir résoudre », a déclaré, mardi 20 avril, à la sortie de l'Elysée, M. Georges Gorse, qui venait d'exposer à M. Giscard d'Estaing les premières conclusions de son voyage au Liban. « Chacun sent, en effet, a-t-il ajouté, qu'une victoire militaire est impossible, et que l'on ne peut pas fonder l'avenir sur l'humiliation des autres. On est donc prêt à trouver une solution de compromis à la libanaise ».

Malheureusement, il n'y a pas que les problèmes de fond. Il faut compter avec les interventions de toute nature qui se font jour, et il est difficile d'obtenir des décisions qu'ils se réunissent autour d'une table pour discuter sérieusement de leur avenir ».

En ce qui concerne les projets d'intervention que l'on prête parfois au gouvernement français, M. Georges Gorse a précisé : « Cela est encore du domaine de la réflexion, et je ne peux aller au-delà aujourd'hui. J'ajoute cependant que, s'il paraissait nécessaire à la France de participer à un peu plus directement à la consolidation du cessez-le-feu et à la mise en place d'un système de contrôle de la sécurité, notre gouvernement pourrait examiner ce problème, mais il faudrait que cette participation soit demandée et acceptée par toutes les parties intéressées, ce qui ne serait pas facile ».

D'autre part, dans une déclaration faite mardi à Beyrouth, M. Joumblatt, leader de la gauche libanaise, a indiqué que M. Gorse aurait proposé aux belligérants libanais d'engager des pourparlers en France, sur le modèle des négociations de paix de Paris sur le Vietnam.

DE MOINS EN MOINS D'ÉLECTRICITÉ À BEYROUTH

Beyrouth (A.F.P.). — La fourniture d'électricité à l'agglomération de Beyrouth est de plus en plus précaire à la suite de la destruction de nombreuses lignes reliant la capitale libanaise aux centrales électriques.

M. Fouad Bizri, président-directeur général de l'électricité du Liban, a déclaré mardi qu'en raison des combats il est impossible de réparer les lignes qui viennent de la montagne libanaise et ont été endommagées récemment. En outre, le ligne qui vient de la région de Tripoli (Nord-Liban) vient d'être mise hors service, ce qui, a-t-il dit, a augmenté la pénurie de la fourniture de l'énergie électrique à Beyrouth.

M. Bizri avait récemment annoncé que sur les onze lignes qui relient Beyrouth à la centrale principale de Jieh, à 15 kilomètres au sud de la capitale, 9 sont hors d'usage.

Le président de l'électricité du Liban a demandé aux parties en conflit « une trêve réelle qui permette de procéder aux réparations urgentes, qui nécessitent trois semaines de travail ».

M. Bizri a souligné qu'un arrêt prolongé de la fourniture d'électricité à l'agglomération libanaise serait une catastrophe pour la capitale, qui ne dispose pas de réserves alimentaires suffisantes dans les chambres froides, et mettrait hors service les moyens de communication et d'information ».

DIPLOMATIE

Le premier ministre laotien est chaleureusement accueilli en Union soviétique

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques ont réservé mardi 20 avril un accueil chaleureux à M. Kayson Phomvihane, secrétaire général du parti révolutionnaire et premier ministre du Laos. M. Phomvihane a été reçu par une délégation comprenant notamment, et dans cet ordre, MM. Sousslov, Kossyguine et Gromyko. La présence de M. Sousslov à la tête de la délégation soviétique paraît étonnante par les fonctions du secrétaire général de M. Phomvihane.

Les entretiens ont commencé mardi après-midi au Kremlin après le traditionnel dîner d'une gerbe au ministre des Affaires étrangères, Lénine et sur la tombe du soldat inconnu. Dans la soirée, les Soviétiques ont offert un dîner en l'honneur de M. Phomvihane qui se trouvait déjà il y a deux mois à Moscou à l'occasion du vingt-cinquième congrès du P.C.

M. Kossyguine a pris la parole à cette occasion. Si le chef du gouvernement soviétique a émis de critiques concernant la Chine — que M. Phomvihane a récemment visitée —, il n'en a pas moins déclaré que « la guerre, à aggraver la tension internationale, est incompatible avec les principes de la politique étrangère soviétique ». M. Kossyguine a réaffirmé d'autre part que « l'un des objectifs importants de la politique étrangère de l'U.R.S.S. reste la garantie de la sécurité en Asie sur la base des efforts conjoints des États de ce continent ».

Dans sa réponse, M. Phomvihane s'est contenté de remercier chaleureusement l'Union soviétique pour son aide. Il a précisé que le Laos continuerait de s'appuyer sur l'Union soviétique et les autres pays socialistes frères, sur ceux de tous nos amis dans le monde pour édifier un Laos pacifique, indépendant, démocratique, uni, prospère et avancé ».

On ignore encore si M. Phomvihane sera reçu par M. Brejnev qui n'a eu aucune activité publique depuis le 8 mars. — J.A.

A Mexico

L'ARGENTINE, LE BANGLADESH, BAHRÉIN ET LE YÉMEN DU NORD SONT EXCLUS DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE MONDIALE

Mexico (A.F.P., Reuter). — Le président Luis Echeverría a inauguré mardi 20 avril à Mexico la réunion de chefs de l'Union interparlementaire mondiale, à laquelle assistent deux cents parlementaires de soixante-dix nations. La veille, le comité exécutif de l'Union avait décidé d'exclure de l'organisation l'Argentine, le Bangladesh, Bahrein et le Yémen du Nord pour la raison que ces pays ne répondent plus aux normes requises de la démocratie parlementaire, leurs législatures ayant été dissoutes par leurs gouvernements respectifs.

Il apparaît dès les premiers débats que les parlementaires du tiers-monde sont décidés à demander un contrôle de la production et de la vente d'armes conventionnelles qui, selon eux, ont fait plus de morts en trente ans que les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki réunies. Ces pays demandent que toute vente d'armes soit communiquée aux Nations unies, qui seraient chargées d'en informer l'opinion mondiale.

A ce sujet, un mémorandum très documenté affirme que les ventes d'armes aux pays en voie de développement ont augmenté de 40 % en 1974 et se sont élevées à près de 4 milliards de dollars.

M. MAO TSE-TOUNG A REÇU LE VICE-PRÉSIDENT ÉGYPTIEN

Le président Mao Tse-toung a reçu, mardi 20 avril, M. Moubarak, vice-président égyptien. Au cours de la conversation, il a souligné le rôle égyptien sous l'égide de la Chine et a déclaré que la Chine est déterminée à accueillir son soutien à l'Égypte dans toute la mesure de ses possibilités, a-t-il déclaré. La rencontre a été qualifiée de « cordiale et amicale » par la Chine nouvelle.

M. Hua Kuo-feng, premier ministre, le ministre d'État égyptien chargé de la production de matériel militaire, M. Gamal Sidki, et l'ambassadeur d'Égypte à Pékin assistaient à l'entretien.

Mardi après-midi, M. Moubarak a eu une seconde conversation avec le premier ministre chinois. D'autre part, la Chine a condamné mardi la « doctrine Sonnenfeldt », doctrine de « superpuissance et de division du monde en sphères d'influence ». La position chinoise a été exprimée indirectement par la Chine nouvelle, qui rapporte longuement les conditions de la déclaration de l'assistant de M. Kissinger par le président Tito et le secrétaire du P.C. roumain, M. Corneliu Borilca.

Chine nouvelle cite ensuite des extraits de journaux américains, anglais, allemands, britanniques et français qui ont critiqué la déclaration de l'assistant de M. Kissinger. — (A.F.P.)

La visite de M. Giscard d'Estaing aux États-Unis

Journalistes et petites cuillères

De notre correspondant

Washington. — Le Washington Post révèle au public américain que le président Giscard d'Estaing a refusé de déjeuner avec les journalistes du Press Club, au cours de sa prochaine visite dans la capitale américaine.

Selon le journal, le président était prêt, à la rigueur, à apparaître devant cet aréopage et à serrer quelques mains, mais sans prendre la parole ni répondre aux questions, comme c'est l'usage.

Le président français a peut-être été mis en garde par les organisateurs de son voyage contre la pénible épreuve gastronomique que représente un déjeuner du Press Club. Pourtant, d'autres personnalités et pratiquement tous les chefs d'État et de gouvernement de passage à Washington — ont accepté avec courage cette punition. Non sans malice, le Washington Post rappelle que le président français ne dédaigne pas de prendre son petit déjeuner avec les sboussous ou de dîner avec des gens ordinaires. Il se vante de la bonne cuisine de l'Elysée ou même celle d'un simple citoyen français ne peut être comparée avec la pitance du Press Club.

Selon le Washington Post, l'explication donnée du côté français au refus présidentiel aurait été que le président n'aime pas « le bruit des petites cuillères dans les assiettes de café ». Une autre explication est que le président entend réserver la primeur de ses déclarations à l'excellente émission « Meet the Press » du lendemain.

Apparemment, le Press Club a réagi avec mauvaise humeur : refusant un simple contact protocolaire avec le roi « il menaçait d'annuler l'invitation. Tout est arrangé maintenant et les petits obscurs et sans grade des journaux de Tokyo ou de Tuscaloosa devront se lever de bonne heure non seulement pour participer au petit déjeuner du président, mais pour avoir le plaisir de l'écouter et même de l'embrasser de ses deux mains. Mais, d'après le Washington Post, M. Giscard d'Estaing aurait refusé toute nourriture. C'est tout de même pousser trop loin la méfiance étant données les merveilles du breakfast, un des sommets de la cuisine américaine, que même le Press Club n'arrivera pas à gâcher. Vérification faite aux meilleures sources, le Washington Post était sur ce point dans l'erreur. L'horaire présidentiel est très chargé et le président, malgré tout, mangera ses œufs au bacon avec les journalistes.

HENRI PIERRE.

[On confirme à l'Elysée que le déjeuner traditionnel du Press Club sera remplacé par un petit déjeuner. Ce changement, précisons-le, est dû uniquement aux nécessités du programme du séjour du président de la République française aux États-Unis.]

MM. GEISEL, GROMYKO ET KISSINGER VISITERONT PARIS DANS LES PROCHAINS JOURS

Avant le voyage qu'il doit faire aux États-Unis à partir du 18 mai, à l'occasion des fêtes du bicentenaire de la République nord-américaine, M. Valéry Giscard d'Estaing recevra à l'Elysée au cours des prochains jours plusieurs hautes personnalités étrangères.

La première de ces visites, celle du général Ernesto Geisel, président de la République du Brésil, aura lieu à Paris les 26 et 27 avril.

La visite officielle du ministre soviétique des affaires étrangères,

M. Andrei Gromyko, dans le cadre des consultations régulières entre la France et l'U.R.S.S. prévu par le protocole franco-soviétique signé en 1970 à Moscou, aura lieu du 27 au 30 avril. Le 30, le chef de la diplomatie soviétique sera l'hôte à déjeuner du président de la République.

M. Valéry Giscard d'Estaing s'entretiendra enfin avec le secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, durant le séjour que celui-ci fera à Paris les 6 et 7 mai.

MICHEL HENRY

Marx

Tome I : Une philosophie de la réalité

Tome II : Une philosophie de l'économie

Une relecture fondamentale

Bibliothèque des Idées

GALLIMARD

AMÉRIQUES

Argentine

Des gouverneurs militaires sont placés à la tête de chaque province

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — Des militaires ont été installés, le mardi 20 avril, à la tête de vingt-deux des vingt-trois provinces argentines par le président Jorge Videla, commandant en chef de l'armée, qui a également nommé un général d'aviation au poste de maire de la capitale. Dix des gouverneurs viennent de l'armée de terre, six des fusiliers-marins et six de l'aviation.

Après le renversement du régime d'Isabel Peron, le 24 mars dernier, les militaires ont proclamé leur intention de restituer l'administration des provinces aux civils à une date ultérieure.

Chili

Une lettre de la Société de défense de la tradition de la famille et de la propriété

Après la publication dans le Monde du 16 mars d'un article relatant une polémique entre la hiérarchie épiscopale chilienne et des catholiques de droite, nous avons reçu du bureau pour l'Europe de la Société de défense de la tradition, de la famille et de la propriété (T.F.P.), 16, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, une lettre déclarant notamment :

Face à la quasi-totalité de l'épiscopat et une grande partie du clergé chilien qui se sont faits les promoteurs de la révolution marxiste, la Société chilienne de défense de la tradition, de la famille et de la propriété (T.F.P.), — qui n'est pas, comme vous l'avez dit, une « filiale » de la société brésilienne du même nom, mais une entité indépendante, — a proclamé sa volonté de résistance : c'est-à-dire de non-obéissance aux ordres et aux instructions données par les clercs démissionnaires dans le but de promouvoir la cause de la révolution (comme nous y autorisent les plus grands théologiens et canonistes). La hiérarchie a alors accusé les catholiques de T.F.P. de « rétro », « réactionnaires » et « suspects d'hérésie », comme vous l'annoncez. Quant à l'intervention du nonce apostolique à Santiago, il faut savoir qu'il n'a toujours pas répondu à la demande que lui a faite la T.F.P. de bien préciser s'il parlait en son nom ou au nom du Saint-Père.

UN COLLOQUE A JÉRUSALEM

sur une question brûlante de l'actualité

Socialisme, Nationalisme et Liberté

22-31 mai

avec Sico MARSHOLT - Abba EBAN
Jacques NANTET - Jacob TSUR
René REMOND

des entretiens passionnants.
Un séjour en ISRAËL pour ceux qui pensent à l'avenir.

Demandez le programme :
PRÉSENCES ET RENCONTRES
28, bd Polignac - 75009 Paris

M., Mme, Mlle
Adresse
Code postal
LM

L'ambassade helvétique à d'autre part signalé, le 20 avril, qu'un journaliste suisse était détenu depuis quelques jours au siège des services de sécurité de la police argentine Buenos-Aires.

M. Luc Banderet, correspondant de la radio suisse et du quotidien de Bernes Bund, avait été arrêté, le 15 avril, à l'aéroport central de Buenos-Aires. Le journaliste portait sur lui une somme de 30 000 dollars et les autorités argentine, indique-t-on de sources policières, le soupçonnaient d'avoir voulu le faire passer en Chili.

Au ministère de l'Intérieur, on indique qu'un autre journaliste, M. Eduardo Molina y Vedia, collaborateur du quotidien la Opinión, qui avait disparu depuis le 7 avril, était également détenu au siège des services de sécurité de la police.

Les personnes accusées d'appartenir à des mouvements de guérilla ou à des organisations subversives, seront traduites en cour martiale, celles qui sont inculpées de corruption et d'altérations seront déferées devant des tribunaux civils.

Une centaine de réfugiés de gauche se trouvent à l'ambassade du Mexique à Montevideo, a annoncé le ministère des affaires étrangères uruguayen. Ces derniers mois, les autorités militaires avaient déclenché des opérations systématiques contre les membres du parti communiste clandestin. On confirme également la présence à l'ambassade du Mexique de M. Castillo Herrera, ancien dirigeant de la Confédération générale du travail argentine. M. Herrera se trouvait en Uruguay quand les forces armées ont pris le pouvoir en Argentine, le 24 mars. Un sauf-conduit lui a été accordé. — (Reuters.)

EUROPE

Union soviétique

La situation agricole préoccupe les dirigeants

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques cherchent de moins en moins à masquer leurs préoccupations devant les problèmes agricoles de leur pays. Depuis plusieurs semaines déjà, la presse soviétique a fait campagne des semaines de printemps, ainsi que les préparatifs de la récolte de blé d'hiver. Celle-ci, qui représente environ un tiers de la récolte totale, ne sera pas bonne ; près d'un quart des surfaces ensemencées a été perdu à cause du froid et de la sécheresse. Le froid fait aussi des ravages dans le sud du Caucase, en particulier en Géorgie, où, à en croire un récent rapport du premier secrétaire de la République, M. Chevardnadze, les cultures maraichères et les vignobles ont été gravement atteints.

Les semences de printemps connaissent également des difficultés. L'alarme a été sonnée en mars dernier en Biélorussie, où le comité central a publié une résolution condamnant les mauvais préparatifs de la campagne. Ce texte, qui n'a été diffusé que par la presse locale, et qui dénonce la médiocre qualité des semences et la conservation imparfaite des engrais, s'en prend au ministère de l'Agriculture et réclame des poursuites judiciaires contre certains responsables. Depuis lors, la presse, la Pravda notamment, multiplie les mises en garde et met en cause dans de nombreux articles soit la qualité des semences, soit l'état du matériel, soit les retards pris dans les travaux agricoles. Pour tous les experts occidentaux qui suivent de près ces questions, il est d'ores et déjà évident que l'U.R.S.S. ne récoltera cette année les 215 mil-

lions de tonnes de céréales prévues par le plan. La récolte exceptionnellement mauvaise de l'an dernier avait été de 140 millions de tonnes.

Alors que Moscou n'avait pas connu un aussi médiocre approvisionnement en fruits et légumes depuis plusieurs années, les journaux se font l'écho, plus qu'à l'habitude, de faits divers « exemplaires ». C'est ainsi que la Pravda du 18 avril a rendu compte du procès d'un couple de kolchoziens de la région de Novgorod qui a été condamné à une amende représentant 30 % de son salaire annuel pour avoir nourri le bétail avec du pain. Une partie du chatet a été confisquée ; il se composait d'une vache, de cinq porcs, de deux porcelets, de quelques moutons et de volailles. Ce couple possédait une voiture et venait d'acquiescer à une autre, ce qui en dit long sur le coût des automobiles en U.R.S.S. sur la rentabilité d'un troupeau somme toute modeste.

Toutes les anecdotes citées par la presse ne sont pas aussi négatives, même si elles se veulent toujours instructives. Ainsi, la Komсомольская Pravda consacre récemment une demi-page à un reportage sur une école de Leningrad dont une classe vient de faire une rédaction sur le sujet : « Ce que je sais à propos du pain ».

JACQUES AMALRIC.

UN VRAI DÉBAT A LA MUTUALITÉ SUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Un débat public sur « les droits de l'homme vingt ans après le rapport Khrouchtchev », présidé par M. M. Pierre Emmanuel et Raymond Aron, se tient, avec la participation de Mme Natalya Gorbanevskaya, de M. M. Plouchch, Krivocheine et Kravchenko, réfugiés d'U.R.S.S., ce mercredi 21 avril, à 20 heures, à la Mutualité (11). Cette réunion est placée sous le patronage de plusieurs revues de tendances diverses : Avenir, Cahiers de l'Est, Esprit, Frontal, Ufa, Frontal, Kultura, L'Unité, Spectacle. De nombreux intellectuels émigrés, de gré ou de force, des pays de l'Est ces dernières années, assisteront à ce débat. Notamment l'écrivain roumain Ilie Pau-nescu, qui après dix-sept années de bagne et de prison, partit pour l'Allemagne de l'Ouest en 1973, plaidera pour le droit de réunion des familles, séjourné dans les accords d'Helsinki. Plusieurs problèmes se posent à cet égard en Roumanie, notamment ceux de la famille de M. Pannella, de l'enfant de l'ingénieur Poppé Cojocaru, que les autorités ne veulent pas laisser se faire soigner à l'étranger malgré l'avis des médecins roumains, ainsi que des enfants de Mmes Popa et Lolo-peleh.

(1) 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris (salle G).

Italie

< Marco > et les cappuccini...

De notre correspondant

Rome. — Les événements ne manquent pas en Italie. Le parti radical a pourtant choisi d'en créer un, avec le style percutant qui lui a si bien réussi en d'autres circonstances. Depuis huit jours, son secrétaire général, M. Gianfranco Spadolini, et soixante-dix autres militants observent une grève de la faim par étapes. Cette fois, leur objectif n'est pas de libérer l'usage de drogues légères, de supprimer le concordat ou le financement des partis : il n'est pas de soutenir les homosexuels, les féministes, les objecteurs de conscience ou les sous-officiers contestataires, mais d'obtenir l'accès des forces minoritaires aux tribunes politiques de la radio et de la télévision.

Celles-ci sont réservées, en effet, aux formations représentées au Parlement. Le parti radical s'en trouve naturellement exclu, lui dont les militants sont moins de deux mille, quoique son leader, M. Marco Pannella, soit cité par les sondages d'opinion comme l'un des hommes politiques les plus populaires d'Italie.

« Marco », bien sûr, est de la partie. Ce géant à la crinière presque blanche, qui en a fait voir de toutes les couleurs à la classe politique depuis des années, a commencé un jeûne progressif. A partir du 26 avril il remplacera ses trois cappuccini (costes au lait) quotidiens par de l'eau plate, puis il fera la grève totale de la faim. « J'ai, nous a-t-il dit, jusqu'au bout, pour ne pas me rendre complice de ce racket de l'information ».

La menace ne peut être prise à la légère. M. Pannella, qui est âgé de quarante-huit ans, a déjà fait six ou sept fois la grève de la faim, pendant jusqu'à 20 kilos en 1974 pour appuyer l'institution du vote à dix-huit ans, la réforme du droit de la famille et quel-

ques autres revendications du même type.

L'an dernier, il n'hésita pas à fumer de la marijuana en public, ce qui lui valut une dizaine de jours de prison, mais aussi de gros titres dans la presse, car ce journaliste sait user, mieux que tout autre, des mass media. Et quatre fois sur cinq, il réussit à accélérer les réformes de la législation : ses batailles — du divorce à l'avortement — sont presque toutes des victoires, même si ce sont des partis plus classiques qui, finalement, les ont gagnées.

« Je ne formellement, affirme-t-il, que nous soyons un « petit parti ». Notre force au Parlement est plus grande que celle de bien d'autres, dotés pourtant de sénateurs et de députés. Un lobby alors ? Non, car nous n'avons ni l'argent, ni le pouvoir, mais l'appui de la base et des techniques non violentes. Nous sommes des socialistes libéraux ».

Le nouveau coup déclaré des radicaux est directement lié à la crise politique. Ils se préparent, aux élections, ayant décidé de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions. Ces « listes » déterminées — les seuls à oser manifester place Saint-Pierre contre les « impérialistes du Votant » — avaient prétendu s'abstenir aux législatives de 1972, connaissant la faiblesse de leurs effectifs. Mais la grande monnaie des « droits civils » depuis quatre ans les a gonflés à bloc. Ils sont allés jusqu'à proposer un « pacte fédératif » au parti socialiste, lequel les a gentiment éconduits. Le P.C., lui, est moins tendre à leur égard : l'Unità du 2 avril les a carrément traités de « clown » que l'on traduirait au choix par « grands bavards » ou « goulots ».

ROBERT SOLE.

COMMÉMORATION DU SOULÈVEMENT DU GHETTO DE VARSOVIE

Le trente-troisième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie sera commémoré le mardi 26 avril 1976, à 20 h. 30, au Palais de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris (9). Cette soirée, organisée par le Conseil représentatif des institutions juives de France et la section française du Congrès juif mondial, sera présidée par M. Alain de Rothschild. M. Daniel Mayer, ancien ministre, appellera ce que furent les dernières heures du ghetto.

Projection du film « Kontemplant », qui évoque l'affaire Frankfurter, le premier acte de résistance antinazie.

★ CRIP, 19, rue de Tolérance, Paris (9).

Portugal

AUCUN GOUVERNEMENT DE GAUCHE NE SERA POSSIBLE SANS LE P.C. déclare M. Alvaro Cunhal

Lisbonne (A.F.P., A.P.). — Pour son dernier grand meeting électoral à Lisbonne, le parti communiste portugais avait rassemblé, mardi soir 20 avril, plusieurs dizaines de milliers de personnes (de quatre vingt mille à cent mille, selon les organisateurs), au stade du 1^{er} Mai.

Dans son discours, M. Alvaro Cunhal s'en est pris principalement aux partis « réactionnaires », le F.P.D. et le C.D.S., dont les noms ont été hachés par la foule. Il n'a pas non plus ménagé les groupes d'extrême gauche, qu'il a accusés de faire « le jeu de la réaction ». Les observateurs ont remarqué que, à aucun moment, le leader du parti communiste ne s'est livré à des attaques contre le parti socialiste.

« Seule une majorité de gauche et un gouvernement de gauche, a ajouté le secrétaire général du P.C.P., peuvent garantir la défense des libertés et des autres conquêtes de la révolution. L'amélioration des conditions de vie des travailleurs et la poursuite du processus démocratique. Une majorité de gauche et un gouvernement de gauche ne sont possibles qu'avec le parti communiste ».

M. Francisco Sá Carneiro, leader du parti populaire démocratique (F.P.D.), a préconisé de son côté, au cours d'une conférence de presse, la formation d'une coalition gouvernementale non communiste après les élections que, d'après lui, aucun parti ne pourra remporter.

Selon M. Sá Carneiro, une telle coalition protégerait la démocratie portugaise et favoriserait l'union nécessaire pour résoudre les problèmes nationaux pressants. « Plus importante pour nous que la victoire de la démocratie », a-t-il ajouté.

L'appel de M. Sá Carneiro semblait destiné à M. Mario Soares, qui avait déclaré (le Monde du 17 avril) que les socialistes gouverneraient seuls ou passeraient dans l'opposition.

Avant de sortir ensemble, ils se sont choisis mutuellement sur un écran de télévision.

Vidéo Rencontres, c'est une méthode unique basée sur l'audio-visuel qui recherche et met en contact les personnes selon leurs affinités. Pas de « rencontres surprises » avec Vidéo Rencontres. Vous entendez et voyez les personnes sur film avant de les rencontrer. Vous pourrez donc choisir vos nouvelles relations librement, sagement et en toute connaissance de cause. Et vous serez choisis de la même manière. Si il y a accord mutuel, nous vous fournissons les numéros de téléphone ou les adresses. Notre rôle s'arrête là.

Pour tout savoir sur Vidéo Rencontres, renvoyez-nous ce bon : nous vous adresserons notre brochure.

Nom
Adresse

CVR 15, rue de Rémusat - 75016 Paris
Tél. 288.90.95/96/98

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir à partir de

6040 F

20 modèles - 16 coloris - crédit possible

La Boutique du Brésil

PARIS - 43 av. Friedland (métro Etoile) - Tél. 359.22.10
NICE - 6 promenade des Anglais - Tél. 87.38.07

la chauffeuse : 1550 F

صكنا في الامم

AFRIQUE

Rhodésie

Londres demande à nouveau à M. Ian Smith d'organiser des élections

De notre correspondant

Londres. — L'escalade de la violence en Rhodésie est suivie avec inquiétude dans les milieux politiques à Londres. Le porte-parole officiel, a affirmé mardi 20 avril que le gouvernement britannique estimait plus que jamais nécessaire l'ouverture immédiate de négociations pour un règlement politique. Il a assuré que le plan proposé fin mars par M. James Callaghan restait inchangé, malgré la fin de non-recevoir opposée par M. Ian Smith. Pour Whitehall, il n'est pas question d'intervenir militairement dans le gâchis rhodésien, surtout sans l'assentiment des États-Unis. Les leçons de l'expédition de Suez ne sont pas oubliées.

La Grande-Bretagne demande au premier ministre rhodésien de reconnaître le principe de l'accession au pouvoir de la majorité africaine et de s'engager à organiser des élections avant deux ans. Ces deux conditions remplies, des négociations sur l'indépendance de la Rhodésie pourront alors s'ouvrir et le gouvernement britannique pourra assumer éventuellement des responsabilités de maintien de l'ordre à Salisbury.

Cette position sera sans doute rappelée par le nouveau chef du Foreign Office, M. Anthony Crosland, à M. Henry Kissinger, qui fera escale cette semaine, pour quelques jours, en Grande-Bretagne, avant d'entamer son premier voyage en Afrique. Le séjour du secrétaire d'État américain sur le sol anglais n'aura cependant qu'un intérêt limité. Aucun entretien avec le premier ministre, M. Callaghan, ne semble en

effet prévu. M. Kissinger arrivera vendredi soir 22 avril à Londres, où il passera la nuit, avant de se rendre samedi matin à la base aérienne militaire de Waddington, dans le Lincolnshire, pour rencontrer M. Crossland, dont la circonscription électorale de Grimsby est toute proche. Il n'est pas exclu, d'autre part, que M. Joshua Nkomo, président du Conseil national africain, effectue la semaine prochaine à Londres la visite qu'il vient d'annoncer pour des raisons familiales.

Les derniers attentats à la frontière entre la Rhodésie et l'Afrique du Sud (le Monde du 21 avril) ont également fourni l'occasion à M. Reginald Maudling, porte-parole de l'opposition pour les affaires étrangères, de dénoncer à nouveau l'aide économique attribuée au Mossambique dans le cadre du Commonwealth et de l'ONU, qui ne sert, selon lui, qu'à financer la guérilla.

Enfin, sur le marché des métaux, à Londres, l'aggravation de la situation en Afrique australe a provoqué une flambée des prix du cuivre.

(Interim.)

Namibie

UNE FUSILLADE a opposé, mardi 20 avril, à Katutura, faubourg africain de Windhoek, des policiers sud-africains et deux hommes qui appartenaient à l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). Un policier a été tué, un autre blessé.

— (Reuters.)

Tchad

Mme Françoise Claustre commence sa troisième année de captivité au Tibesti

Enlevée à Bardai au cours de la nuit du 21 au 22 avril 1974 par les rebelles touabous, Mme Françoise Claustre commence sa troisième année de captivité au Tibesti. On ne possède aucune nouvelle récente sur le sort de l'éthnologue française, de son mari, M. Pierre Claustre, retenu prisonnier avec elle depuis août dernier, ni sur celui de M. Robert Depardon et de Mme Marie-Laure de Decker, journalistes de l'Agence Gamma, qui se trouvaient également dans la même région.

Après avoir vivement ému l'opinion publique française, l'affaire Claustre paraît aujourd'hui oubliée. Le Comité pour la libération de Françoise Claustre (1) déplore cependant de sérieux efforts pour tenter de sensibiliser à nouveau les Français au drame vécu par les otages du chef rebelle Hissène Habré. Un communiqué rendu public mardi 20 avril par cette organisation lance cet appel : « Nous demandons à tous ceux qui n'oublient pas et qui ne peuvent oublier cette affaire de mettre tout en œuvre pour que nos compatriotes retrouvent enfin la liberté ».

Aucune des tentatives faites par le gouvernement français pour obtenir la remise en liberté des époux Claustre n'a abouti. Pourtant, plus de cinquante missions se sont succédées au Tchad, les négociations ayant été menées d'abord entre la France, le gouvernement de N'Djamena et les re-

belles, puis directement entre les ambassadeurs français et M. Hissène Habré. Les services de la présidence de la République ont engagé des tractations qui devaient, en dépit du paiement d'une rançon de 10 millions de francs, le 4 octobre 1975, échouer également.

Tout incite à penser que les autorités françaises ont accumulé les maladroites et les tergiversations. Non seulement, les époux Claustre sont toujours détenus, mais l'un des négociateurs, le commandant Galopin, a été exécuté, en avril 1975, par ceux avec lesquels il était venu discuter. Le montant de la rançon exigée par les rebelles leur a été versé en pure perte, cette violation de la souveraineté nationale tchadienne entraînant en outre une détérioration brutale des rapports entre Paris et N'Djamena. En effet, immédiatement après la livraison de la rançon au Tibesti, le gouvernement du général Malloum exigeait le retrait de toutes les troupes stationnées en territoire tchadien, et il a fallu attendre la visite de M. Jacques Chirac à N'Djamena, en mars dernier, pour qu'un terme soit mis à la brouille.

Le sort des époux Claustre reste lié à l'évolution de la situation au Tchad. Le gouvernement de N'Djamena ayant exigé de stocker tout de cette affaire, le général Malloum doit obtenir la satisfaction de M. Hissène Habré, soit par la persuasion, soit par la contrainte. Or, le chef des rebelles touabous reste intraitable et se trouve en position de force par rapport à ses adversaires politiques : le général Malloum a échappé à un attentat le 15 avril, et des groupes rebelles conservent le contrôle de certaines oasis du Tibesti.

Pour M. Hissène Habré, le fait de détenir les époux Claustre constitue à la fois une garantie de sécurité et de publicité. En effet, aussi longtemps que l'éthnologue française restera entre ses mains, l'armée tchadienne devra prendre des précautions au cours de ses affrontements avec les rebelles du Tibesti, tandis que, périodiquement, la presse internationale évoque le sort des otages. Dès lors, l'unique chance de remise en liberté des détenus demeure la réconciliation des dirigeants tchadiens et des rebelles.

PHILIPPE DECRAENE.

(1) Chez M. Jean Chappelle, 4, avenue Maréchal-Joffre, 13000 Aix-en-Provence.

LE COMMANDANT GALOPIN EST CITÉ A L'ORDRE DE L'ARMÉE

Le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, a cité à l'ordre de l'armée le commandant Pierre Galopin, disparu au Tchad en 1974 après avoir été pris en otage lors des discussions avec M. Hissène Habré. Le commandant Galopin est cité à l'ordre de l'armée au cours d'un décret du 15 avril 1976.

Le citation à l'ordre de l'armée, qui porte aussi attribution de la Croix de la valeur militaire avec palmes, est la suivante : « Officier de grande valeur, ancien combattant militaire, animé d'une foi indéfectible dans son métier. Désigné le 15 juin 1974 comme négociateur pour tenter de faire libérer les otages français détenus au Tibesti (Tchad), a assumé cette mission tout en étant parfaitement conscient des très graves risques qu'il se présentait pour sa vie. Lui-même en otage le 4 août 1974 après plusieurs entrevues avec les ravisseurs, a subi les rigueurs d'une détention particulièrement éprouvante avec un courage et une abnégation admirables. Disparu dans l'accomplissement de sa mission, constitue un exemple de plus nobles vertus de l'officier français ».

(Né le 10 janvier 1932 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), le commandant Pierre Galopin s'est engagé en 1950 dans l'armée des sous-officiers de Strasbourg, avant d'être admis en 1954, à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. Il a servi en Indochine, en Algérie et en Martinique. En décembre 1967, avec le grade de capitaine, il est nommé à l'assistance militaire technique de la France au Tchad et devient, comme officier, le commandant en chef des opérations de M. Gourvenec, chargé notamment d'organiser les services de sécurité du président Tombalbaye. Il est promu commandant en juillet 1972. En juillet 1974, le commandant Galopin est en service détaché auprès du ministre de la coopération pour participer aux négociations avec les otages M. Hissène Habré qui déclarent en otage Mme Françoise Claustre et M. Pierre Claustre.

La mort du commandant Galopin, capturé et fait prisonnier à son tour, est une véritable tragédie. Il aurait été jugé par un tribunal populaire et torturé.

Angola

D'IMPORTANTES PERSONNALITÉS AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉES A LUANDA

Lisbonne (Reuters). — Plusieurs membres importants du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) hostiles au président Agostinho Neto ont été récemment arrêtés dans le cadre d'une opération dirigée à la fois contre les modérés et les extrémistes. On apprend que le 20 avril le *Jornal do Comercio* de Lisbonne.

Parmi les dirigeants modérés arrêtés figuraient le Père Joaquim Pinto de Andrade, ancien président honoraire du Mouvement, et M. Gentil Viana, ancien conseiller personnel du président Neto, tous deux membres fondateurs du M.P.L.A. Certaines victimes de cette opération seraient membres de « la révolte active », groupe d'opposition interne au M.P.L.A. créé en 1974 par dix-neuf intellectuels hostiles au président Neto.

hernie
SOUTÈNEE COMME AVEC LES MAINS
la classe internationale
LES METHODES MODERNES
KLEBER
SONT APPLIQUEES DANS 16 pays
EUROPE - ASIE - AMERIQUE
00 elles apportent
BIEN ETRE SECURITE TRANQUILLITE

LES VRAIES RAISONS du Pluripartisme Sénégalais dans le No 79 d'Africa, maintenant mensuel. Seul organe économique, politique et social indépendant interafricain. Africa est entièrement réalisée en Afrique (c'est mieux pour en bien parler). Rens. : écrire BP 1826 Dakar.

MARKETING COMMUNICATION GESTION présente

un séminaire de 3 jours sur la conduite des forces de vente

16-17 et 18 juin 1976

Le support de la réflexion sera constitué par des études de cas, des exercices d'enseignement programmé, des jeux de rôle enregistrés en magnéscope, et complété par une abondante documentation distribuée en séances.

Les séminaires M.C.G.

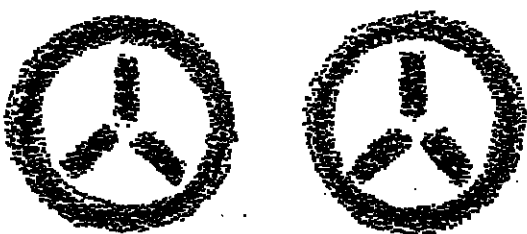
Marketing - Communication - Gestion (Société d'ingénieurs-conseils intervenant à tous échelons dans toutes les branches de l'industrie) sont animés par de véritables spécialistes ayant à leur actif une importante expérience industrielle. Ils joignent donc à des connaissances théoriques de haut niveau, et à leur maîtrise des techniques d'animation, un sens très pratique de la réalité des affaires.

Questions auxquelles vous trouverez des réponses en suivant ce séminaire

- Comment rémunérer mes vendeurs?
- Et combien?
- L'argent, est-ce vraiment la seule chose qui les motive?
- Est-ce qu'on peut les faire participer aux objectifs de l'entreprise? Comment? Qu'est-ce que la D.E.O.?
- Quelles différences y a-t-il entre prévisions - quotas - objectifs?
- Comment améliorer la rentabilité d'un secteur de vente?

- Puis-je assurer une carrière à tous mes vendeurs?
- Faut-il faire des concours?
- Faut-il que j'affecte tel secteur en profondeur, ou vaut-il mieux couvrir une plus grande surface, quitte à avoir une position moins forte chez chacun de mes clients?
- Dois-je contrôler l'activité de mes représentants? Le nombre de leurs visites, les trajets qu'ils font?
- La règle des 20/80 s'applique-t-elle toujours?
- Est-ce que tous les objectifs personnels d'un vendeur sont conciliables avec les objectifs d'entreprise d'un directeur général, ou d'un directeur de ventes?
- Quel est ce qui pèse sur la courbe des ventes et empêche de la faire monter alors que, par ailleurs, toutes les conditions semblent favorables?
- Que vaut-il mieux avoir, des vendeurs qui réalisent des ventes, ou des vendeurs qui aient une clientèle?
- Un entretien d'évaluation avec un vendeur, ça sert à quoi?
- Quelles peuvent être les normes de performances d'un vendeur?
- Faut-il récompenser la compétence?

Toutes demandes de documentation sur ce séminaire doivent être adressées à : M.C.G., DÉPARTEMENT FORMATION, 78008 PARIS. **TEL. 720.48.35**



le dessin pour la gestion
le dessin pour la recherche
le dessin pour les études
le dessin pour les prévisions
le dessin pour les statistiques
le dessin pour la synthèse
le dessin pour la production
le dessin pour la modélisation

A partir de 1 200 F/mois, nous faisons dessiner n'importe quel ordinateur, grand ou petit.

Dans l'entreprise, rien n'échappe au dessin, au schéma. Et rien n'est plus parlant que le bon croquis. 200 fois plus rapide que la main humaine, le dessin automatique Benson multiplie les potentialités de votre ordinateur, si petit soit-il.

Et puis nous sommes forcément à côté de chez vous puisque nous sommes français.

benson

CRÉATEUR DE L'INFOGRAPHIE

Benson : 21 les petites Haies - 1, rue J.J. Lemoine - 94015 Créteil

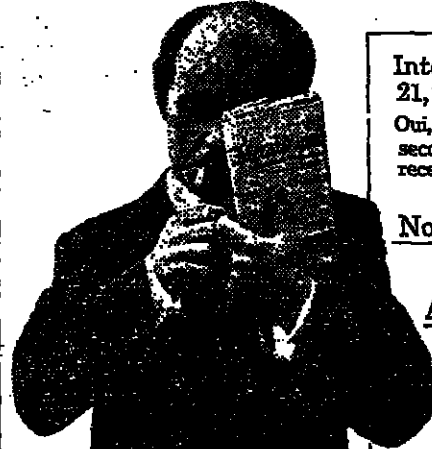
M. _____
Société _____
Adresse _____
☐ désire recevoir une documentation sur les machines à dessiner Benson
☐ désire rencontrer un Ingénieur Commercial Benson

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour

Leur journal habituel d'abord, parce qu'il est français. Le second parce qu'il est international. Le seul à être édité et imprimé à Paris. Pour tout savoir sur les événements politiques, sociaux et artistiques du monde entier. Pour être au courant des mouve-

ments financiers et des dernières tendances de la Bourse de New York. Pour être informés en toute objectivité. Voilà pour quoi tant de Français lisent chaque jour ce quotidien international. And that's why you should read it, too.

International Herald Tribune.



International Herald Tribune
21, rue de Berri, 75008 Paris.

Oui, je désire me joindre à ces certains Français qui lisent un second quotidien chaque jour. Ci-joint mon chèque de F. 40 pour recevoir l'International Herald Tribune pendant un mois.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Valable en France métropolitaine seulement. Pour tous renseignements concernant les tarifs dans d'autres pays, contactez : Service Abonnements Paris, Tél. 225.52.93.

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le parrainage des candidats à l'élection présidentielle

Mardi 20 avril, en séance de nuit, l'Assemblée nationale a examiné la proposition de loi organique, déjà adoptée par le Sénat, relative à l'élection du président de la République. Ce texte renforce le système de « parrainage » actuellement en vigueur afin d'éviter, autant que faire se peut, les candidatures « fantaisistes ».

Exprimant un sentiment de mécontentement « proche de l'indignation », M. Michel Debré (U.D.R.), ancien premier ministre, a estimé inopportune la choix

d'une séance de nuit « pour discuter d'un texte aussi important ». « Même dans l'institution parlementaire, a-t-il déclaré, quelque chose ne fonctionne plus. » Curieuse observation de la part d'un homme qui devait rappeler, au cours de la discussion, que « la valeur des institutions ne se substitue jamais à celle des hommes ».

Prononçant mardi après-midi l'édifice funéraire de Michel Jacquet, M. Edgar Faure n'avait-il pas rendu hommage aux

efforts de ce dernier pour améliorer les conditions de travail des députés, laissant entendre que les nouveaux moyens mis à leur disposition appelaient en contrepartie une assiduité accrue.

On peut penser, comme M. Debré, qu'on légifère mieux le jour que la nuit. On peut estimer, aussi, comme M. Hamel (R.I.), que « quelle que soit l'heure, il devrait y avoir des députés dans l'hémicycle ».

PATRICK FRANCIS.

Le texte adopté par le Sénat (le Monde du 21 décembre 1975) apporte trois modifications au système actuel de présentation des candidatures : il porte de cent à cinquante le nombre minimum des parrains exigés et de dix à trente le nombre minimum des départements et territoires d'outre-mer dont ils devraient être issus ; il modifie la liste des catégories de citoyens habilités à présenter les candidatures, en excluant les membres du Conseil économique et social ; il propose de rendre publique la liste des signataires.

Pour M. KRIEG (U.D.R.), rapporteur, l'élection de mai 1974 a démontré que la multiplication des candidatures (douze), facilitée par la loi actuelle, était susceptible d'altérer gravement les conditions dans lesquelles doit se dérouler l'élection présidentielle, « qui doit rester simple, claire et conserver son caractère politique ». Réforme « nécessaire » (plus de dix textes ont été déposés en ce sens depuis 1965), mais réforme « délicate », car « renforcer à l'excès le système de parrainage pourrait instituer un régime plus indirect que direct et permettre à la classe politique de

conserver la maîtrise des candidatures ». Aussi s'oppose-t-il « formellement » à la présence obligatoire de parrains parlementaires.

M. Jean LEONARD, ministre d'Etat, garde des sceaux, voit dans une excessive multiplication des candidatures « un risque de paralysation de la campagne audiovisuelle, source de confusion et de lassitude » ; risque également de voir les candidats utiliser des moyens de publicité considérables et peu coûteux pour eux à des fins totalement étrangères à l'élection présidentielle. Il appartient donc de « décanter les candidatures fantaisistes » tout en se gardant à la fois, insiste-t-il, « de la sclérose et du jacobinisme ». Pour terminer, il annonce que le gouvernement accepte les propositions de la commission.

Présentant ensuite une question préalable, dont l'adoption entraînerait le rejet du texte, M. ODRU (P.C.) qualifie les réformes constitutionnelles en discussion de « mineures » (« elles ne corrigent en rien le déséquilibre qui s'est créé au détriment de l'Assemblée ») et de « dangereuses » car, « sous cou-

vert d'empêcher des candidatures fantaisistes, elles peuvent aboutir à interdire à des formations politiques et à des courants de pensée le droit de présenter un candidat ». Evoquant « les attaques systématiques contre les libertés fondamentales », il y voit la justification de la question préalable de son groupe car, conclut-il, « avant de démocratiser les institutions, il faut faire respecter les droits existants ».

M. LAGORCE (P.S.) : le Parlement a mieux à faire en ce moment.

Dans la discussion générale, M. LAGORCE (P.S., Girondin) note d'abord que « la tâche, et en particulier les candidats », ne craignent pas la bipolarisation provoquée par les présidentielles, « car elle oblige la masse flottante des électeurs plus ou moins incertains à faire un choix politique, un choix de société ». Puis il précise que l'approbation de son groupe à la modification proposée ne saurait être interprétée « comme une adhésion sans réserve au régime présidentiel actuel ». Et il conclut : « Ne voulons pas garder dans le système, nous ne pouvons la voter. Nous n'acceptons pas la façon dont la Constitution est appliquée, et estimons que le Parlement aurait mieux à faire, dans la conjoncture actuelle, que de s'occuper de questions ni pressantes ni vitales pour le pays ».

M. VILLA (P.O., Paris) observe qu'en 1968, avec la modification proposée, « le parti communiste français, avec 3 800 000 voix et seulement dix députés, du fait de l'unique loi électorale, n'aurait pu présenter un candidat ». Son groupe votera donc contre une réforme « qui bafoue le principe universel, maintient et renforce le caractère autoritaire et présidentiel de notre régime ».

« Ce régime appartient à tous, lui fait remarquer M. FAURE (R.I., Rhône), c'est celui de la France tout entière ».

Dans la discussion des articles, l'Assemblée ajoute aux parrains possibles les membres des assemblées territoriales des Territoires d'outre-mer, ceux du Conseil de Paris et les adjoints au maire des villes de plus de trente mille habitants. MM. DEBRE et BOCCARD (U.D.R.) entendaient ainsi remédier au déséquilibre défavorisant les zones urbaines.

Afin d'empêcher les candidatures ayant un caractère trop local, l'Assemblée précise que plus d'un dixième des parrains d'une candidature ne pourront être les élus d'un même département.

● A Tours, le comité fédéral U.D.R. d'Indre-et-Loire a décidé à l'unanimité de soutenir la candidature de M. Jean Royer, ancien ministre, ancien député non inscrit, lors de l'élection législative partielle du 9 mai. Face au maire de Tours, seul de toutes les formations de la majorité, le parti radical socialiste présente un candidat, M. Herraux, dont M. Peronnet, président du parti, avait souhaité qu'il fût « le candidat de la majorité présidentielle » (le Monde du 20 avril).

● Au Havre, les responsables des partis politiques de la majorité ont mis au point leur tactique électorale pour la sélection municipale et ont décidé de constituer « une liste d'union large ouverte aux démocrates » autour de M. Antoine Rufenacht, député U.D.R., pour opposer « à la domination du parti communiste » qui détiendrait la municipalité. (Corresp.)

DÉBAT SUR L'AGRICULTURE LE MARDI 27 AVRIL

Réunion mardi 20 avril à l'Assemblée, la conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances :

- MERCREDI 21 : questions au gouvernement, modification de l'article 7 de la Constitution (élection présidentielle), pollution marine ;
- JEUDI 22 : protection de la nature ;
- VENDREDI 23 : questions orales sans débat ;
- MARDI 27 : déclaration suivie de débat du ministre de l'Agriculture sur la politique agricole ;
- MERCREDI 28 : questions au gouvernement, règlement définitif du budget de 1976, monopole des tabacs ;
- JEUDI 29 : condition des immigrés, textes divers ;
- VENDREDI 30 : questions orales sans débat, statut général des fonctionnaires, transmission de créances.

LES CERCLES UNIVERSITAIRES D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES GAULIENNES

vous invitent à la SECONDE JOURNÉE DU LIVRE GAULIEN le samedi 24 avril 1976 de 10 à 12 h. 30 et de 14 à 17 h. 30 217, bd Saint-Germain, Paris (7^e)

ILE-DE-FRANCE : ne pas démanteler l'autorité de l'assemblée régionale

Mardi 20 avril, l'Assemblée nationale examine en deuxième lecture le projet de loi créant et organisant la région Ile-de-France.

M. BOURSON (R.I.), rapporteur, présente les modifications adoptées par le Sénat (le Monde du 10 avril). Il propose notamment de rétablir l'appellation « Ile-de-France » à laquelle l'Assemblée avait substitué, en première lecture, celle de « région parisienne ».

M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, estime préférable, en ce qui concerne l'effectif du conseil régional, de s'en tenir à cent cinquante-sept, et non à cent soixante-quatre, ainsi que l'a décidé le Sénat.

Dans la discussion générale, M. KALINSKI (P.C., Val-de-Marne) dénonce « le contenu antidémocratique » d'un texte qu'il qualifie de simple « ravalement de façade ». Il se prononce pour une assemblée régionale élue au suffrage universel et annonce que son groupe votera contre le projet de loi.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte l'appellation « région d'Ile-de-France ». Puis elle s'interroge sur l'opportunité de créer une agence des espaces verts chargée de mettre en œuvre la politique régionale en cette matière et de coordonner les actions de la région avec celles de l'Etat. M. Taittinger s'y déclare favorable, précisant qu'elle sera composée en majorité d'élus

et présidée par l'un d'entre eux. MM. BOSCHER (U.D.R., Essonne) et FLORENCE (U.D.R., Seine-et-Marne) s'y déclarent opposés, car, précise le premier, soutenu également par M. FAUREVSKI (U.D.R., Yvelines), « cette création démantèlerait l'autorité de l'assemblée régionale ».

De son côté, M. FOYER (U.D.R.), président de la commission des lois, conteste la mission de coordination confiée à l'agence. M. Taittinger relève que cette dernière ne fera que mettre au jour une politique définie par la région. L'Assemblée décide cependant de supprimer l'agence dont le Sénat avait voté la création.

Puis elle précise que les députés et les sénateurs sont désignés respectivement par les collèges des députés et des sénateurs élus dans la région à la représentation proportionnelle, selon la règle de la plus forte moyenne.

L'Assemblée supprime ensuite l'incompatibilité rétablie par le Sénat, entre les fonctions de président du conseil régional et de la commission de ce conseil, d'une part, et celles de maire de Paris et de membre du gouvernement, d'autre part.

Elle maintient au conseil régional le pouvoir, introduit par le Sénat, de se saisir lui-même d'une affaire.

Puis elle fixe une date limite à la constitution des assemblées régionales : avant le 1^{er} juillet 1976, le conseil d'administration et le comité consultatif économique et social du district demeurent en fonction jusqu'à cette date. Les dispositions budgétaires et fiscales seront appliquées lors du vote du budget de 1977. Dès sa création, la région d'Ile-de-France sera substituée de plein droit au district dans l'exécution du budget de 1976.

Expliquant le vote négatif de son groupe, M. ALAIN VIVIEN (P.S., Seine-et-Marne) regrette le manque de courage d'un texte qui n'insiste pas l'élection au suffrage universel d'une assemblée. M. GANTIER (R.I., Paris) annonce le vote positif de son groupe.

L'ensemble du projet de loi est adopté par l'Assemblée, l'opposition votant contre. — P. F.

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

NOS CIRCUITS CHOCS

HAITI découverte 21/ 3.250F

TRANS AFRIQUE 22/ 3.480F

1 minibus à travers JAVA BALI 21/ 4.990F

4 rue de l'Écluse, Paris 1^{er}
2 bis rue de Valenciennes, Paris 10^e
Tél. 260 74 33 et 14 69 - 325 76 25

La Pompadour

SPÉCIALISTE CÉRÉMONIES

la plus élégante Collection parisienne ensembles, manteaux, robes courtes et longues soie naturelle, imprimés, mousseline, etc.

GRANDES TAILLES

du 42 fort au 60

32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Champe d'Antin

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU

GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS 1 et 2 places - Toutes essences de bois

CAPELOU Distributeur

Magasin de vente : 37, Av. de la République PARIS XI^e - Métro PARMENTIER Tél. 357.46.35 +

Le Manhattan

c'est 27 fois 2200 m² de bureaux à louer

(de quoi regrouper 200 personnes sur un même niveau)

Des communications internes. Regrouper une entreprise sur un niveau unique favorise les échanges entre services et la circulation rapide des informations.

Une bonne marche de l'entreprise. Une climatisation exceptionnelle, un équipement téléphonique de 4000 postes (400 lignes plus 60 lignes directes), un restaurant d'entreprise, cafétéria et un salon-bar panoramique.

Un souci de rentabilité. Comparez les tarifs de location du Manhattan!

Une carte de visite prestigieuse. De tout le centre d'affaires Paris-La Défense, le Manhattan, avec ses parois de verre teinté 100 % panoramiques, est sans doute le plus bel immeuble et le plus agréable à vivre.

La convergence des transports en commun : métro, autobus, RER, SNCF, mais aussi parkings!

les bureaux du manhattan pour de meilleures relations professionnelles

Pour tout renseignement et visite prendre contact avec R.R. Meech ou demander une documentation à :

Weatheralls France
225 79 00 75008 Paris.

M. Société Adresse Téléphone

AU CŒUR DE ROUEN, LE 21^E FRANTEL: HOTEL FRANTEL ROUEN.

Réservation centrale Paris 828.88.00 Tél. 200.726

frantel Des hôtels au cœur des villes.

PENDANT LES 5 JOURS DE LA PENSEE ET DU LIVRE MARXISTES

MUTUALITE : 21 et 22 Avril
LA BASTILLE : 23-24 et 25 Avril

LES EDITIONS SOCIALES

présentent leurs nouveautés

Collection NOTRE TEMPS

- | | |
|------------------------------------|---|
| M. VINCENT | Femmes, quelle libération ?
1 vol. 13 F |
| A. SPIRE
et J.P. VIALA | La bataille du livre
1 vol. 13 F |
| S. PAGANELLI
et M. JACQUIN | Peugeot - La dynastie s'accroche
1 vol. 8 F |
| R. REIJAH
et J. RODRIGUE | Pourquoi nous payons trop
d'impôts.
La fiscalité giscardienne
1 vol. 8 F |
| H. SEGRE | Les entreprises publiques en
France.
1 vol. 13 F |
| J. et J. STEINBACH | Phnom-Penh libérée
1 vol. 13 F |
| Introduction de
J. DENIS | Helsinki - Acte final. Conférence
sur la sécurité et la coopération
en Europe.
1 vol. 10 F |
| J. SURET-CANALE
et J.C. MOUGHEL | La faim dans le monde
1 vol. 13 F |
| C. QUIN | Classes sociales et union du
peuple de France
1 vol. 13 F |

Collection ECONOMIE ET POLITIQUE

- | | |
|--------------|--|
| Ph. ZARIFIAN | Inflation et crise monétaire
1 vol. de 448 pages - 40 F |
| P. GREVET | Besoins populaires et
financement public.
1 vol. de 536 pages - 60 F |

Collection PROBLEMES/HISTOIRE

- | | |
|------------|---|
| E. GUIBERT | Voies idéologiques de la
Révolution Française
1 vol. 20 F |
| G. HEUMANN | La guerre des paysans d'Alsace et
de Moselle (1525)
1 vol. 20 F |

Collection SOCIALISME

- | | |
|-----------------------------|---|
| J. FLAVEN
et A. LAJOINIE | L'agriculture dans les pays
socialistes d'Europe
20 F |
|-----------------------------|---|

HORS COLLECTION

- | | |
|------------------------------|--|
| PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS | Le socialisme pour la France
1 million d'exemplaires - 8 F |
| J. FREMONTIER | Portugal - Les points sur les i
30 F |
| A. WASMES | Vietnam : la peau du pachyderme
30 F |
| E. VARBA | La crise économique, politique,
sociale réimpression de l'édition de 1935
Préface de Serge WOLIKOW et
Jean CHARLES - 30 F |
| WALDECK ROCHET | Ecrites politiques (1956-1969)
25 F |
| L. ALTHUSSER | Positions - 25 F |
| Ludmila ZAK | Des français dans la Révolution
d'Octobre
45 F |
| R. CHARVIN | La justice en France
20 F |
| M. CAMACHO | Extraits de la prison
25 F |

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

POLITIQUE

< Sachez que la réforme reste pour moi le thème essentiel > déclare M. Giscard d'Estaing aux députés réformateurs

Il n'y aura pas d'élections anticipées

Les paroles apaisantes prononcées par le président de la République n'auront pas suffi à dissiper les inquiétudes des députés réformateurs reçus à déjeuner, mardi 20 avril, après leurs collègues U.D.R. et républicains indépendants. Certes, la profession de foi du chef de l'Etat en faveur de la réforme, qui reste pour lui, et il dit, le « thème essentiel », était de nature à plaire à la plupart des élus centristes, même si l'un d'eux, M. Henri Ginoux, a reproché à M. Giscard d'Estaing son projet de taxation des plus-values.

De leur « entretien direct et sincère » avec le président de la République (selon une formule de M. Jacques Soustelle), les députés réformateurs ont en outre retiré l'impression que c'est bien le chef de l'Etat, et non le « coordinateur » de la majorité, qui gouverne le pays : l'assurance de M. Giscard d'Estaing et la discrétion de M. Chirac, présent avec deux autres membres du gouvernement, MM. Jean Lecanuet et René Tomasi, ont eu effet conduit plusieurs parlementaires à penser comme Jean-Jacques Servan-Schreiber, particulièrement réservé au cours du déjeuner, que le président de la République a « repris son pouvoir tel qu'il doit être ».

Cependant, de nombreux élus regret-

taient la caractéristique quelque peu limitant des propos présidentiels. Ils constataient que le chef de l'Etat avait opposé une fin de non-recevoir à la plupart de leurs demandes. Les réformateurs souhaitaient un débat de politique générale. M. Giscard d'Estaing a expliqué que cette procédure risquait d'apparaître comme un second débat d'investiture après celui de juin 1974.

Ils sont partisans depuis longtemps d'une réforme du système électoral, affirmant une nouvelle fois qu'il n'y aurait pas d'élections anticipées et démentant (comme l'avait fait précédemment son porte-parole après avoir interrogé M. Chirac) l'existence d'un rapport de M. Pierre Juillet, conseiller auprès du premier ministre, en faveur d'une telle solution, le chef de l'Etat a précisé que les élections auraient lieu à la date prévue, selon le système actuellement en vigueur, afin que le gouvernement ne soit pas accusé de « biseauter les cartes » à la veille du scrutin.

Sur les autres sujets abordés, les arguments de M. Giscard d'Estaing n'ont guère convaincu ses hôtes. Ainsi l'agitation universitaire a-t-elle fait l'objet de questions de MM. Max Lejeune, président du groupe, et Jacques Soustelle : le pré-

sident de la République s'est contenté de leur dire que le gouvernement ne reculerait pas, mais qu'il était prêt au dialogue. Interrogé par M. Georges Mesmin sur le succès des candidats « verts », M. Giscard d'Estaing a conseillé aux élus réformateurs de « prendre en charge » les problèmes écologiques. L'administration fait-elle la sourde oreille ? - Allez-y, courage », a répondu le chef de l'Etat. Exhortation qui a laissé M. Mesmin perplexe.

Enfin, plusieurs députés déplorant à l'issue du déjeuner que M. Giscard d'Estaing en soit encore à distinguer plusieurs courants dans le centriste en se référant à la démocratie chrétienne (« Je ne suis pas pour une démocratie chrétienne, mais pour davantage de démocratie », objectait M. Claudius-Petit) ou en opposant les radicaux aux sociaux-démocrates (représentés par un nouveau venu, M. Paul Alduy, récemment exclu du P.S.), une telle analyse, estimaient ces élus, divise et affaiblit encore le centriste au bénéfice de l'U.D.R. : à l'issue de ce déjeuner, les réformateurs ne se sentaient décidément pas beaucoup soutenus pour renverser en leur faveur le rapport de forces au sein de la majorité.

THOMAS FERENCZI.

M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, mardi 20 avril, à l'issue du déjeuner qu'il offrait aux députés réformateurs et aux non-réformateurs favorables à la majorité, « l'impression que c'est bien le chef de l'Etat, et non le « coordinateur » de la majorité, qui gouverne le pays : l'assurance de M. Giscard d'Estaing et la discrétion de M. Chirac, présent avec deux autres membres du gouvernement, MM. Jean Lecanuet et René Tomasi, ont eu effet conduit plusieurs parlementaires à penser comme Jean-Jacques Servan-Schreiber, particulièrement réservé au cours du déjeuner, que le président de la République a « repris son pouvoir tel qu'il doit être ».

Cependant, de nombreux élus regret-

taient la caractéristique quelque peu limitant des propos présidentiels. Ils constataient que le chef de l'Etat avait opposé une fin de non-recevoir à la plupart de leurs demandes. Les réformateurs souhaitaient un débat de politique générale. M. Giscard d'Estaing a expliqué que cette procédure risquait d'apparaître comme un second débat d'investiture après celui de juin 1974.

Ils sont partisans depuis longtemps d'une réforme du système électoral, affirmant une nouvelle fois qu'il n'y aurait pas d'élections anticipées et démentant (comme l'avait fait précédemment son porte-parole après avoir interrogé M. Chirac) l'existence d'un rapport de M. Pierre Juillet, conseiller auprès du premier ministre, en faveur d'une telle solution, le chef de l'Etat a précisé que les élections auraient lieu à la date prévue, selon le système actuellement en vigueur, afin que le gouvernement ne soit pas accusé de « biseauter les cartes » à la veille du scrutin.

Sur les autres sujets abordés, les arguments de M. Giscard d'Estaing n'ont guère convaincu ses hôtes. Ainsi l'agitation universitaire a-t-elle fait l'objet de questions de MM. Max Lejeune, président du groupe, et Jacques Soustelle : le pré-

sidant de la République s'est contenté de leur dire que le gouvernement ne reculerait pas, mais qu'il était prêt au dialogue. Interrogé par M. Georges Mesmin sur le succès des candidats « verts », M. Giscard d'Estaing a conseillé aux élus réformateurs de « prendre en charge » les problèmes écologiques. L'administration fait-elle la sourde oreille ? - Allez-y, courage », a répondu le chef de l'Etat. Exhortation qui a laissé M. Mesmin perplexe.

Enfin, plusieurs députés déplorant à l'issue du déjeuner que M. Giscard d'Estaing en soit encore à distinguer plusieurs courants dans le centriste en se référant à la démocratie chrétienne (« Je ne suis pas pour une démocratie chrétienne, mais pour davantage de démocratie », objectait M. Claudius-Petit) ou en opposant les radicaux aux sociaux-démocrates (représentés par un nouveau venu, M. Paul Alduy, récemment exclu du P.S.), une telle analyse, estimaient ces élus, divise et affaiblit encore le centriste au bénéfice de l'U.D.R. : à l'issue de ce déjeuner, les réformateurs ne se sentaient décidément pas beaucoup soutenus pour renverser en leur faveur le rapport de forces au sein de la majorité.

THOMAS FERENCZI.

M. SERVAN-SCHREIBER SOUHAITE LA « RÉUSSITE ÉCLATANTE » DU CHEF DE L'ÉTAT

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de Meurthe-et-Moselle, ancien président du parti radical, a affirmé mardi 20 avril sur TF 1, après le déjeuner offert par le président de la République aux députés réformateurs, qu'il attendait pas « la reconstruction d'un centre d'opposition, mais aller dans la même direction que celle qu'il a prise depuis le début du septennat » de Valéry Giscard d'Estaing. Il a ajouté : « Il n'y a aucune autre solution que la réussite du président de la République et je dirai même sa réussite éclatante ».

Enfin, le député de Meurthe-et-Moselle s'est félicité qu'en séparant « l'action de coordination de la majorité et l'action d'initiative de la politique générale du gouvernement qui est la sienne propre », le chef de l'Etat ait en quelque sorte « repris son pouvoir tel qu'il doit être ».

Mardi 21 avril, au micro d'Europe 1, M. Servan-Schreiber a souligné qu'il était « d'accord sur l'essentiel » avec M. Giscard d'Estaing, même s'il est « en désaccord sur les moyens, les rythmes, les projets ». Il a précisé : « Nous avons six mois pour changer les choses ». Le succès indéniable, c'est que le président de la République inscrit ses projets dans un plan cohérent de réforme. »

M. Giscard d'Estaing entend définir la « ligne politique »

(Suite de la première page.)

Tout cela est fort clair, mais au terme de cette série de rencontres on a l'impression que nul ne s'est vraiment soucier de ce qui les avait motivées. Il est à la fois surprenant et symptomatique que les élections cantonales qui avaient provoqué et l'alarme et la tentative de reprise en main aient à peine été évoquées le 9 avril, et qu'il n'en ait plus été question depuis lors.

L'incontestable défaite électorale des 7 et 14 mars aurait mérité réflexion, analyse, autocritique. Au lieu de quoi le chef de l'Etat s'est borné à flatter chacun comme il espérait l'être, en commençant par les gaullistes, qui disposent du « groupe parlementaire le plus important », et en finissant par les réformateurs, qui constituent « un élément essentiel... intellectuellement et politiquement » et sur lesquels on « compte particulièrement ».

Aucun diagnostic sérieux

Ces deux propos ayant pour tronc commun de souligner le caractère composite d'une « majorité plurielle » bien plus que sa cohésion, on observe d'autre part que le président réformateur d'avril 1976 renonce à certains desseins du candidat de mai 1974. Il nous précise une fois de plus que les prochaines élections législatives auront lieu à la date fixée (l'imagine-t-on un chef d'Etat tenant un autre langage, et talent comme bien à l'avance qu'il disposera l'Assemblée tel jour à telle heure ?), mais il ne parle plus de la « nécessité d'une certaine évolution de la loi électorale » et ne juge plus utile que « les minorités importantes soient représentées au Parlement ».

En définitive, les trois déjeuners de l'Elysée n'ont rien apporté qui fût substantiel, et le malaise qu'avait provoqué la consultation du mois de mars n'a guère été levé. Le président de la République, bien loin de proposer le traitement de choc qu'il s'imposait apparemment, préfère penser et dire que « l'efficacité d'un remède ne se mesure pas à son amertume ».

Rappelant mardi aux réformateurs qu'il assume seul « la responsabilité de définir la ligne politique », M. Giscard d'Estaing a ajouté qu'il n'y « faillirait pas ». S'il tenait parole dès jeudi, le quatrième « réunion de presse » du septennat ne serait pas inutile.

RAYMOND BARRILLON.

(PUBLICITE)

message à tous les démocrates.

PARTICIPEZ AUX CARREFOURS POUR GISCARD

Le samedi 24 avril, de 18 à 19 heures, des milliers de jeunes Giscardiens organiseront chez eux des réunions d'une dizaine de personnes venues débattre de la Société Libérale Avancée.

Les cahiers du changement, cahier synthétique de chaque carrefour, rassembleront vos idées de réformes, vos propositions de progrès. Ces cahiers seront transmis au Président.

Déjà, plus de 3000 carrefours sont organisés.

Il y en a un tout près de chez vous.

Renseignez-vous auprès du Comité départemental de Génération Sociale et Libérale, le mouvement des jeunes Giscardiens.

*Siège national : 41, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris - tél. 522.7220

LE DIALOGUE : UN PRINCIPE DU GISCARDISME

مركز الدراسات والبحوث

POLITIQUE

PRESSE

Libres opinions

UN PEU DE TRIOMPHALISME !

par MAURICE SEVENO (*)

LES forces de l'union de la gauche ont brillamment remporté la victoire pour retomber de son haut quelque temps plus tard qu'elle a bien assimilé la leçon. On se souvient à gauche de la catastrophique élection législative de 1963, alors que l'opposition avait frôlé la majorité en 1967, pour toucher le fond aux présidentielles de 1969. C'est un passé récent. Puis il y eut le congrès d'Epinal pour les socialistes et la signature du programme commun scellant l'union des forces de gauche. Et ce fut la lente remontée, d'abord aux législatives de 1973, suivie de la défaite en forme de victoire (si ce n'est l'inverse) aux présidentielles de 1974, pour en arriver enfin aux élections cantonales de 1976.

Etait-ce donc le moment de pavoiser ? Non. La gauche a eu le triomphe modeste. Si l'on comprend cette prudence, doit-on la faire sien, et est-elle sans conséquences ? Pour répondre à ces interrogations, il convient de préciser la sans que l'on attribue au « triomphalisme ». S'il s'agit d'une manifestation arrogante de supériorité à caractère revanchard, il est certain que ce triomphalisme-là est haïssable et à proscrire absolument. Mais s'il s'agit tout simplement d'une joyeuse confiance en soi, en sa force, en l'avenir, alors vive ce triomphalisme-là !

Le succès comporte sa propre dynamique, sa force d'entraînement

prometteuse d'autres succès, d'autres victoires. Et il peut paraître décevant à beaucoup de mettre un frein à un enthousiasme somme toute légitime.

Inégalement, sur le terrain, la réaction de ceux qui viennent de l'emporter, quelquefois par une courte marge, sur un notable réputé invincible depuis des lustres et qu'ils ont enfin délogé avec le concours des forces vives de leur camp. Allez donc leur demander de réprimer leur joie et de s'interroger sur d'autres victoires décisives. Ils y croient, c'est tout. Et leur foi, ils sauront la communiquer à d'autres toujours plus nombreux qui, le jour venu, feront la décision. C'est cette dynamique-là qu'il ne faut pas stopper. Si l'on va plus loin, cette attitude « en retrait » de la gauche par rapport à son propre succès peut laisser supposer à des esprits mal intentionnés et surtout mal informés qu'après tout elle répugnerait le cas échéant à assumer la responsabilité du pouvoir.

Alors on prend le risque d'inverser la tendance en créant une psychose démobilisatrice. Le pouvoir actuel n'a pas de ces scrupules qui sont la marque traditionnelle de la gauche. Souvenons-nous. Au moindre succès, autrefois, ne les avons-nous pas vus parader sur toutes les chaînes de télévision, sur toutes les antennes de radio, arrogants, égarés dans leurs adversaires malheureux. Et, en termes d'efficacité, cette attitude ne leur a pas si mal réussi. Aujourd'hui encore, comme étonnés de la discrétion de leurs vainqueurs, les voici qui passent à la contre-attaque après avoir senti passer très près le vent du boulet.

Alors-nous les laissons faire ? Beaucoup de triomphalisme, c'est sans doute trop. Mais un peu quand même, c'est certainement nécessaire. (*) Journaliste, délégué du P.S. à l'audio-visuel.

Après l'occupation de l'hôtel de ville de Saint-Étienne

M. Durafour condamne l'action des ouvriers du Livre

De notre correspondant

Saint-Étienne. — Quatre cents ouvriers du Livre, essentiellement des grévistes du *Parisien libéré*, auxquels s'étaient joints des représentants de la plupart des entreprises de presse parisiennes, ont rallié, mardi 20 avril, Saint-Étienne où ils ont, dès l'ouverture des portes, transformé par surprise l'hôtel de ville en Bourse du travail, occupant le péron, le hall d'accueil et la salle d'honneur située au premier étage (*Le Monde* du 21 avril).

L'accès au public ne fut pas pour autant interdit et les agents municipaux purent vaquer à leurs occupations habituelles. Les responsables syndicaux avaient donné l'assurance aux forces de l'ordre arrivées sur place dans deux fourgons de police qu'aucun incident ne se produirait. Quelques instants plus tard, des représentants de l'union départementale C.G.T. de la Loire et de la fédération du P.C. ainsi que des délégations d'une quarantaine d'entreprises de la région stéphanoise vinrent encourager les grévistes.

Après un meeting improvisé, tenu vers 10 h. 30, un cortège se forma. Sept à huit cents personnes remontèrent ainsi la Grande-Rue jusqu'à la Bourse du travail, où eut lieu la dislocation. Au cours de cette manifestation, et durant toute la journée, furent distribués dans le département soixante-dix mille exemplaires d'une édition spéciale de la Loire d'un tract de huit pages édité par les ouvriers en grève du *Parisien libéré*, évoquant la situation et la lutte pour l'emploi de ceux-ci ainsi que les problèmes des travailleurs de la Loire, avec, notamment, un éditorial de M. Joseph Sanguel, secrétaire général de l'U.D.-C.G.T., souhaitant « la bienvenue dans la Loire aux travailleurs du *Parisien libéré* (qui) ont à leur côté tous ceux qui refusent le maître, le chômage et la liquidation du patrimoine national ». C'est la troisième fois en cinq mois que les grévistes du *Parisien libéré* manifestent à Saint-Étienne. Les sections stéphanoises du parti socialiste se sont déclarées solidaires des grévistes, affirmant qu'« un accord professionnel garantirait l'emploi, les ressources, les conditions de travail, et tenant compte des aménagements techniques dans l'imprimerie, est possible ».

Four sa part, M. Michel Durafour, ministre du travail, a tenu à donner son point de vue sur l'occupation de l'hôtel de ville dans un communiqué rendu public en fin d'après-midi :

« Sous le prétexte d'un rendez-vous qui n'avait jamais été sollicité, les manifestants du *Parisien libéré* se sont introduits, mardi 20 avril, dans la mairie de Saint-Étienne, comme par des portes ouvertes, pour se livrer à des actions locales du parti communiste. Ces éléments venus de

Paris ont occupé pendant près de quatre heures le seul des édifices récemment rénovés. Pour ne pas risquer des violences analogues à celles qui se sont produites à la Bourse de Paris, et afin d'éviter des incidents dont eussent pu être victimes le personnel communal ou des Stéphanois, l'administration municipale a demandé aux forces de l'ordre de ne pas intervenir. Le maire et la municipalité de Saint-Étienne condamnent fermement cette occupation de la maison commune. De telles méthodes constituent une atteinte grave aux libertés démocratiques et en particulier aux libertés locales. Des actes comme celui-ci disqualifient leurs auteurs aux yeux des Stéphanois et de tous les Français. » — P. C.

LE PROCÈS DES AUTEURS D'UN NUMÉRO-PIRATE DU « MÉRIDIONAL » EST RENVOYÉ AU 8 JUIN

Le procès des auteurs d'un numéro-pirate du quotidien marseillais *le Méridional* publié en septembre 1973, qui devait s'ouvrir le 29 avril, a été renvoyé au 8 juin à la demande de la partie civile. Celle-ci ayant fait valoir l'absence, à l'audience du tribunal correctionnel, d'un des principaux plaignants, M. Marc Clémel, journaliste au *Méridional*. Les défenses des inculpés avaient demandé, au contraire, que les débats soient engagés malgré cette absence.

Onze journalistes et écrivains de gauche, qui avaient patronné comme « directeurs de publication » le numéro-pirate étaient cités sous l'inculpation de diffamation et injures publiques.

Le numéro-pirate du *Méridional* diffusé le 7 septembre 1973 dans les rues de Marseille, sur deux pages du même format et dans la même présentation que le quotidien, commentait les articles parus dans ce journal après le meurtre du chauffeur de l'autobus 72 par un déséquilibré de nationalité algérienne, le 25 août 1973 (*Le Monde* du 28 août 1973).

A l'occasion du procès, une autre édition-pirate du *Méridional*, tirée, selon ses auteurs, à 3 000 exemplaires, a été publiée le 30 avril. Elle a été réalisée par le P.S.U., la Ligue communiste révolutionnaire, Révolution, et le Collectif d'information sur la prison d'Arc-en-Ce. Ce numéro commente le procès et publie divers extraits d'articles du *Méridional* sur l'affaire du meurtre de la cité universitaire Paul-Masson de Marseille, dans laquelle était impliqué un ouvrier algérien, Laid Mousa, qui fut lui-même assassiné au lendemain de son procès (*Le Monde* du 22 mars 1975).

● L'Assemblée générale extraordinaire de France Éditions et Publications, société qui édite notamment *France-Soir*, prévue pour vendredi 23 avril en vue de la transformation de la S.A.R.L. en société anonyme, est annulée. Cette décision a été prise après accord entre M. Robert Salmon, gérant de la société et la Librairie Hachette, qui détient plus de 80 % des parts de la FEP. Les deux parties se seraient donné une semaine supplémentaire de réflexion.

Rappelons que M. Salmon, cofondateur du mouvement Défense de la France, l'Union des fondateurs et collaborateurs des publications FEP, détentrice de 18 % du capital, et la société des rédacteurs avaient fait connaître leur opposition au projet et annoncé leur volonté de saisir les tribunaux de cette affaire (*Le Monde* du 7 avril).

● « Mathusalem » est une nouvelle publication trimestrielle (*Le Monde*, 6 p., F.P. 202 866 Paris, Cedex 18), qui se définit ainsi : « Le journal qui n'a pas peur des vieux ». Mathusalem souhaite répondre aux vœux du « congrès » de gérontologie qui s'est tenu à Paris en juin 1975, « donner la parole aux vieux » et faire écho aux groupes de personnes âgées qui s'organisent dans certains quartiers.

(Publiées)

BAC 6 semaines pour réussir

Une formule « à la carte »

Maths-Phys., Eco., Sc.-Nat., révisions intensives toutes sections « à la carte » proposée par D. Guenon : 3 fois par semaine pour 8 h. de cours (150 F les 6 semaines). S.O.S. - MAXE - 67, bd Saint-Michel. Stabissement d'enseignement privé. Tél. : 338-52-54 - 338-30-75

Avis aux petites et moyennes entreprises

Avec ses nouveaux programmes de gestion commerciale, l'ordinateur IBM 32 peut être opérationnel très rapidement.

Il est évident aujourd'hui qu'une entreprise ne peut vivre et se développer qu'à partir d'une gestion rigoureuse. Une gestion fondée sur des informations nombreuses et précises que seul l'ordinateur peut exploiter instantanément.

C'est pour permettre aux petites et moyennes entreprises de réaliser une telle gestion qu'IBM a conçu le plus petit et le moins onéreux de ses ordinateurs, le 32. Bénéficiant des technologies les plus avancées, il offre, malgré son faible prix,* de larges possibilités de traitement.

Pour que celles-ci puissent être mises en œuvre facilement, IBM a préparé des Programmes Nationaux d'Applications (PNA) qui couvrent les fonctions clés de la gestion commerciale : la facturation, les analyses commerciales, la comptabilité-clients, et la tenue de stocks.

D'une conception originale, ces programmes s'adaptent à vos besoins en vous permettant de choisir parmi des dizaines d'options qui se combinent entre elles, celles qui répondent le mieux à votre cas particulier.

Pour vous offrir des outils de gestion dignes de ce dernier quart de siècle, IBM a investi pour vous dans un travail considérable d'études des besoins, de conception, d'analyse et de programmation. Vous pouvez maintenant bénéficier de la simplicité du résultat.

Avec les PNA 32, vous ferez de la gestion informatique sans être informaticien.



*Prix de location mensuel à partir de 594 F TTC. Prix de vente : à partir de 224 796 F TTC

IBM

Division des Systèmes de Grande Diffusion

L'ordinateur IBM 32 et ses nouveaux programmes « prêts-à-gérer ». Pour aller vite, en confiance.

Si vous désirez des informations complémentaires ou une démonstration, téléphonez au centre régional IBM le plus proche :

— PARIS et région parisienne - M. Loclin - Tél. : 776.43.43 - poste 6.000
Tour Septentrion, La Défense,
20, av. André Prothin - 92081 Courbevoie
— BORDEAUX - M. Fere - Tél. : (56) 08.84.85
351, bd du Président Wilson - 33200 Bordeaux
— LILLE - M. Boulet - Tél. : (20) 51.92.54
250, av. de la République - 59019 La Madeleine

— LYON-ECULLY - M. Du Fayet de la Tour - Tél. : (78) 33.81.70
21, Chemin de la Sauvegarde - 69130 Lyon-Ecully
— MARSEILLE - M. Stern - Tél. : (91) 75.07.27
2, bd de Gabès - 13295 Marseille
— NANTES - M. Villetta - Tél. : (40) 75.47.75
114, av. de la Libération - 44230 Saint-Eustache-sur-Loire
— STRASBOURG - M. Franck - Tél. : (88) 61.48.15
16, rue de Leicester - 67084 Strasbourg

Pour rattraper une partie du retard accumulé
La commission de la recherche du VII^e Plan
demande un taux de croissance de 6,3% par an

femme accède au grade d'officier général. La première unité militaire féminine a été créée, en France, en novembre 1940, par le général de Gaulle, pour servir à Londres dans les forces françaises libres. A ce jour, l'armée française compte environ 10 150 femmes, dont 440 officiers ; le service de santé réunit au total 122 femmes officiers et 1 830 sous-officiers.

commission n'a pas fait œuvre nouvelle puisque les
restes contenues de rétroceder à son compte le
département en 1978 au cours des deux conseils
généralistes qui étaient tenus à l'Église (Le Monde,
daté 2 mars et du 6 novembre 1978). Le rythme
de croissance du nombre de postes (moins 1 %
par an) soulève peu
d'intérêt car il s'agit mille fois moins employés
compte pendant cinq ans, compte non tenu des
intégrations sur postes budgétaires des personnels
statut. Le gouvernement s'est efforcé d'
intégrer la plupart de ces personnes dans un
environ de dix mille trois cents chercheurs ou

COURTESY OF THE NATIONAL ARCHIVES

sations de programmes.

travaille d'Extrême-Orient, et elle sert comme médecin-capitaine, en décembre 1948, à l'hôpital de My-Tho (Cochinchine). Elle est ensuite affectée à Saïgon comme médecin-chef de l'infirmerie féminine et elle devient assistant du neuro-chirurgien de l'hôpital militaire Coste.

En décembre 1950, elle obtient le premier brevet civil de pilote d'hélicoptères et, comme chef de section des pilotes d'hélicoptères de la base aérienne de Gialam (Tonkin), elle participe à de nombreuses évacuations sanitaires.

En août 1953, elle rejoint la métropole, où elle obtient le brevet de pilote d'hélicoptères professionnel et le brevet de pilote d'hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). Affectée en 1959 en Algérie,

elle est médecin-chef et pilote dans l'escadre n° 3 d'hélicoptères à La Reghaia. Elle est promue médecin-commandant en avril 1980 et prend, en 1982, les fonctions de médecin-chef au service médical de la base de Villacoublay (Yvelines). Lieutenant-colonel en septembre 1965, elle est, en janvier 1970, avec le grade de colonel, médecin-conseiller technique au commandement du transport aérien militaire (COTAM), puis médecin-chef des services.

Le médecin-chef Valérie André est diplômée de médecine aéronautique et titulaire des brevets de pilote d'avion, pilote d'hélicoptère et de parachutisme militaire. Elle a effectué au total cent cinquante évacuations sanitaires et quatre cent qua-

tre-vingt-seize missions de guerre comme pilote. Elle totalise à ce jour quatre mille treize heures de vol.

Née le 21 avril 1922 à Strasbourg, le médecin-général Valérie André (épouse Santini) a obtenu son diplôme de docteur en médecine, à Paris en 1948. Elle s'est engagée, au titre du cadre de l'administration,

La service de santé d'Extrême-Orient recrute des médecins contractuels pour renforcer ses équipes en Indochine. Mme Valérie André s'engage. Des officiers, qui l'ont connue là-bas, se souviennent de ce médecin à la chevelure brune coupée à l'Aiglon, pilote d'hélicoptère et parachutiste, qui savait chercher, sans cesse, à améliorer ses méthodes de combat. Les ordres de son commandement, seule voix commandée de son appareil Miller, des blessés intranportables autrement et disposés sur un brancard de part et d'autre de la « bulle » de l'appareil. « Malgré la croix rouge peinte sur l'hélicoptère, avoue-t-elle, on ne m'épargnait pas et mon appareil était touché à plusieurs reprises lors de ces évènements sanglants ».

René Plevin, ministre de la défense en 1954, l'intègre dans le corps des officiers d'active, mais il lui refuse la possibilité de se rendre à Dien-Bien-Phu, ce piège qui s'est refermé sur une partie de l'armée française en Indochine.

De retour en France, Mme Valérie André va, durant cinq années environ, participer, comme médecin, à la formation des pilotes d'essai de l'armée de l'air au centre de Brétigny

(Suite de la première page.)

Et c'est dans ce moment-là que s'élabore ce que Jean Bore désigne comme « littérature câblatoire ». Deux des éphémères de l'« éducation sentimentale » et vous avez une « initiation au câblat ». Il reste, plus nettement encore, « Bouvard et Péchuchet », Villiers de l'Isle-Adam et son « Tribulat Bonhomet » n'est pas loin. Il y a, dans les mêmes eaux, mais avec une ambiguïté certaine, le « Bel Ami » de Maupassant. Illustrations exemplaires : les Goncourt et Joris-Karl Huysmans. Le câblat et le câblatoire ne sont pas directement les sujets de ces œuvres. Cela se conçoit, et s'il est loisible de rap-

autre, qui se fait alors, et par laquelle j'avoue plus ou moins l'homosexualité : Jean Lorrain, André Gide, Oscar Wilde — le rapprochement ne peut être que fugace. C'est que le célibataire n'est pas doté d'une identité propre, mais — il faut y revenir une fois encore — il est un être sans visage (sans visage ?), il est « artiste ». Il suffit pour s'en convaincre de lire « En ménage », de Huysmans, ou de suivre Des Esseintes dans sa tentative d'« A rebours » ; d'examiner les doutes et scrupules de *Le roman expérimental* de Marcel Schwob, de *Le roman expérimental* de Marcel Schwob, de Goncourt ; de reprendre, enfin, la « Correspondance », de Gustave Flaubert. Or, les sommités médicales du temps s'accordent sur ceci : que le génie, c'est la névrose. Conclusion : le célibataire n'est qu'un malade. Le Tardieu célèbre médecin-égiste, publie sous pseudonyme, en 1872, une brochure vengeresse où il dénonce

voires. Ils ont sur ce thème des pensées proches de celles qu'expriment Auguste Comte et Proudhon. Jean Barie voit très bien comment en filigrane s'inscrit sous la devise « Liberté, Égalité, Fraternité », cette autre : « Travail, Famille, Patrie ». Il ajoute : « Les grands prophètes de la liberté, de la fraternité, de la démocratie socialiste ont été constamment, au dix-neuvième siècle, les pires ennemis de l'individu qu'ils prétendaient, démocratiquement, défendre. Ces prophètes de gauche n'ont cessé de fagotter une idéologie de la fraternité, de la famille, de la patrie. Michelet, Hugo, le Zola de la dernière période, ce sont eux qui sont ainsi désignés : amis du peuple, mais éloignés du peuple. Une révolution (sous-entendu : dans l'ordre) ? D'accord. Une émancipation ? Jamais. Ils ont voulu la fraternité, la famille et régénérer les siens ! Dès lors le gouvernement est assuré : voilà la pensée profonde.

cent mille livres de rentes, beaucoup de superflu, d'un farceur. A mesure qu'il y a de l'apôtre dans un homme, j'y vois du satanisme. » Voilà, selon Jean Borie, la naissance du clibataire : le passage de l'illusion (restituée à son caractère de blague) à l'impulsion. C'est pourquoi ce livre documenté et tonique est « aussi » un pamphlet. Jean Borie donne à voir les raisons de la condamnation (renouvelée il y a peu par le Vatican) du « désordre » qu'il y a dans le clibât, et dont le clibataire est le signe. Suspect, il était ; suspect, il demeure.

HUBERT JUIN.

★ *Le Célibataire français*, de Jean Borie. Editions Le Sagittaire, 192 pages, 28 F.

régionales, la santé mentale et le comportement, la qualité des produits alimentaires, la sauvegarde du patrimoine culturel, etc. En dépit de ce rapport, les représentants du mouvement (la Commission générale des cadres) présentent un avis minoritaire critique de cette notion d'action prioritaire qui isole certains programmes du support de base dont ils ont besoin. Les représentants du Syndicat des travailleurs sociaux et des psychologues ont aussi quitté la commission en février dernier, en reprochant d'avoir pris à son compte les directives gouvernementales, et en se plaignant que le G.C. d'étude de la nutrition de la concentration.

DOMINIQUE VERGÈSE

DOMINIQUE VERGUÈSE

(1) En 1975, ces effectifs étaient l'environ 45 000 personnes.

Le célibat est-il un crime ?

En Aufriche

UN MÉDECIN EST EXCOMMUNIÉ POUR AVOIR PRATiqué DES AVORTEMENTS

(De notre correspondante.)

Vienne. Un médecin autrichien vient d'être excommunié parce qu'il pratique des interruptions de grossesse. Gynécologue dans la ville de Stadt-Paura, en Haute-Autriche, le docteur H. H. H. devait être parrain de confirmation de la fille de l'un de ses collaborateurs. Une lettre de la paroisse de la ville de Linz, évêque de Linz, lui a appris que sa candidature était refusée, car il est désormais exclu de la communion des fidèles.

Un litige a surgi de l'article 2350 du droit canon, l'évêque de Linz a déclaré qu'ils étaient formels : « Toute personne qui prétend de faire un avortement et qui se livre à de telles actions immédiatement sous le coup de la communication, » Mgr Wagner a précisé que cela ne signifiait pas pour autant que l'on soit « chassé » de l'église, et qu'une « confession valable » pouvait être de lever cette mesure. — A. R.

Aux importuns des naturalistes viennent d'adjointe les conseils des hygiénistes et les convictions des progressistes. Comme l'écrit Jean Borie : « Le célibataire, puisqu'il s'est placé, en dehors du mariage, au-dessus de la loi, est le grand camp mal garni où l'on parque tous les monstres de la déviance, de la sexualité sauvage. » Depuis l'œuvre de dimensions considérables du docteur Garçon, les livres de déviances, qui sont monument de cette seconde moitié du siècle — jusqu'à « Charlot s'amuse », roman sur la masturbation, de Paul Camenais, tout désigne le célibataire comme le grand criminel, le grand onaniste perversifié et syphilitique. Il suffit, bien sûr, de lire les célibataires eux-mêmes pour découvrir en leurs haines des Don Juan déchués et généralement inoffensifs. On en suivra le défilé jusqu'au sociologue du Naugle, le grand Jean-Paul Sartre, sublime et, hélas, inopérant !

Car les notalistes, les conjugalistes, les docteurs Tardieu ou Garnier sont loin d'être des réaction-

L'apôtre et le saltimbanque

Mais le célibataire, dans tout cela ? Qui ne traiterait-il pas le mariage comme un remède à la misère ? Impuissant de la façon la plus radicale qui soit : toléré à peine en politique, le valait, à l'époque des échanges de couples, rejeté même de son rôle traditionnel et un peu ridicule d'amant. Il ne peut rien. En revanche, il est utile. C'est la fonction de son intervalle, dans Borge pour cette partie du dix-neuvième siècle où il fâit de cantonner son propos : le célibataire, c'est l'homme de la « blague ». On évoque le Gargon de Flaubert et le Gargon de Zola, le Gargon de la littérature. Le célibataire, c'est le témoin lucide de la grande blague idéologique des progressistes. Dans le « Journal » des Goncourt, cela est dit avec une certaine crudité : « Nous ne sommes touchés que des misères que nous voyons. Nous n'écrivons pas sur l'amélioration des classes pauvres. Nous n'écrivons que sur la blague, l'artifice, le décalage, la pauvreté sur le décalage, la pauvreté sur une table de circonvier de la vie se soit combien de mille secondes. L'homme qui s'intéresse à la misère et aux misérables et qui garde



**nouvelle
formule
mensuelle**

informations catholiques internationales

LE RETOUR DE LA MORT

- les images de la mort
- l'euthanasie
- accompagner la mort
- un commerce fructueux ?

le numéro : 7 f. envoi franco sur demande

abonnement d'essai = 6 mois : 30 f

I.C.I. 163 Boulevard Malesherbes 75017 PARIS
C.C.P. PARIS 82.10.20

C.C.P. PARIS 82.10.20

JUSTICE

DEUX AVOCATS DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS

Les privilèges perdus

Les rapports entre nous se dégradent. Dans cette maison battue par mille courants, en un temps où le domaine de la liberté individuelle se restreint du fait de l'évolution des mœurs et des nécessités de l'ordre public, il nous faut plus que jamais être solidaires. Il faut que nous gardions — vous et nous — nos avantages et nos privilèges. Non, l'avocat n'est pas un justiciable comme les autres : il appar-

tient à cette maison, vous devez lui faire confiance. M. le bâtonnier Albert Bruniols ne pouvait pas, par conséquent, le doigt pointé vers un jeune substitut, M. Guy Lelann, qui, dans son réquisitoire, avait poursuivi d'une impitoyable passion justicière deux avocats malencontreusement égarés sur le banc des prévenus.

De quel jeter le trouble dans la « maison » et remplir, mardi 20 avril, le prétoire de la septième chambre correctionnelle de Paris de confrères plus inquiets que curieux. Qu'ils aient péché par imprudence ou excès de compassion, M. Paul Deodato et M. Lelann, Lenoir-Grisier, regretteront sans doute longtemps d'avoir trouvé sur leur chemin un petit malfaiteur malséant qui trompe facilement son monde parce qu'il porte beau et parle bien.

Debout dans le box des accusés, costume trois pièces ajusté et cravate sombre, Guy Lelann, trente-quatre ans, fait très « jeune caduc » et cache élégamment un casier « en accordéon » (huit fois condamné). Son attaché-cas déstabilisé trop souvent les outils nécessaires à sa véritable activité : pince-monseigneur et pied-de-biche.

Pour s'être lassés « d'écouter par sa généralité », M. Lelann, Lenoir-Grisier se retrouve, elle, face au tribunal et doit répondre du délit de complicité d'infraction à une interdiction de séjour. Avocat de Guy Lelann, elle lui avait trouvé un logement à Paris où la justice lui avait pourtant enjoint de ne pas réapparaître avant 1964. Et elle payait le loyer de son client dément.

Le parquet a néanmoins poursuivi l'avocat pour l'infraction, le substitut du procureur ne modérera pas son ton. Pour lui, les choses sont claires : « Lelann est allé chez Deodato pour une transaction qui a pu être effectuée moyennant un « escompte » de 1 500 F ». M. Lelann et Bruniols ont défendu l'innocence de leur confrère, et ont tenté, de façon souvent convaincante, de démontrer au tribunal qu'on ne saurait confondre imprudence et intention délictueuse.

« Il y a cinq ou dix ans, se rappelle d'un avocat n'aurait pas eu lieu, l'attaché-cas, visiblement choqué, M. Bruniols, car en ce temps-là, on avait perquis et saisi, une transaction qui faisait qu'avant toute poursuite exceptionnelle on prenait la température du barreau. Mais si les temps ont changé, est-ce pour autant l'heure de revendiquer des privilèges perdus ?

DOMINIQUE POUCHIN.

BLANCHISSEURS CONTRE JOURNALISTES

Deux quotidiens, l'Humanité et Libération, un hebdomadaire, l'Humanité-Dimanche, et Europe 1 étaient poursuivis en diffamation, mardi 20 avril, devant la septième chambre correctionnelle par la Société de blanchisserie de Pantin et son directeur, M. Jean Leducq.

Ces poursuites visaient une série d'articles et d'émissions relatant une grève générale, en octobre 1975, dans cette usine qualifiée de « médiévale ». Sur cette entreprise — qui a été et est encore un grand employeur de la région parisienne — il a été dit et écrit, ce que contestent les employés, que des femmes y travaillaient dans une atmosphère dont la température pouvait atteindre 50 degrés : un véritable « bagne » où se pressaient six cent quatre-vingts draps à l'heure.

La partie civile faisant état d'un préjudice moral et commercial considérable, évalué par un expert-comptable à 558 000 F, en réclame la moitié aux organes de presse ou de radio, estimant toutefois que l'autre moitié doit être considérée comme une conséquence d'une grève.

Les débats continueront le 17 mai.

« Je suis peut-être crédule »

M. Paul Deodato, à lui aussi « voulu rendre service ». Lelann, qu'il ne connaissait pas, est venu le voir un beau matin à son cabinet. Se recommandant d'un ancien codétenu, client de M. Deodato, il demande à l'avocat d'encalsser à sa place un chèque barré de 8 000 francs qui provient d'une transaction avec un munitier parisien. Pour justifier le procédé un peu bizarre, Guy Lelann assure que devant quitter très prochainement Paris, il ne peut ouvrir un compte à son nom. Mais il oublie bien sûr de dire qu'il est interdit de séjour dans la capitale et, surtout, que les 8 000 francs proviennent de la vente de deux pièces d'or un Louis XIII — gagnées dans un cambriolage. Après quelques hésitations, M. Deodato accepte de verser le chèque à la CARPA (Organisation financière propre aux comptes d'avocats) et après s'être assuré de la solvabilité — mais non de l'origine du chèque, ce que lui reprochera le ministère public — il reverse 5 500 francs à Guy Lelann. Le solde — 1 500 francs — représente, selon l'avocat, une avance sur honoraires futurs que Lelann avait tenu à lui verser, non sans insistance.

« Je suis peut-être crédule, mais j'ai la naïveté de croire mes clients », dira M. Deodato. J'ai commis une erreur dans la plus totale bonne foi en ouvrant un

La grève de la faim de Roland Agret

IL N'Y A PLUS DE LOI QUI COMPTE

déclare M. Jean Dissler

(De notre correspondant.)

Marseille. — Roland Agret, qui fait la grève de la faim depuis trois-sept jours, a décidé de refuser totalement d'absorber le liquide qu'il prendrait chaque jour (un mélange de 50 grammes de café et de 50 grammes de lait) pour éviter d'être placé sous perfusion forcée. Mais, compte tenu de son état de faiblesse constaté au point qu'il s'est imposé de devant l'évolution rapide de la déshydratation et des risques de troubles métaboliques qu'elle implique, les services médicaux de la prison-hôpital des Baumettes, où Roland Agret a été admis, ont décidé mardi 20 avril de le placer sous perfusion permanente. (Nos dernières éditions.)

C'est une véritable course contre la montre qui s'est engagée, a déclaré l'un de ses avocats, M. Jean Dissler, du barreau de Marseille. Je n'ai pas tendance à dramatiser, mais, sur le plan de la vie physique, la situation ne peut pas s'éterniser. Roland Agret ne peut plus écouter les conseils qu'on lui donne. Il est en train de se tuer ; il le sait, mais il s'en moque. C'est un spectacle insupportable. Maintenant, il n'y a plus de loi qui compte, a ajouté l'avocat. C'est pourquoi nous avons demandé à la présidence de la République. Je dois ajouter que, à mon avis, même si Agret arrêtait sa tentative, il perdrait la série de gestes suicidaires qu'il a accomplis, et qui l'ont mutilé et affaibli, des marques indélébiles. On ne joue pas ainsi avec la vie d'un homme ; qu'on nous parle pas de charité. L'enquête est certainement terminée. Pourquoi attendre encore ? Qu'en fait la publication avant qu'il ne soit trop tard.

Le comité de soutien central aux patriotes corses a adressé, mardi 20 avril, au président de la République un télégramme pour réclamer la libération du docteur Raymond Simeoni, incarcéré depuis le 28 août 1975. « A ce jour, précise le comité, le conseil régional, les conseils généraux de la Haute-Corse et de la Corse-Sud — deux comités corses — ont représenté 90 % de la population insulaire ont demandé la libération et l'arrêt des poursuites contre le docteur Simeoni ». Le comité demande au président de la République d'intervenir pour l'honneur et la grandeur française.

L'installation du comité d'étude sur la délinquance

Il n'y a pas de violence légitime dans un État démocratique

déclare M. Chirac

M. Jacques Chirac, premier ministre, a officiellement installé, mardi 20 avril, le comité d'étude sur la violence, la criminalité et la délinquance, ancien ministre, et qui avait été créé par un décret du 23 mars dernier.

Après avoir observé que « la France aujourd'hui, comme beaucoup d'autres pays industrialisés connaît un accroissement et un renouvellement de la délinquance et de la criminalité à forme violente », le premier ministre s'est demandé ce « que doit faire l'État, le législateur et le juge ».

Puis il a indiqué : « Le maintien de l'ordre public, notion qui recouvre l'ensemble des actions que l'État doit mener à travers son appareil pour lutter contre la violence, la délinquance et la criminalité, exige par-dessus tout l'approbation et le soutien des citoyens. L'ordre, sans lequel la société libre ne peut survivre, repose essentiellement sur le consentement de tous. Ce consentement trouve son origine dans l'adhésion à des valeurs communes, c'est-à-dire à une morale.

Il est vrai que, dans le monde contemporain, la violence revêt des formes nouvelles et exprime des angoisses et des désirs que le monde ancien ne connaissait pas de la même façon. Il est vrai qu'elle peut parfois apparaître comme l'ultime manifestation d'individus dérangés par les contraintes de la société industrielle, incapables d'y faire face lucidement et en quelque sorte accablés à la suite d'une agression qu'ils n'ont qu'une forme de désespoir.

« Il n'en demeure pas moins que, au-delà de toutes ces explications (...), la violence contemporaine réside en dernière analyse dans le même caractère fondamental, à savoir la rupture délibérée du consensus social (...). Or qui peut contester qu'il ne s'agit d'un acte de violence sociale ? Rappeler cette simple vérité n'est aucunement poser en principe la nécessité d'un conformisme intellectuel ou d'un ordre imposé par la force. Au contraire, c'est rappeler qu'il ne peut y avoir dans une société donnée, de liberté réelle pour les personnes que dans la mesure où chaque individu est libre et responsable. L'implication dans la vie du groupe auquel il appartient. A l'intérieur d'une société, dans un État démocratique et libre, il ne saurait y avoir de violence légitime, de violence justifiée.

Pour sa part, M. Peyrefitte a

indiqué que le comité était composé de « personnalités choisies pour leur compétence et leur expérience personnelles et non pour représenter une quelconque organisation ou formation ». « Les travaux du comité », a précisé son président, se dérouleront en trois phases : investigations, synthèses, propositions. « Le rapport final devra être déposé d'ici à un an.

M. Xavier Groux-Beauchamps, porte-parole de l'Elysée, a déclaré mardi matin 20 avril, à propos de l'installation de ce comité d'étude sur la violence et la délinquance : « Le président de la République souhaite que la mission confiée à M. Peyrefitte débouche sur une opération objective du phénomène de la violence et de la délinquance qu'il convient de contrôler pour assurer aux Français leur sécurité et les conditions nécessaires à l'exercice des libertés fondamentales. »

FAITS DIVERS

En Corse

UN MALFAITEUR EST VICTIME D'UN RÈGLEMENT DE COMPTES

Il avait notamment participé au vol des bijoux de la Béguin

Ancien membre du gang de Pierrot le Fou, M. Jacques Benedetti, âgé de soixante-dix ans, a été tué mardi après-midi 20 avril, à Sarriena (Corse), par des inconnus qui ont fait feu à deux reprises sur lui. Jacques Benedetti avait, à plusieurs occasions, été mêlé à des affaires criminelles importantes. Il avait participé, le 3 août 1975, à un hold-up mémorable, l'attaque d'une voiture — dans laquelle se trouvait l'agent Khan et la Béguin — qui avait permis aux malfaiteurs de s'emparer de bijoux estimés à 2,4 millions de francs. Arrêté, Jacques Benedetti avait été condamné pour cette affaire à huit ans de réclusion criminelle. Après sa sortie de prison, Jacques Benedetti devait commettre un nouveau meurtre. Le soir du 14 juillet 1975, il tua à coups de pistolet le patron d'un bar situé sur le Vieux-Port à Marseille ; il fut condamné, en 1960, à la réclusion criminelle à perpétuité, avant d'être libéré au mois de septembre 1975.

Dans les Landes

QUATRE JEUNES GENS SONT ARRÊTÉS POUR VOL DE 85 KILOS D'EXPLOSIFS

La brigade des recherches de la gendarmerie de Dax a arrêté, mardi 20 avril, quatre jeunes Dacquois soupçonnés d'avoir dérobé quatre-vingt-cinq kilos d'explosifs dans une carrière de Fontenay, dans les Landes. Il s'agit de MM. Vincent et Dominique Fabas, de leur sœur Anne-Marie et de M. Anne-Marie Leboyrie ; tous auraient reconnu les faits. Quelques jours avant leur arrestation, samedi 17 avril, deux gendarmes avaient découvert près de Tours, dans une camionnette abandonnée, une partie des explosifs dérobés. Le propriétaire du véhicule, M. Michel Guidon, était alors retrouvé et les enquêteurs établirent qu'il avait été en rapport avec les jeunes gens. Les jeunes gens, selon la gendarmerie, appartiennent à un groupe d'anarchistes qu'on soupçonne d'avoir organisé plusieurs attentats à l'explosif en Indre-et-Loire.

Le feu à la Salpêtrière. — Un incendie s'est déclaré dans la soirée du mardi 20 avril, vers 21 h. 30, à la salle Esquiroi de l'hôpital de la Salpêtrière, boulevard de l'Hôpital à Paris. Grâce à la promptitude des secours, le sinistre — dont les causes n'ont pas encore été établies — a pu être rapidement maîtrisé.

SPORTS

FOOTBALL

FRANCE-ESPOIRS BAT U.R.S.S. 2-1

En attendant le sacre du printemps

Après la qualification de l'équipe olympique — pour les Jeux de Montréal, et surtout les performances des Stéphanois en Coupe d'Europe, on attendait le sacre du printemps pour l'équipe de France des espoirs (1), opposée à l'Union soviétique en quarts de finale du championnat d'Europe. Au lieu de voir le ballet espéré, les quinze mille spectateurs du Parc des Princes ont pu assister à une sorte de répétition avec ses quelques coups d'éclat, mais aussi ses temps morts et ses imperfections qui augurent mal, malgré la victoire par 2 buts à 1, du match « retour » qui se disputera à Moscou le 25 avril. A leur décharge, il faut dire que les espoirs français étaient privés de leurs deux plus brillantes étoiles, le Stéphanois Dominique Rocheteau et le Nancéien Michel Platini.

capables de plus beaux exploits techniques, manquant de constance dans l'effort pour jouer ce rôle de chien de berger. Le choix de l'entraîneur stéphanois, qui préfère Patrick Revell à Sarramagna pour les intensives batailles européennes, est à cet égard significatif.

Un sentiment d'insécurité dans la défense française

En pratiquant, dans la première partie de la rencontre, un football très primesautier, cette équipe de France avait néanmoins fait naître quelques espérances. Les centres brochés de Sarramagna, l'activité de Rampillon et de Lacombe avaient créé quelques belles occasions de but, et il paraissait logique que le second œuvre le score à la vingt-sixième minute sur un tir mal repoussé du premier.

Hélas ! La blessure et la sortie de Bathenay, victime d'une entorse à la cheville après une demi-heure de jeu, désorganiseront quelque peu les Français, qui ne disposaient plus d'un véritable demi défensif. Comme d'autre part le capitaine Henri Michel n'avait pas, au milieu de ses jeunes coéquipiers, l'ascendant ni la réussite souhaitée dans un rôle d'organisateur pour lequel Larqué ou même Guillou semblent avoir plus de dispositions, l'équipe de France des espoirs n'imposait que par intermittence son rythme et son jeu aux Soviétiques.

Les difficultés de coordination entre les deux arrières centraux, le Stéphanois Trésor et le Stéphanois Lopez, qui s'adaptait mal à son nouveau rôle de « stoppeur », faisaient même planer un sentiment d'insécurité en défense, confirmé d'ailleurs par Stengalis

qui égalisa juste après la mi-temps. Si ce but — très important en raison du règlement du championnat d'Europe des nations qui, en cas d'égalité, privilégie les buts marqués à l'extérieur — provoqua une réaction d'orgueil des Français, leur second but, obtenu par Zimako à la cinquante-sixième minute après une mêlée confuse, reflétait plus leur bonne volonté que leur maîtrise. Il faudrait désormais un grand match de la défense française le 25 avril à Moscou pour empêcher les Soviétiques de remonter les Nancéiens en demi-finales.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Une équipe « espoirs » est composée de joueurs ayant moins de vingt-trois ans au moment où commence la compétition, mais chaque équipe a le droit d'incorporer deux joueurs plus âgés, en l'occurrence, pour la France, Trésor et Michel.

Les chiffres lumineux s'envolent, les écrits restent. Voici la première calculatrice compacte. Rechargeable. Imprimante à large bande de contrôle. Facit Addo 1140 Compact. Où que vous alliez, vous conservez la trace de vos calculs. Magasins spécialisés, librairies-papeteries.



FACIT ADDO.

Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion. Facit-Addo. 308, rue du Pdt S.-Allende. 92700 Colombes. Tél. 730.71.17. Concessionnaires partout en France.

Vient de paraître :

R. Lindon / Ph. Bertin

divorce 76

Textes législatifs, commentaires, formules d'application

388 pages, 28 F

Chez votre libraire et l'itec 27 place Dauphine, 75001 PARIS

صكوك الاموال

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUALITÉ DE LA VIE

M. Giscard d'Estaing annonce un renforcement de la politique de protection de la mer

La chasse aux pollueurs est ouverte

Déversoir universel de toutes les pollutions, les mers sont aujourd'hui unanimement considérées comme « malades ». La France semble enfin décidée, pour sa part, à y porter remède. Une série d'initiatives concordantes témoignent au moins de sa volonté. Dans une lettre adressée à M. Didier Julia, député U.D.R. de Seine-et-Marne, le président de la République propose une thérapeutique en trois points : la France va prendre l'initiative d'actions internationales, la lutte contre les pollutions telluriques sera renforcée et les procédures d'intervention sur nos côtes, dites plan Polmar, seront révisées et accélérées.

L'initiative de M. Giscard d'Estaing intervient le jour même où s'engage à l'Assemblée nationale la discussion de deux projets de loi : l'un sur les incinérations en mer, l'autre sur l'immersion en mer de déchets à partir d'avions ou de bateaux. M. Guy Guennou, député U.D.R. du Finistère, a déposé plusieurs amendements qui complètent ce texte et organisent la prévention des accidents pou-

vant survenir à un navire portant une cargaison polluante. Enfin, une circulaire ministérielle qui va parvenir aux administrations ces jours prochains rend systématique la détection et la surveillance des marées noires.

C'est en effet ce mercredi 21 avril que les députés entament l'examen des deux projets de loi mentionnés par le président de la République. Le premier porte sur les incinérations en mer. Le brûlage en mer des déchets à partir de bateaux ou de plates-formes est une technique qui se développe rapidement. Elle est pratiquée par nos voisins des Pays-Bas et d'Allemagne fédérale. Elle permet d'éliminer des substances — en particulier les 20 000 tonnes d'hydrocarbures chimiques rejetés par l'industrie chimique — dont le brûlage à terre a des conséquences nuisibles sur l'environnement. Les projets de loi soumettent ces opérations à l'autorisation et au contrôle de l'administration. Les conditions techniques d'incinération sont soigneusement définies de manière à ce que ni le bateau, ni l'équipage, ni le milieu marin n'en souffrent. Pour une fois, face à une technique nouvelle, la réglementation prend les devants.

Le second projet de loi touchant les immersions de déchets en mer est, lui aussi, largement préventif. Conformément à la convention d'Oslo signée par la France, il réglemente les déverse-

ments de déchets faits par avion ou par bateau. L'immersion de certains produits dangereux, comme le mercure, le cadmium, les substances cancérogènes, est interdite. Celle d'autres produits « douteux », comme l'arsenic, le plomb, les oxydes de titane (des fameuses boues rouges), doit faire l'objet d'une autorisation. Elle sera donc contrôlée par l'administration. Ce texte s'applique à tous les navires français ou étrangers chargés dans un port français quel que soit le lieu de déchargement. Il ne touche pas pour l'instant que les phosphogypses déversés en baie de Seine et les boues de dragage. Mais il n'est pas exclu que cette technique, fort tentante, ne se développe de manière « sauvage ».

Profitant de la discussion de ce dernier projet de loi, M. Yves Guennou, député du Finistère, souhaite que soient prises une série de mesures tendant à prévenir la pollution résultant d'un naufrage. Les amendements qu'il a déposés vont dans le sens souhaité. Ils prévoient, par exemple, que les bateaux approchant à moins de 20 milles des côtes devront prendre un pilote et que le plan Polmar sera adapté pour permettre au préfet d'intervenir sur tout navire « dangereux ». Ils proposent un responsable unique, un budget particulier, des moyens techniques, des services spécialisés et un commando national d'inter-

vention pour lutter contre la pollution marine.

Même si ces propositions ne sont pas incluses dans la loi sur les immersions, le gouvernement les étudiera et les reprendra dans un autre texte », a indiqué M. Fossat.

Enfin sans attendre l'adoption et l'application des lois nouvelles, les pouvoirs publics organisent la surveillance systématique des marées noires. Une circulaire adressée par huit ministères et secrétaires d'Etat va être envoyée à toutes les administrations concernées. Desormais, ce sont les centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) qui sont chargés de centraliser tous les renseignements sur les rejets d'hydrocarbures en mer. Il existe trois CROSS en France : sur le littoral de la Manche, en Bretagne et à Toulon. Dotés de puissantes stations d'écoute et de radars, ces centres surveillent les mouvements des navires dans leur secteur. Tous les déversements de pétrole provenant de navires ou de plates-formes de forage devront être signalés. Les CROSS pourront donc expédier sur les lieux des vedettes ou des avions. Les navires fautive seront identifiés et, s'ils touchent un port français, immédiatement poursuivis. Sur mer, la chasse aux pollueurs est ouverte.

MARC AMBROISE-RENDU.

A PROPOS DE...

La construction de la forme de réparation navale de Brest

Un trop bel outil ?

C'est le groupe d'entreprises formé par Camponon, Bernard, Fougerolle, Dodin, Marc et Levaux qui a été retenu après un concours international pour construire la grande forme de réparation navale à Brest. Le 20 avril, M. Robert Galley, ministre de l'équipement, six offres avaient été présentées.

Au total, l'ensemble du devis de cette forme de redoub, capable d'accueillir les plus gros pétroliers du monde (quatre mastodontes de 540 000 tonnes sont en construction actuellement aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire), s'élève à 330 millions de francs : 165 millions à la charge du budget de l'Etat et 165 à la charge du syndicat mixte composé par la chambre de commerce et d'industrie de Brest, la communauté urbaine de Brest et le conseil général du Finistère.

Cette forme mesurera 420 mètres de long sur 80 de large. Le contrat passé avec les sociétés adjudicatrices prévoit la réalisation des travaux en quarante-deux mois. La mise en service de l'ouvrage est prévue pour la fin de 1980.

Pour la région de Brest et pour la pointe de Bretagne, où la crise économique fait durement ressentir ses effets, ce vent tant attendu à la réparation navale est accueilli dans l'enthousiasme. Il y aura dans quelques années trois formes de redoub et cinq quais de réparation dans le port du Ponant. Pour M. Georges Lombard, sénateur, président de la communauté urbaine de Brest, « l'industrie de la réparation des bateaux est éminemment utile puisqu'elle a représenté en 1975 un chiffre d'affaires de 150 millions de francs et a procuré mille trois cents emplois. Sur tout, cette activité est source de devises, car beaucoup d'armateurs internationaux viennent faire réparer ou repolir leurs navires à Brest ».

Une question toutefois est

posée : quel concessionnaire exploitera l'outil de réparation navale propriété publique ? « Nous sommes ouverts à toutes les solutions », explique M. Lombard. Soit les Ateliers français de l'Ouest (AFO), entreprise de réparation déjà installée ici, soit une société étrangère, soit un groupement réunissant les deux. Il faut en tout cas que ce soit une entreprise ayant la surface financière et technique suffisante, ce qui implique un changement d'échelle de l'outil industriel par rapport à la situation actuelle.

Il existe aussi un risque. La décision de faire à Brest un gros effort, s'il est conforme à la vocation maritime de ce port, intervient au moment où le marché des transports maritimes est au plus bas. Les pétroliers déarmés se comptent par dizaines. S'il y a moins de bateaux sur les mers, il y en aura donc moins à réparer. Et le temps des super-pétroliers ne touche-t-il pas à sa fin ?

Des projets concurrents de ceux de Brest sont annoncés non seulement au Portugal, à Dakar, en Extrême-Orient, dans le golfe Persique, mais également en France. Le Havre compte sur des investissements adaptés à la réparation ou à l'entretien des navires maintenant classiques de 200 000 t. Les Industriels privés de Dunkerque font des efforts semblables. A Saint-Nazaire, un quel est en cours de construction ; à Marseille, la forme de Mourlaine est encore plus grande que celle de Brest.

Il faut donc, de manière urgente, planifier les investissements dans ce secteur où ils sont particulièrement coûteux. L'aménagement du territoire aura son mot à dire de même que le ministère de l'équipement, celui de la marine marchande et celui de l'industrie. Sinon, on risque de contempler avec tristesse d'ici quelques années de magnifiques garages à bateaux qui, malheureusement, resteront vides.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Des côtes mieux protégées

Voici l'essentiel du texte de la réponse adressée le 20 avril par le président de la République à M. Didier Julia, qui avait attiré son attention sur la pollution marine :

« La France prendra, sur le plan international, les initiatives nécessaires pour mieux prévenir les risques particulièrement élevés qui sont liés à la navigation dans les zones très fréquentées proches de nos côtes. « L'effort déjà entrepris pour réduire ou supprimer les pollutions marines d'origine terrestre, et notamment industrielle et urbaine, sera développé sur une vaste échelle. En particulier, il s'agit de réduire de façon importante les déversements permanents qui risquent d'affecter des secteurs touristiques ou des zones très utilisées pour la conchyliculture ou la pêche. En cas d'accident, les plus d'intervention d'urgence seront bien sûr renforcés et accélérés. »

« Dans la protection des côtes françaises contre les pollutions du large, l'essentiel est maintenant fait, grâce à la convention de Barcelone dont les annexes en cours de mise au point protégeront la Méditerranée. »

« La complexité du problème posé par la protection de la mer a pu rendre difficile l'information du public. Je souhaite que le gouvernement éclaire complètement le débat, notamment à l'occasion de l'examen prochain par l'Assemblée nationale de deux projets de loi portant, eux, sur les opérations d'incinération et d'immersion en mer. »

(Publié)
L'Université de Paris VIII organise, du 1^{er} au 7 juillet, le stage suivant :
PÉDAGOGIE A MÉDIATEUR CORPOREL
Ce stage s'adresse à des éducateurs, enseignants et animateurs. Renseignements et inscriptions : Formation Permanente, Université de Paris-VIII, Route de la Touraine, 75017 Paris Cedex 12, tél. 809-85-26 et 809-85-70 poste 239.

POINT DE VUE

L'heure de vérité pour la nature

par RENÉ RICHARD (*) et MAX FALQUE (**)

Le 25 avril, après des rapports successifs, le Parlement va enfin discuter le projet de loi sur la protection de la nature. L'article 2 de ce projet de loi stipule que les études de grands ouvrages publics doivent comporter un rapport d'impact sur l'environnement. Cela signifie que l'air, le sol, le paysage, les animaux et les plantes ne seront plus, sous prétexte d'une quasi impossible quantification monétaire, ignorés ou subordonnés aux impératifs de la rationalité technique et économique. Il s'agit là pour la société industrielle contemporaine d'une vue radicalement nouvelle des rapports de l'homme à la nature.

Or le débat sur la place publique n'a pas encore reflété l'importance de l'enjeu alors que l'incertitude régnait sur la détermination des passions lors de la précédente session parlementaire. En effet, l'ignorance est totale en ce qui concerne le terme « analyse d'impact d'environnement », vocabulaire avec lequel il faudra bien se familiariser et dont il faudra surtout définir le contenu.

Dans ce domaine, nous ne pouvons pas ignorer l'expérience des Etats-Unis puisque, depuis 1970, le gouvernement fédéral, limité ensuite par de nombreux Etats, s'est doté d'une législation exemplaire : le National Environmental Policy Act (quel, d'ailleurs, la France est obligée de se référer pour obtenir les autorisations d'atténuation pour Concorde à New-York et Washington) impose pour chaque projet d'équipement un constat détaillé de l'impact :

1) l'impact sur l'environnement de l'action proposée ; 2) tous les effets nuisibles à l'environnement qui ne pourraient être évités si le projet était réalisé ; 3) les variantes au projet proposées ; 4) tous les choix irréversibles engageant des ressources naturelles ; 5) le rapport entre l'amélioration de la productivité et la détérioration de l'environnement humain.

Ces dispositions nouvelles, s'il sont appliquées, la publicité de l'étude d'impact constitue un préalable et une garantie de grande importance pour la participation des citoyens à la sauvegarde de l'environnement. Elle fut l'objet de deux propositions de loi présentées par MM. Gaston Defferre et Joxe, au nom du groupe socialiste et des radicaux de gauche, et par MM. Mesmin et Zeller, au nom du groupe des républicains. Ces propositions paraissent se perdre dans le maquis de la procédure parlementaire.

L'application de la loi de protection de la nature sera rude, car on a estimé entre cinq cents et mille les

études d'impact à réaliser chaque année. Leur qualité et leur sens du concret constituent, pourtant, la condition nécessaire à la bonne application de la loi. C'est à tous, défenseurs de la nature, scientifiques et fonctionnaires, que reviendra la responsabilité de vérifier l'intention de Robert Poujade qui pensait que « ce projet de loi changerait toutes les données de la protection de la nature en France parce qu'au lieu d'être, comme souvent, à l'arrière-plan et en serre-fille, elle serait au premier plan et à l'avant-garde... ».

(*) Président de l'Union régionale Vie et Nature, membre du haut comité de l'environnement.
(**) Membre du collège méditerranéen de réflexion sur l'environnement.

Faits et projets

Aménagement du territoire

● **POUR DES REGIONS TRANSFRONTALIÈRES** — Pendant quatre jours, des représentants français, belges, italiens et suisses ont débattu à Nice, lors du colloque international sur l'aménagement des zones frontalières, des difficultés institutionnelles rencontrées par les régions frontalières.

M. Guy Michaud, directeur de l'Institut européen des hautes études internationales de Nice, a indiqué que « rien ne sera possible sans des superstructures et sans un véritable pouvoir régional ayant des fonctions et les prérogatives devant être définies par-dessus les frontières ».

Circulation

● **LES CHAUFFEURS - ROUTIERS ET LES ACCIDENTS D'AUTOMOBILES** — Dénonçant l'insécurité chronique et le mépris des patrons transporteurs à l'égard des règles de sécurité les plus élémentaires, la Fédération des syndicats de transporteurs C.F.D.T. va déposer une plainte « contre l'employeur », après l'accident de car de Saint-Maurice-de-Lignon (Haute-Loire) où quatre personnes ont été tuées et douze autres blessées (le Monde du 20 avril). D'autre part, les fédérations nationales de chauffeurs routiers se sont constituées parties civiles dans le procès du transporteur à la suite de l'accident de car qui avait fait, le 2 avril 1975, vingt-neuf morts à la côte de Laffrey (Isère).

Transports

● **M. LAMBERT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OACI** — M. Yves Lambert, représentant de la France à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) vient d'être élu à Montréal, secrétaire général de cette organisation. Agé de trente-neuf ans, M. Lambert qui est ingénieur de l'aviation civile, représentait la France à l'OACI depuis 1973. Il succède à M. Assad Kotaita (Liban) qui succède lui-même à M. Walter Binaghi (Argentine) à la tête de l'OACI. (A.F.P.)

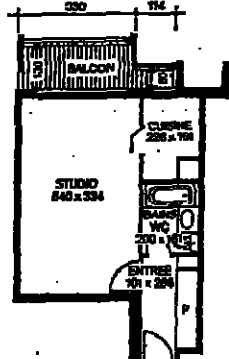
Appartement témoin sur place
33, rue Censier.
Prix fermes et non révisables.

SEFRI-CIME 538 52 52

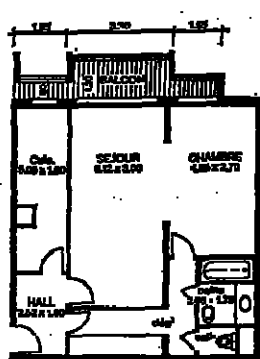
quand on habite
Censier 33
(du studio au 5 pièces)

on est
bien entouré

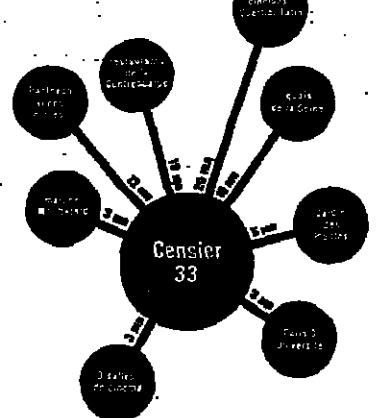
bien logé



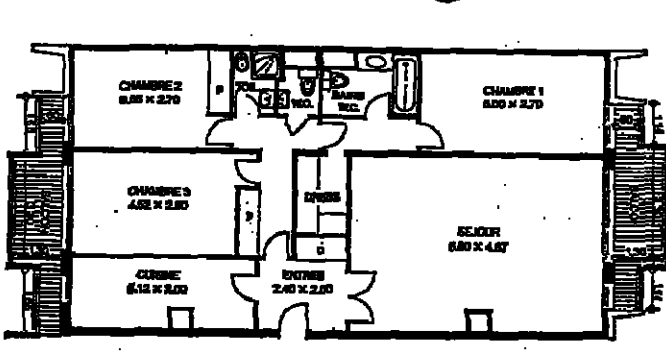
studio B5 :
28,90 m2 + balcon 4,83 m2



2 pièces B7 :
54,83 m2 + balcon 6 m2



bien logé



4 pièces : 102,93 m2 + balcon 11,52 m2

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

Ce qu'on lit et ce qu'on voit

L'illustration des textes littéraires de Boccace à Hollywood

TOUT le monde peut constater la transformation de l'édition : petits formats, « poche », etc., et ses conséquences n'échappent à personne. Non seulement les grands livres illustrés que Voltaire, Stendhal, Turgot, ont portés au niveau que l'on sait ont peu à peu disparu, mais même, plus modestes, le roman accompagné de bois gravés ou d'aquarelles, le recueil de contes ou les vieux poèmes traités d'estampes n'ont plus l'air du tout de s'imposer. S'il en est bien ainsi, c'est la fin d'une vieille tradition, et, comme toujours à l'achèvement d'un cycle, on est tenté de s'interroger sur sa naissance et ses épisodes majeurs.

L'étonnante et sarcastique illustration du Chef-d'œuvre inconnu de Balzac par Picasso (1931) — toute en lignes et points — était un peu une manière de condamner le genre. Il a vaillamment survécu, parce qu'il y a des illustrateurs-nés, comme l'était Ségonzac avec son trait mince, aimable et filé — on le voit fort bien à l'Orange, et comme l'a toujours été Chagall. Un ouvrage récent insiste sur les aptitudes graphiques évidentes de l'auteur des Fables de La Fontaine (chez Volland, 1972), du Boccace (Tartarot, 1960) et du Message biblique (1). Il faudrait peut-être expliciter davantage le rôle du support tout à tour littéraire et folklorique dans l'inspiration de cet esprit charmeur et vagabond, toujours tenté par le « poétique ». Il est typique qu'un voyage en Grèce pendant l'été 1962 se traduise par Chagall par une méditation sur Daphnis et Chloé en « roussissant », bien entendu, Longue comme l'avait été La Fontaine. « Mes sujets, les fées et les sorcières de Russie », a-t-il écrit. Pas tout à fait. Ce qu'il aime, c'est projeter ses coqs verts, ses ânes rouges et ses hiéroglyphes « yiddish » de l'amour ou de la douleur dans les domaines privilégiés et familiers de la culture occidentale, ceux précisément où, depuis quatre ou cinq siècles, a triomphé l'art du livre.

Écriture et image

Cet appel prolongé de certains textes, et d'abord de ceux qui cultivent et accumulent les anecdotes, les petits scénarios frappants, a été mis en évidence cet automne par l'exposition de la Bibliothèque nationale sur Boccace et son complément à l'Institut culturel italien. Certaines situations, une fois décrites avec verve — qu'elles soient antiques ou modernes : Griselidis ou Frère Ciboula — investissent à bien la conscience commune dans son besoin permanent de fabulation que le passage à l'image rebondit sans cesse : malheurs touchants, équivoques du lit, coups d'épée, sacs d'or — tout ce qui, mutatis mutandis, continue à alimenter, n'est-ce pas ? l'énorme consommation cinématographique d'aujourd'hui. Mais, pour s'en tenir à Boccace, toujours bien servi à cet égard, plus que les aventures racontées du Décaméron, ce sont les petits récits pathétiques du « cas des nobles hommes et femmes » qui ont d'abord attiré les illustrateurs, à commencer par Pouquet ; les malheurs éternels de Didon ou de Lucrèce appellent un décor ; les drames du destinée « visualisent » mieux que la prose. Le Décaméron illustré était pour plus tard. Comme tant de textes manuscrits, celui-ci ne comporte pendant longtemps qu'un frontispice plus ou moins ambi-

lieux et des vignettes. Ceci nous rappelle qu'avant l'imprimerie, et même quelque temps après, on était loin de juger les images d'accompagnement comme nécessaires : les exemplaires courants ne s'illustraient pas, heureux le texte y était copié avec soin. C'est ce qui fait — par parenthèse — l'intérêt exceptionnel des manuscrits autographes des grands auteurs médiévaux, quand on en possède. Il n'en existe pas de Dante, par exemple ; quelques poèmes de Pétrarque, seulement, mais de Boccace, il y a, repéré depuis 1948 dans la Bibliothèque de Berlin, soumise à tous les examens possibles et au contrôle scientifique, un manuscrit sur parchemin de grand format (37 cm x 23 cm) qui est dû à la mise au net des contes par l'auteur lui-même. Curieusement, son texte n'est pas sans fautes : une aubaine pour les philologues, qu'un fac-similé soigneux vient de combler (2).

Si l'on s'en tient à la gravure, les deux moments les plus inventifs et les plus abondants pour l'illustration des textes littéraires sont sans doute le seizième siècle et la période 1750-1850. La Renaissance occupe ici une place naturellement privilégiée : Botticelli a dessiné toute une « Divine Comédie », dont une petite partie a été gravée ; il n'y avait rien de comparable dans les manuscrits illustrés. L'ouvrage qui inaugure l'ère nouvelle de l'édition, c'est incontestablement le « Polyphile », publié à Venise en 1495, avec ses bois gravés clairs et élégants étroitement marqués à un texte lui-même tout descriptif. Contrairement à ce qu'a pensé un moment Lucien Febvre qui la croyait toute « auditive » à cause des chansons, des psaumes, l'époque dévorait les images. Les éditeurs de Lyon, de Paris, de Strasbourg, ne pouvaient plus produire sans un accompagnement de planches un livre important. Ce qui ne changea pas seulement la présentation de la production littéraire, mais aussi du livre « scientifique », mythologique, technique.

Deux bons siècles plus tard, l'illustration des grands textes est à l'extrême pointe de la mode : quand, par exemple, à travers les « Contes » de La Fontaine, Fénelon met encore une fois Boccace en images ; là, la nature sincèrement anecdotique du talent de l'artiste se manifeste ou, si l'on veut, se trahit. Mais un autre ton, radicalement contraire, est apporté avec le linéaire, antiquisant à outrance, de Flaxman par exemple ; il rencontre un succès prodigieux, en soumettant à des contours inflexibles et purs tout Dante, tout Homère, tout Eschyle... À travers l'illustration néo-classique, la culture était prisonnière de la ligne, et de la distribution en frise. Le jeu du contour bien enéscrit l'image dans l'esprit, un peu comme une phrase lapidaire, une maxime ; on resserre l'appart du texte : on l'épure, on l'interprète. Ce style net, les illustrateurs du romantisme avec leurs scènes turbulentes et complexes, Boullenger, Nanteuil, et, finalement, l'étonnant Gustave Doré, qui a traduit à son tour toute la littérature en spectacles tout-terrain, l'ont fait passer de mode, mais jamais complètement. Tous les écrivains ne s'y orientent pas. Les vivants rechignent parfois. « Toute illustration m'exaspère », écrit Flaubert en 1879 à Georges Charpentier, à plus forte raison quand il s'agit de ses œuvres, et, de mon vivant, on n'en fera pas. Déclaration dont la fermeté n'étonne pas de son auteur, mais qu'après tout on n'attendrait pas d'un écrivain aussi visuel, aussi descrip-

tif, aussi « parnassien ». L'opération littéraire est pour Flaubert un acte imaginaire plein, qui ne peut être interprété ; il ne faut pas, grogne-t-il, qu'un pigeon vienne démolir mon rêve ». C'est parce qu'il a précisément la tête pleine de formes plastiques que l'écrivain ne peut tolérer un accompagnement totalement vulgaire de ses tableaux littéraires.

L'œuvre de Jean Seznec

Cette intolérance fait rebondir le problème d'une manière qui mérite attention ; il n'est plus secondaire : il y a conflit entre le discours du texte et celui de l'illustration éventuelle. Le professeur Jean Seznec l'a bien montré autrefois, justement à propos de Flaubert. L'écrivain refuse tout ce qui peut compromettre sa fameuse mélodie verbale ; celle-ci est issue d'une méditation acharnée sur des formes visuelles, sculpturales, picturales, oratoires, condensées dans la description. La relation de l'écrivain avec l'art est devenue ambiguë et contradictoire. « Emplissez-vous la mémoire de statues et de tableaux », disait Flaubert. Seulement, l'opération littéraire conclura l'expérience ; elle ne doit plus, une fois produite, être dispersée en images.

C'est pourtant ce qui est arrivé. L'extraordinaire l'attention de saint Antoine est devenue peinture, dessin, opéra... Comment aurait-il pu en être autrement ? Dans un intéressant recueil sur les relations entre l'artiste et l'écrivain en France au dix-neuvième siècle, précédemment réuni en hommage à Jean Seznec (3), plusieurs auteurs sont revenus sur cette affaire : les réactions de Flaubert à un ouvrage de Chateaubriand sur l'art à l'exposition de 1857 (A. Faivre) montrent ce qu'il entend réclamer ; la réponse des artistes, Moreau, Cézanne, Rodon, Rodin, aussi, hélas ! à l'épisode de la Fête de Séba (Th. Ruff) apparaît comme si diverse qu'elle donne raison à la défiance de l'écrivain. On peut se demander si le meilleur accompagnement visuel d'un ouvrage littéraire ne serait pas la suite des tableaux ou des sculptures dont il a tiré parti, comme on vient de le montrer pour le Faune de marbre, de Hawthorne (4).

À la fin du dix-huitième siècle, le jeu devient serré et pratiquement inextricable : derrière les réflexions troublantes sur la peinture développées dans « le Chef-d'œuvre inconnu » par Balzac, il y a peut-être Giroudet (J. Lemaire). Inversement, le thème d'« Homère abondant » que David voulait peindre et que d'autres, Gérard, par exemple, traitèrent, vient-il ou ne vient-il pas de l'« Aventure de Chénier » (J. Whiteley) ; la Napoléon de Gros dans la Bataille d'Eylau (1807) doit peut-être son attitude à la Henriade de Voltaire (R. Herber).

Des problèmes de ce type, développés par ses amis, ont, en fait, été abordés par Jean Seznec depuis quarante ans. Ce sont les étudiants de l'université Harvard puis ceux d'Orford qui ont bénéficié de son savoir, mais ces travaux sur Diderot, et surtout la magistrale édition des « Salons » (avec la concours de J. Adhémar), ont fait date. Il est remarquable qu'il ait commencé par un panorama de la redécouverte des deux antiques par l'image et le texte à la Renaissance : il a fallu un long effort pour rendre une



Gravure de Flaxman pour « la Divine Comédie ».

forme classique à ces figures de Vénus, de Jupiter et d'Apollon modernisées par l'illustration médiévale c'est-à-dire pour accorder le texte et l'image. Cette histoire est une merveilleuse complication ; à chaque nouvelle « lecture » classique, l'illustration a pris du champ.

Quand il a traité du dix-neuvième siècle, Jean Seznec n'a pu que constater une sorte d'intoxication réciproque entre artistes et écrivains et d'autant plus aisément que les artistes sont eux-mêmes plus littéraires. Seulement, chacun veut être le dernier à garder la balla. Au cas Flaubert répond assez bien celui du peintre John Martin. Auteur de mises en scènes fantastiques d'architecture : Ninive, Sodome... Il a été au milieu du dix-neuvième siècle le peintre anglais le plus célèbre parmi les illustrateurs ; c'est qu'il illustrait la Bible et Milton. Judicieusement, comme toujours, Jean Seznec a conclu son étude sur ce curieux engouement en indiquant que rien ne se perd dans ces domaines (5) : les palais effrayants sous le feu du ciel, c'est à Hollywood et avec Cecil B. de Mille, qu'ils se sont perpétués. On peut généraliser sans peine : c'est le film qui a dévoré l'illustration.

ANDRÉ CHASTEL

- (1) Werner Haftmann, Marc Chagall, gouaches, dessins, aquarelles, 77 planches, version française, éd. du Centre, Paris, de l'ouvrage paru chez Dumont-Schauberg, Cologne.
- (2) Vittore Branca, Decamerone, fac-similé de l'autographe (Bertin), grand in-4°, éd. Alinari, Florence.
- (3) Jean Seznec, The writer in France, essays in honour of Jean Seznec, réunis par P. Haskell, A. Levi et R. Shackleton, Oxford, 1974 ; quatorze études de B. Alt, P. Watson, R. Herbert, P. George, T. Ruff, M. Fry.
- (4) Jeffrey Meyers, Painting and the novel, Manchester, 1975.
- (5) J. Seznec, John Martin in France, Londres, 1964.

LES Rencontres Internationales du cinéma d'animation ont été créées il y a deux ans. Les responsables du ciné-club d'Annecy ont pensé que pour les amateurs de cinéma image par image, deux ans entre deux festivals (les Journées Internationales organisées chaque année impaire) c'était trop. Les années paires, ils ont créé des RICA. Bien sûr, il n'était pas question de faire un doublage avec le festival, mais de le compléter. En présentant en quatre jours et demi un panorama mondial de l'animation aussi complet et récent que possible, les Journées Internationales du cinéma d'animation (JICA) ne pouvaient se permettre de pousser vers l'étude de tel ou tel pays, ni présenter des rétrospectives d'animateurs confirmés, des hommages aux chercheurs, ni d'organiser débats et rencontres. C'est ce que se sont proposés de faire les RICA I et II et ce qu'elles espèrent bien continuer à faire en s'agrandissant — si elles peuvent se maintenir.

Les responsables municipaux ont à l'égard des RICA cette même méfiance maladroite qu'ils ont eue à l'égard des JICA — comme de toutes les formes d'animation culturelle tant soit peu créatrices dans leur ville. Les RICA ne reçoivent donc pas de subventions mais des crédits pris sur les subventions du ciné-club et le prix des entrées (très modeste d'ailleurs) aux Rencontres. Il a fallu deux ans à Georges Gondran, le responsable du ciné-club, pour trouver les moyens de régler la note des premières RICA et sans doute lui en faudrait-il autant pour régler la note de celles-ci.

Cheveux un peu longs, bleu-jeans de rigueur, beaucoup de jeunes, venus pour moitié de la région, pour moitié d'un peu partout en France et de Suisse, constituaient avec les spécialistes et les « fous » de l'animation qui ne manquent pas — si rares sont les manifestations qui lui sont consacrées — le gros des spectateurs qui se sont cotés du vendredi au lundi de Pâques dans les impossibles fauteuils rouges et défoncés

DEUXIÈMES RENCONTRES DU CINÉMA D'ANIMATION A ANNECY

Des gags et du mal de vivre

du Théâtre d'Annecy, le plus roide et le plus sinistre des théâtres qui puisse se concevoir. Là-dessus, à Annecy, tout le monde est d'accord.

Trois jours et demi de projections « non-stop » peuvent déformer un peu la vision : les notables d'Annecy n'ont peut-être pas tellement tort de se méfier des RICA. En sortant des projections, on se prend volontiers à imaginer quelque chose qui bouleverse un peu la tranquillité de la ville : la métamorphose d'un oplat vert (la pelouse) et d'un oplat bleu (le lac) qui se rencontrent calmement en une course impeccable au pied des pédales. On a envie de faire déborder ; envie aussi de broder en imagination sur les caufs de Pâques des vitrines, sur les rayures trop droites des pulls, des chemises, des blouses, dans les magasins des rues piétonnes sous les arcades, dans un printemps uniforme et sans fleurs. L'image de l'œuf et de la droite pourrait peut-être résumer ces RICA 1976, variées, et qui ont le mérite de fournir au non-initié assez d'éléments pour qu'il se fasse sa petite idée du cinéma image par image. L'œuf, ce serait plutôt le côté gag, la droite, l'aspect « recherche expérimentale ».

Inépuisable Avery

Hommage, enfin, à Jon Lenica, suivi, le même soir, d'un hommage à Tex Avery. C'était trop. Domage que Lenica soit passé trop vite et bien souvent au-dessus de l'assistance venue pour s'amuser avec les « cartoons », et qui ne s'est pas amusée jusqu'au bout. Quatre films avaient été choisis parmi les quelques soixante-dix réalisés par Avery, entre 1942 et 1957 pour la Metro Goldwyn Mayer : une épreuve d'après Avery, avec son absurde, ses courses démentes, ses coups de patte, de gourdin, de boomerang, qui émettent et applatissent les corps sans conséquences graves pour les intéressés, ou, une épreuve d'après Avery, inépuisable, s'est même tiré que le public, épuisé de rire. Et Lenica : « Monsieur Tête » ;

Au programme — conçu évidemment en fonction de ce qui n'a pas déjà été présenté aux festivals — des hommages : à Georges Dunning, dont on a vu des réalisations connues — « Yellow submarine » — et inédites, comme « Upright and wrong », de 1946, un essai dans la louche de « Cadet Rousselle » (1945), sur les lois de la gravité, qui met en fait mauvaise posture un baron moyenâgeux ; et des extraits de son second long métrage, encore inédit, « le Temple », d'après Shakespeare. Honneur primés, invention, fantaisie, art de l'ellipse, gag et poésie, et cela avec un graphisme toujours réinventé : Dunning, un très grand, vraiment.

Hommage aussi à Jean-François Laguionie (prolongé par une petite exposition des cartons qu'il a peints pour ses films) depuis « la Demoiselle et le Violoncelle » (1965), jusqu'à son dernier film, « la Mosquée du diable », de 1976, un conte comme beaucoup d'œuvres de Laguionie. Au total, deux heures de peintures naïves animées avec une rare économie et des moyens simples et traditionnels, de calme et poétique constat du mal de vivre. Avec lui, on sourit un peu, on ne rit jamais.

partie sur les années 1921-1947, avec, bien entendu, « Diagonali symphonie », de Vicking Eggeling (1921), plusieurs films allemands de l'entre-deux guerres issus des recherches formelles de Mondrian, de Van Doesburg et du Bauhaus ; grossissements, mise en compétition de formes géométriques chez Hans Richter, Oskar Fischinger, Walter Ruttmann ; films de peintres qui ont enrichi par leurs idées la grande boîte à images du cinéma d'animation — ce que les animateurs d'aujourd'hui, comme d'habitude, oublient parfois.

Les domaines de ce cinéma et de la peinture sont souvent voisins, mais leurs rapports de voisinage ne sont pas forcément bons. On peut faire des rapprochements avec l'Anglais Len Lye

D'irrésistibles mouches

Pour esquisser le panorama des RICA, il faut mentionner une série de films combinant la prise de vue réelle et les techniques d'animation (les irrésistibles « Mouches », de Fleischler), et une découverte : trois films de Charley Bowers de la série « Bricola », réalisés en 1927-1928, un « repêchage » de la cinémathèque de Toulouse, qui les projetaient pour la première fois. Un hommage à Saul Bass, le créateur de génériques ; un autre, un peu court, à Winsor McCay, l'illustrateur de « Little Nemo », avec quelques extraits de « Gentle le dynosaure », l'étonnant naufrage du « Lusitania », « la Maison volante ».

Et il faut enfin évoquer la présentation du très jeune cinéma d'animation en France et en Angle-

terre, un peu terme d'ailleurs, des deux côtés de la Manche. Plutôt en dessous de ce qu'on attendait pour l'Angleterre, où l'animation ne se porte pas trop mal et où les conditions de travail des jeunes réalisateurs ne sont pas aussi mauvaises qu'en France ; plutôt en dessous de ce à quoi on pourrait s'attendre en France (pour les raisons inverses), d'où émergent quelques individualités : Joël Tassot, de Brest, ou encore le Nantais Paul Cornet. A la différence des Japonais, les RICA ne sélectionnent pas. Elles peuvent être un tremplin pour ceux qui prennent le risque de se lancer dans un type de création qui demande du temps, coûte cher, en étant rarement payée de retour.

GENEVIEVE BREERETTE

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

EN BREF

Les tapisseries de Marc Saint-Saens à Toulouse

C'est à un retour aux sources qu'ont assisté les nombreux visiteurs présents au vernissage de l'exposition Saint-Saens à Toulouse. Cet artiste languedocien a passé de nombreuses décennies à Paris avant de rejoindre définitivement sa ville natale.

Ses compatriotes connaissent déjà ses tapisseries d'Aubusson qui décoraient les grandes salles du Théâtre du Capitole, et Marc Saint-Saens, à nouveau plongé dans le soleil et la douceur de vivre d'Occitanie, a découvert une nouvelle palette, la volupté du mouvement, le rythme harmonieux des volumes. Il a complètement oublié le conformisme que ses maîtres des beaux-arts lui avaient enseigné à Paris, dans les années 30, pour se livrer avec fougue à cet art autonome qu'est la tapisserie, comme l'a défini Jean Lurçat.

Depuis qu'il a franchi le pas de la fresque murale à la tapisserie, Saint-Saens a appris à « peindre » avec de la laine. Quelques cartons, embryons de futures tapisseries, tels des fantômes, invitent à la rêverie. Ce sont de beaux dessins pleins d'imaginaire créative. — (Corr.)

★ Galerie Inard, 18, boulevard Carnot, jusqu'au 3 mai.

« Printemps théâtral »

en Seine-Maritime

Avec l'appui de l'Association technique pour l'action culturelle, le Théâtre Maxime-Gorki de Petit-Courvailla (Seine-Maritime) organise un « Printemps théâtral », qui prend fin en juin. Cette manifestation, qui entend donner un aperçu de la création contemporaine, présente cependant un répertoire très varié, de Shakespeare à Klotz, de Ruzante à Janine Worms, de Molière à Wenzel.

★ Rens. : Théâtre Maxime-Gorki, Centre culturel municipal, 24, rue Joseph-Louis, 95140 Petit-Courvailla.

Quatre-vingts ans de cinéma à Nice

Une exposition sur « Quatre-vingts ans de cinéma à Nice » s'ouvre le 24 avril, aux studios de la Victoria. Organisée avec le concours de M. Guilhem, P.-D. G. des studios, et réalisée par la Cinéma-thèque française, cette manifestation, qui a lieu dans l'ancienne villa de Rex Ingram, réunit des manuscrits d'Abel Gance et de René Clément, les maquettes et les décors de films français tournés à Nice, des éléments de mise en scène, des costumes, etc. Une visite guidée de décors en extérieurs et en studio est également prévue. M. Jacques Médacin, secrétaire d'Etat au tourisme et maire de Nice, doit inaugurer cette exposition. — (Corresp.)

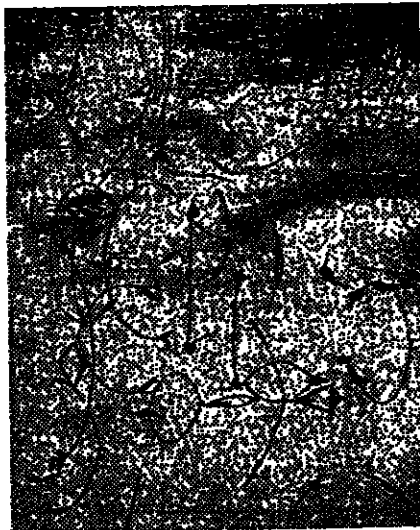
Le Mai de Bordeaux décentralisé

Le vingt-septième Mai musical international de Bordeaux aura lieu du 7 au 27 mai. Le programme, présenté au cours d'une conférence de presse par M. Chaban-Delmas, comprendra en particulier une nouvelle présentation de l'italienne à Alger, de Rossini (direction : Pietro Volpi) ; la première apparition en France du Trio de Moscou et de l'Orchestre symphonique de Montréal (qui effectuera ensuite une tournée européenne). Il y aura également des rencontres cinéma-jazz et des films musicaux, présentés par le groupe Bordeaux Jazz section.

La décentralisation du Festival touchera cette année les milieux scolaires et s'étendra au château de la Brède, à l'abbaye de la Sauve, et jusqu'à Périgueux, Biarritz, Villeneuve-sur-Lot et Agen. — (Corresp.)

La Française du Bolchoï

M. Boccadoro, architecte à La Trinité-Victor, nous écrit : « Le 31 janvier vous avez publié sous la signature de Nicole Zand un reportage intitulé « Vers Boccadoro à Moscou : la Française du Bolchoï ». Je vous en salue gré. Toutefois, votre collaboratrice m'a attribué la nationalité qui « transpire » de mon nom. Errare humanum est. S'il est exact que mes ancêtres sont issus d'une famille genevoise, mon père était déjà français. Cette erreur chatouille ma dignité de Français qui s'enorgueillit d'avoir fait six campagnes. »



« Ce n'est pas l'obscure d'un appareil qui enregistre l'image, mais bien l'œil. » (Coccart à propos de Lucien Clergue).

« Ce que j'ai vu ici est unique au monde », disait, en 1974, l'Américain Ansel Adams. Ici ? A Arles où sont organisées depuis sept ans les Rencontres internationales de la photographie, dont Lucien Clergue est le directeur artistique renommé — quarante ans, photographe renommé — est le fondateur, avec l'écrivain Michel Tournier. Mêlant pendant un mois expositions, projections d'images de « maîtres », commentées en direct par leurs auteurs, colloques, ateliers d'études animés par des photographes de diverses nationalités et de diverses réputations, du petit maître au chef de file, permettre à tous les milieux de la photographie, conservateurs ou contestataires, de se rencontrer ou de s'éviter, de se parler ou de s'insulter, cela, en effet, est incomparable.

Mais, ce Festival paraît surtout incomparable parce qu'il est seul. Bien ne peut lui être opposé. Et quand certains, parmi lesquels des membres de la rédaction du journal Contrepoint (1), émettent des réserves sur ses choix, sur le coût relativement élevé de ses ateliers, de ses colloques en circuit fermé (entretiens suivis pour la majeure partie par des invités — journalistes, photographes, directeurs de galeries), et se proposent d'organiser un contre-festival sous un chapiteau, Lucien Clergue s'énervait, taxe l'un de ses contempteurs d'« esprit vulgaire auquel il ne faut pas accorder trop d'importance » et glisse à propos du même photographe, quelques-unes de ses expressions favorites : « Les chiens ne font pas des chats, l'œuvre étant le reflet de l'homme, les photos de celui-ci sont vulgaires, donc il vise bas. » C.Q.F.D. Autant dire que, pour « le seul témoin de la naissance d'Apollinaire » (c'est ainsi que le nommait Coccart), la critique du Festival se confond avec une critique globale de la société, au moment où, justement, « cette société va peut-être sauver la photographie ! » « Le Lithuanien Aleksandras Macijauskas gagne, comme tout le monde en Russie, 150 roubles par mois. L'année dernière, il n'a pas pu sortir

(1) 19, rue de l'Ouest, 75014, Paris.
(2) Voir le Monde du 5 septembre 1974.
(3) Créateur directeur de la première galerie new-yorkaise consacrée à la vente de tirages.

Avant les septièmes Rencontres internationales d'Arles

L'Eden photographique de Lucien Clergue

de son pays pour son exposition et quand je lui ai demandé comment lui faire parvenir l'argent de ses droits d'auteur, il m'a répondu : « L'argent n'a aucune utilité, ici. Achetez-moi des livres ! » Oui, il ne sont pas plus libres, là-bas. Et leurs livres de photographes sont si mal imprimés ! » Pour Lucien Clergue, l'Eden photographique est ailleurs. En Amérique. « C'est de là que viennent les « ateliers », innombrables et y a quarante ans par Ansel Adams qui, à Yosemite, perdait 10 000 à 20 000 dollars jusqu'à l'année dernière pour produire ses cours. A Rochester, il y a les « Visual Studies » de Nathan Lyons ; à New-York, l'« International Center of Photography » de Cornell Capa ; il y a Krims, Uelsmann, Caponigro, Tice, Callahan, Minor White qui enseignent à Buffalo, en Floride, à Chicago. Cartier-Bresson est contre l'enseignement de la photographie (2), il dit que les écoles forment des photographes qui ne trouveront pas de travail. Mais ma fille apprend le piano, et sans doute ne demandera-t-elle ni concertiste ni professeur, mais elle va peut-être au concert, elle achètera des disques. »

« J'en veux à Cartier-Bresson, l'un des plus grands créateurs de ce siècle, d'avoir fermé tant de portes. Il pouvait jouer un rôle capital, au faîte de sa gloire, celui d'un Stravinsky ou d'un Stieglitz. Mais peut-être le titre de sa première exposition, en 1932 ou 1933, à New-York, veut-il tout dire : « Antiphotographie ». Moi je suis photographe et j'aime la photographie. C'est pour cela que je me trouve comme un poisson dans l'eau à New-York, je parle photo avec des gens qui savent de quoi ils parlent, on se met en quatre pour moi, je peux être invité par un correspondant par Lee Witkin (3). Dans quel pays, pour ne citer que les septièmes, et au-delà, trouve-t-on autant de photographes de talent, des Minor White, Aaron Siskind, Frederic Sommers, Imogen Cunningham, Ansel Adams ou Paul Strand et Wynan Bullock, récemment disparus ? En France, les musées ont accouché des photos avec cinq ans de retard quand, à New-York, des personnes ne parviennent pas à se faire de photographes. Bien sûr, les hyper-réalistes, c'est plus important : ils sont assurés par les Lloyds. »

Il y avait en l'an dernier, à Arles, un colloque consacré aux directeurs de galerie. En 1977, les discussions porteront sur les collections de photographes. Dès le mois de septembre de cette année, à proximité du musée Réattu, dirigé par Jean-Maurice Rouquette (le premier musée des beaux-arts à avoir ouvert un département de la photographie), se collectionne, unique parce que très centrée autour des Rencontres, à un valeur de 500 000 francs », précise Lucien Clergue), s'ouvrira un centre photographique que l'auteur de Née de la vague préférerait axé sur la recherche. « Je suis débordé par tout cela et j'aimerais bien, dans les deux ou trois ans qui viennent, passer la main à quelqu'un d'autre. Je prépare actuellement cinq livres. J'ai mon cœur à accomplir, à Arles. Ici, on recueille simple, ni silences

ni cocktails. Un Arlésien qui avait entendu parler de moi et qui me connaissait disait : « Ah ! c'est le petit Clergue, celui qui était si naïf quand il était jeune... »

ATELIERS. — Le reportage, animé par M. Riboud, G. Le Querrec, M.E. Mark, D. Burr (3 au 9 juillet). Le fantastique, par D. Michals, L. Krims, C. Vogt, P. de Noor (10 au 17). L'image du corps, par J. Dater, E. Hosoe, D. Stewart, J. Welpott (18 au 26). Le tirage couleur, par « dye transfer », par E. Haas (15 au 21). L'histoire de la photographie, par P. Bunnell (12 au 18). Atelier, avec C. Harbutt (18 au 24). Projections publiques : l'agence Magnum ; Riboud (le 12). Jeunes Anglais ; B. Brandt (le 13). Soirée libre de jeunes photographes (le 14). Réalisme fantastique : Krims, Michals, Vogt, de Noor ; Man Ray (le 15). Welpott, Dater,

Stewart ; Mark, R. Gibson, Harbutt ; A. Adams, W. Bullock (le 16). Hosoe ; Haas (le 17). « Antiphone » (le 18). Du 13 au 18, films sur la photographie, films de photographes et audiovisuels.

EXPOSITIONS. — Collectives : l'agence Magnum ; la photographie fantastique en Europe ; jeunes photographes anglais ; les maîtres du nu, individuelles : Adams, Brandt, Bullock, Man Ray. Prix des jeunes photographes (date limite de dépôt des dossiers le 15 juin), prix des critiques, prix du public, chacun de 4 500 francs, seront décernés le 14. Le grand prix du meilleur livre de photographie sera proclamé le 13. Colloque sur l'édition photographique, du 15 au 17.

Pour tous renseignements : Comité du Festival, 35, place de la République, 13200 Arles. Tél. (05) 96-47-00.

Propos recueillis par YVES BOURDEL

L'œuvre de Mario Napoli

TRACES DE LA GRANDE GRÈCE

MARIO NAPOLI, surintendant aux antiquités de Salerne, mort la semaine dernière des suites d'une longue maladie à l'âge de soixante ans, était l'un des plus importants archéologues italiens de l'après-guerre. Son souvenir restera lié à la résurrection de cette Grèce d'Italie qu'on appelle autrefois la Grande : Naples, Élée (Velia) et Paestum.

Élève et disciple d'Amedeo Maiuri et de Domenico Mustilli à l'université de Naples, Mario Napoli, dès sa jeunesse, s'intéressa avec passion à la question des origines de la capitale de la Campanie. Son premier grand livre était consacré à l'histoire de la ville de Salerne (1959) et dans le monumentale Storia di Napoli, il présentait, vingt-cinq ans plus tard, le plus riche bilan sur la topographie, les monuments et la production artistique de la Naples antique que l'on possède aujourd'hui.

A Velia — la grecque Elée — son action fut encore plus décisive : la ville de Parménide et de Zénon lui doit sa résurrection. La reprise des fouilles systématiques sur l'acropole permit de découvrir le véritable visage de la colonie fondée vers le milieu du sixième siècle avant J.-C. par des Phocéens qui venaient du Corinthe. Les découvertes du buste de Parménide et de la Porta Rosa (le plus ancien arc grec de l'Italie du Sud) sont parmi les principales découvertes archéologiques de l'après-guerre : mieux encore, c'est la ville entière, avec son acropole et son port, que maintenant on commence à bien connaître.

A Paestum, Mario Napoli décida, en 1967, d'entreprendre une recherche précise et systématique dans les nécropoles voisines pour mieux comprendre le rapport entre celles-ci et la cité. Or la fouille va révéler, année après année, des tombes peintes pour l'étude desquelles des chercheurs du monde entier vont se passionner : en juin 1968, il découvre, à 1 500 mètres au sud de la ville, une tombe du début du cinquième siècle formée de dalles dont l'intérieur est recouvert de peintures qui représentent une scène complète de banquet. Le couvercle porte une figure de plongeur, dont l'interprétation suscitait de nombreuses discussions.

Mario Napoli présente la découverte d'abord à Tarente (octobre 1968), puis à Paris : depuis la découverte de dalles peintes sur des vases de Pyrgi (1964), aucune trouvaille archéologique n'a suscité plus d'intérêt. Puis, en août 1969, au nord de la ville cette fois, c'est la découverte de la nécropole de la seconde moitié du quatrième siècle avant J.-C., époque où Paestum est occupée par des Lucaniens. Une centaine de tombes apparaissent, dont la moitié recouvrent une peinture largement hellénisée mais qui conservent des touches avec le monde indigène. (Le Monde du 14 mars 1970.) Les années suivantes ont la poursuite des découvertes, qui sont aujourd'hui admirablement présentées au musée de Paestum et qui font de ce musée une des plus belles pinacothèques de la période pré-romaine.

GEORGES VALLET.

10 DERNIÈRES

LE ROI DES CONS
Avec PAUL CHARRIER, CAROLE JACQUARD, MICHEL MULLER, ANNE VALARDY
A LA GAITE-MONTMARTRE
LOCATION THEATRE 46-48 et AGENCES

LE CENTRE LYRIQUE POPULAIRE DE FRANCE

présente du 4 au 11 mai
DEUX BOUFFONNERIES
en forme musicale de
PERGOLESE - BERGHMAN-REY de VILLETTE
CREATIONS
régie Jacques Luccioni
THEATRE GERARD-PHILIPPE DE SAINT-DENIS
59 bd Jules Guesde - location théâtre 243.00.59, 243.18.92 - FNAC - agences

MONTE-CARLO - ÉLYSÉES LINCOLN - CLICHY PATHÉ - GAUMONT SUB-QUARTIER LATIN - GAUMONT RICHELIEU
Périphérie : ULIS 2 (Orsay) - TRICYCLE (Asnières) - PATHÉ (Champigny) - AVIATIC (Le Bourget) - GAUMONT (Évry) - BELLE-ÉPINE (Thiais)

APOCALYPSE 2024
Cet futur si proche vous le vivrez peut-être...
CLAUDE BOURILLOT, AVY MOORE, LIZ JONES, HARLAN BLISSON, A BOY AND HIS DOG, DON JOHNSON, SUZANNE BENTON, AVY MOORE, HELENE WINTON, JASON ROBERTS, ROBERT MCGRAW, CHARLES MCGRAW
Technique Technicolor Gaumont

Le Soir
CINEMAS rue, F. Sauton (Maubert) 325 92 46
les chemins de la drogue
La nouvelle route de l'opium de Marianne LAMOUR
Les champignons du diable de Jacques ERTAUD
14h, 15h45, 17h30, 19h15, 21h, 22h45

Eglise Saint-Roch - 21 h. - 23 avril 1976
CONTREPOINT
ORCH. CH. DE VERSAILLES
CAMPRA : Requiem
LULLY : Dies Irae
DELALANDE : Regina Caeli
G. HARTMAN J. SAGE
F. BARDOT M. PIQUEMAL
DIR. A. GALISSAIRE

Jean-Claude Auvray monte «la Veuve joyeuse»

MAXIM'S A L'OMBRE DE LA GRANDE GUERRE

LES fidèles de l'opéra ont l'épiderme aussi sensible que le public traditionnel de l'opéra. Jean-Claude Auvray n'a pas pris avec «la Veuve joyeuse», qu'il vient de monter merveilleusement au Capitole, le quart des libertés que Jorge Lavelli s'était permises avec «Faust» à Paris. Mais que l'on puisse évoquer discrètement l'ombre de la grande boucherie qui se profile à l'horizon de ces bamboches chez Maxim's, et voici tous ces braves gens de Toulouse, dont bien peu ont dû entendre sonner sur les banquettes de l'Onibus de la rue Royale, qui consacrent le spectacle et leur vedette chérie Michel Plasson, coupable d'avoir rendu Franz Lehár au théâtre et à la musique.

On frémit à la pensée de la révolution qu'a entraînée ici «la Veuve joyeuse» de Maurice Béjart qui s'achève par des salves de mitrailleuse électronique, les deux amants dansent «l'Heure exquise» sur les morceaux de cadavres de la bataille de la Marne (1).

Jean-Claude Auvray, qui, à trente-quatre ans, s'affirme comme le meilleur des jeunes metteurs en scène français d'opéra, tant avec sa «Manon» de Toulouse qu'avec sa «Maintenance» des spectacles du palais Garnier (elles «Les Noces de Figaro» de Stravinsky), avait un dessin plus modeste : celui de donner ou de rendre son relief à un chef-d'œuvre populaire, aplati, banalisé et vulgarisé par soixante-dix ans d'exécutions souvent bâclées.

Avec une grande délicatesse, il s'est appliqué pour cela à étager les couches de signification correspondantes, si l'on peut dire, à des

couches de public. Il s'est gardé de toucher (non sans de charmantes inventions, tel le ballet des maris et des amants) au côté frivole et caricatural de cette image du Paris 1900, de Maxim's et de ses cocottes, des garçons de café, des fêtards et des ambassadeurs d'opéra, dont il conserve intact (ce qu'on lui a aussi reproché) le parler faux, les gestes égrillards, sans oublier les horribles et énormes caillabours, gâteau dans lequel Jean Parédès (Figg) se taille une part royale.

Des héros d'opéra

Mais à travers ce cloaque comique et foisonnant circule quelque chose de vrai, qui assure à l'œuvre sa survie mieux que les polissonneries, cet érotisme diffus et sentimental qui colore une musique parfois agaçante, racoleuse, mais toujours «envoiesante». Auvray l'indique subtilement, en faisant jouer plus sérieusement que de costume, dans un «demi-caractère», les amours de Camille de Coutanson et de la comtesse Popoff par Georges Licoine et Georgette Ripol, voix d'opéra aux timbres un peu acides et aux couleurs pas toujours maîtrisées, mais qui tendent vers l'opéra et jouent avec plus de délicatesse de cœur qu'il n'est coutume.

Enfin, au plus profond, Danilo et Missia, dont on ne saurait douter que l'amour enveloppe toutes les approches comme les refus sensuels. Est-ce leur faire trop d'honneur que de les traiter ainsi en héros d'opéra, avec Henri Gui, qui fut Pelléas (et Duparc), et Isobel Garciandz, qui chanta Rosine et la comtesse des «Noces de Figaro»? Non sans doute, quand on creuse la musique avec la finesse, l'expressivité viennoise, la volée de style,

parfois à la limite du maniérisme, d'un Plasson, quand on travaille les gestes et les expressions avec autant de délicatesse et d'intuition scénique qu'Auvray — ainsi l'exquise douceur avec laquelle Missia assoupit ce Danilo si raide et l'entraîne dans une valse tendre et intime au deuxième acte ; et surtout quand Missia est jouée par Garciandz, cette fée mystérieuse à la voix de cristal, trop faible hélas par moments, dont on ne peut révoquer la vérité irréaliste.

Il fallait cependant d'emblée «annoncer la couleur», en indiquant un substrat plus solide et mystérieux ou livret. D'où le bel prologue, en tableau muet à la mode d'aujourd'hui (comme chez Bob Wilson, par exemple), ce nain en haut-de-forme faisant surgir le financier Palmieri et son mariage avec la pauvre Missia, image de la «fatalité» qui accable cette «veuve joyeuse» vouée à être courtisée pour son argent plutôt que pour sa beauté — apparition qui reviendra à plusieurs reprises. Et puis aussi ce couple d'enfants délicieux, avec leur ombrelle et leur ballon, qui rend sensible ce qui, dans le livret paraissait une ficelle un peu grossière : l'amour très ancien et très pur qui, par-delà les turpitudes de la vie, unit pour toujours Missia et Danilo.

C'est ainsi qu'on édifie, sans troubler ni le dessin ni le dessin d'une opérette, un petit chef-d'œuvre de mise en scène, dont peuvent s'enorgueillir Jean-Claude Auvray et Michel Plasson, aidés par une troupe et une équipe brillantes où il faut au moins mentionner Hubert Manlapud dont les ravissants décors et costumes s'harmonisent parfaitement au style de la représentation.

JACQUES LONCHAMPT.

* Toulouse, les 22, 24 et 25 avril.

Jacques Calonne au Théâtre d'Orsay

Romances et résonances

DANS les roses, de Gustave Goublier : *Fais le démon aux yeux d'azur*, de F. Boissière : *Mon cœur et ma rose*, de Georges Rose : *Le Charbonnier* : autant de succès d'hier qu'on aurait tort de croire périmés. Ils méritent de survivre ; déjà acclamé à Royan, le tour de chant de Jacques Calonne, un compositeur belge qui s'accommode lui-même au piano, à l'issue du dernier concert du collectif 2-2-2-M dans le foyer-bar du Théâtre d'Orsay, a permis de le constater une fois de plus.

Une musique généralement bien tournée, une poésie remplie de civilités et de sujets trop innocents pour être honnêtes, on ne sait plus très bien s'il faut accepter de se laisser boucher ou s'émouvoir de la candeur de nos grand-mères, qui, peut-être, chantaient cela. Reste, pour les plus naïfs, la possibilité de croire que, depuis, le goût s'est amélioré.

Mais Jacques Calonne (1930) n'est pas seulement l'interprète malicieux et tendre de ces feuillets d'album, c'est aussi un peintre : il a fait partie du groupe Cobra et expose régulièrement ; écrivain et poète, il poursuit en outre une carrière discrète de compositeur ; condisciple de Boulez et de Stockhausen à Darmstadt, il est surtout connu dans les milieux professionnels. Mais, après la création de *Parisiets*, pour violoncelle et orchestre (soliste, Alain Meunier), à Royan, et de *Mutations*, pour cinq pianos, le 12 avril au Théâtre d'Orsay, il faut souhaiter que son œuvre musicale soit dorénavant plus largement diffusée en France.

Précisons-le, ni *Parisiets* ni *Mutations* ne sont des musiques d'un abord aisé. Dans le premier cas, on songe à Webern ; dans le second, au Boulez des *Structures*, et, chaque fois, on a tort parce que c'est au fond très différent. L'air de famille, c'est celui d'un fils qui s'habillerait comme son père pour mieux s'en démarquer. Jacques Calonne, au fond, redonne l'importance à ce que Rameau appelait «les lois de la résonance

naturelle des corps», autrement dit aux sons harmoniques supérieurs s'échappant d'une note fondamentale.

Elaborée, nous dit-on, selon des règles acoustiques qui pourraient paraître contraignantes, cette musique austère et chaotique se révèle singulièrement «entendue» : elle sonne sur plusieurs plans, introduisant des notions de profondeur, et même de perspective très personnelles. En plus de cela, il est impossible de la prendre en défaut : tout y est voulu, et réalisé avec une maîtrise consommée, parfaitement indifférente aux modes, elle peut s'imposer avec le recul à moins que, trop gênante, on s'empresse de l'oublier.

Au même programme, Jacqueline Mefano reprenait la *Sonata* pour piano de René Koering (1940) qu'elle vient de créer à Royan : une partition au lyrisme fébrile, intense, dont les aspirations contrapuntiques ne se relâchent pas, bien qu'elles soient, par la force des choses, plus sensibles sur le papier qu'au piano. Avec *Cryptophonos*, de Philippe Manoury (Mars 1974) redonné par un mauvais hasard à la Sorbonne le même soir, à la même heure, sous les auspices de Musique Plus, il s'agit certainement de la meilleure œuvre française récente écrite pour l'instrument. La «version courte» présentée le 12 avril — elle ne dépasse pas la demi-heure — possède au moins l'avantage, malgré les sacrifices qu'elle impose, de rendre plus perceptibles les différentes phases d'un discours serré sur lequel plane le souvenir inquiet de Mahler ou d'Alban Berg.

Le concert, qui débutait avec *Symphonies* (1968) pour cinq pianos de Pierre Maréchal, au titre un peu trop révélateur, comportait une série de pièces de John Cage qu'on aurait souhaité disséminées dans le programme pour le remettre sans cesse en cause plutôt que réunies comme des objets curieux : il s'achevait, ainsi, avec *Keyboards* Studios de Terry Riley.

GÉRARD CONDÉ.

Comment «parle»

la musique si elle parle...



C'est la question, d'abord, dans un travail de Jean-Jacques Nattiez qui vient de paraître, c'est le témoignage d'un homme jeune, très représentatif de la génération des années 60, ayant vécu le structuralisme militant et constatant aujourd'hui le brusque effondrement d'une religion et la découverte précoce de son rituel linguistique. Nattiez cependant, au-delà des touches positivistes, de l'idéologie de la scientificité et de la loi en des termes terribles, ravageuses et constructives qu'auraient tourmentés les linguistes, montre calmement qu'on peut sauver un projet d'étude rationnelle de la musique en tant que phénomène symbolique.

Avec Molino, il énumère les trois dimensions de cette étude : description du message musical lui-même (niveau «neutre»), des conditions et processus de sa production (niveau «poétique»), des conditions et modalités de sa perception (niveau «esthétique»). Il plaide pour l'examen des caractères intrinsèques des œuvres, lequel doit, selon lui, précéder la considération des faits extrinsèques où s'exercent toujours, de façon préjudiciale, le psychanalyse et la sociologie. Il ne se nourrit pas pour autant d'illusion au sujet de la tripartition de la tâche, plus aisée à définir qu'à réaliser, et n'oublie jamais qu'entre le niveau dit neutre et les niveaux qui s'en séparent l'analyse ne cesse d'armer des aller et retour dialectiques, dix analyses différentes feront dix analyses distinctes, c'est prouvé.

Quant au concept des linguistes, ils ne sauraient être, selon Nattiez, ni des outils obligés ni des outils exclus, notamment alors que se repose, dès le point de départ de la réflexion, la vieille question académique et néanmoins incontournable : la musique est-elle un langage ? Sur ce point précis, qu'on n'est pas, loin s'en faut, le seul à se demander, l'auteur rassemble toute la documentation souhaitable. Les discussions à venir sur la signification et la non-signification de la musique ne pourront que tirer grand avantage de la connaissance de ce dossier. Si ce livre est lu, on peut espérer qu'un certain nombre d'absurdités et de critiques lassées en droite ligne de l'ignorance seront, en ce domaine, moins souvent énoncées.

Fa meilleur, est-ce agreste, est-ce bucolique pour tout homme, ou pour tout homme occidental, ou seulement pour Lavigneau, qui se laisse peut-être circonvenir par le titre de la Pastorelle, en dépit de la confiance contradictoire dans abusive d'un compositeur ? L'idée de véritables lexiques musicaux, chère à Gubiot, reste un vœu pieux. Le résultat des récentes et décevantes enquêtes de Robert Francès (ça vous fait quoi, cette musique, ou qu'en veut-tu penser à quoi ?) ne condamne pas le principe de dictionnaires de ce genre, mais indique qu'il faut, même dans l'enclos d'une culture, non pas espérer des données un peu précises, mais se satisfaire de connotations assez vagues : l'ité d'animaux, scène de ménage, au choix.

L'écriture de Nattiez échappe à la phraséologie des Tricots des savantesses liseuses de thèses et chercheurs de sinécures qui, d'ordinaire, font leurs choux gras de sujets de même espèce. C'est dire que, cette fois — ce n'est pas la première, — on peut croire à la «sémantologie», même si, comme le livre le prouve, non sans humour, cette discipline dont on rêve n'existe pas.

Lucien MALSON.

* Fondements d'une sémantologie de la musique, O.E.S. (éditions), 648 pages, collection 10-18.

seul à Paris
LE STYX
11 rue de la Huchette 5 - 633 08 40
présente
LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE
un film d'Andrzej WAJDA
LE POINT : «du grand cinéma social»
LE FIGARO : «du grand art»
Conditions préférentielles
aux groupes scolaires

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
du mercredi 21
au mercredi 28 avril
Représentation supplémentaire
Jeudi 29 Avril
ballet du xx^e siècle
NOTRE FAUST
de MAURICE BEJART
Places disponibles
pour toutes représentations
Location au théâtre de
11 h à 17 h 30
toutes agences
et par tél. 225.44.36

STUDIO JEAN COCTEAU
3, RUE D'ARRAS - ODE. 47-62
FESTIVAL DE SCIENCE-FICTION
V.O.
MERCREDI
Les Soucoupes Volantes
attaquent
JEUDI
Les Monstres de l'Espace
VENREDI
Les Soucoupes Volantes
attaquent
SAMEDI
Le Survivant
DIMANCHE
Docteur Folamour
LUNDI
Les Soucoupes Volantes
attaquent
MARDI
Docteur Folamour

ELYSEES CINEMA v.o. - PARAMOUNT OPERA v.f. - MONTMARTRE BIENVUE v.f. - U.C.C. ODEON v.o. - B.S.C. GODELINS v.f. - LIBERTE v.f. - MURAT v.f.
SECRETAN v.f. - VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT La Varenne - CARREFOUR Pantin - PARAMOUNT La Celle-Saint-Cloud - PUBLICIS Défense - ARTEL Nogent
ALPHA Argenteuil - PARAMOUNT Orly - DAME BLANCHE Gousses - BOUY Boussy-Saint-Antoine - CYRANO Versailles

Sean Connery, Michael Caine, Christopher Plummer
L'HOMME QUI VOULUT ÊTRE ROI
Sean Connery, Michael Caine, Christopher Plummer
L'HOMME QUI VOULUT ÊTRE ROI

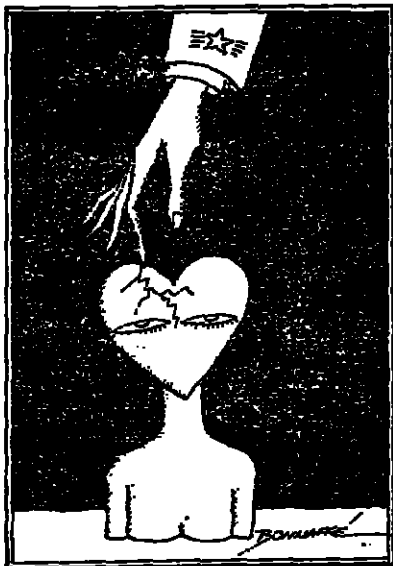
UGC BIARRITZ • MIRAMAR • ST-MICHEL • 3 HAUSMANN • CYRANO VERSAILLES • CARREFOUR PANTIN • ARTEL ROSNY • ALPHA ARGENTEUIL
"SUPER DROLE! SUPER TERRIBLE!"
Le "Plein de Super" éclate de talent. L'EXPRESSION Forestier.
BRAVO Alain Cavalier... Quelle réussite, plus qu'un régal, un vrai bonheur, ce Super... super... C'est-à-dire : beaucoup, énormément de clients. R.T.L. (R. Fortani)
...superbe film. PARISCOPÉ : J. Besco. Enormément de clients. R.T.L. (R. Fortani)
Un ton nouveau dans le cinéma français. FRANCE-SOIR - R. Chazal.
LE PLEIN DE SUPER
COUREZ VOIR

U.G.C. MARBEUF (v.o.) - STUDIO MEDICIS (v.o.)
the Bed Sitting Room
l'Ultime Garçonnière
"The Bed Sitting Room" de Richard Lester... recrée un petit monde absurde, fou, extravagant. FRANCE-SOIR

à la BRASSERIE CAFÉ DE L'EST
La KANTERBRAU COULE A FLOT
La FABULEUSE CHOUCROUTE
Le DÉLICIEUX JARRÉ DE PORC - CONFIT D'ŒUF POMMES SAUTÉES
CHANGÉRIERES FAITES PAR LA MAISON - VINS D'ALSACE
11, rue du 8 Mai 1945 (Place Gare de l'Est) 10^e - 687.00.94 - DE 9 H DU MATIN A 2 H DU MATIN

NAVY CLUB
RESTAURANT de 19 H à l'aube
HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS
DISCOTHÈQUE de 22 H à l'aube
SALES CLIMATISÉES - PARKING ASSURÉ
56 bd de l'Hôpital 17 - 535.81.94/89.86 - Fermé Lundi seul 16h

Une sélection



« Une femme sous influence »
de par Bonatti.

Cinéma

LA DERNIERE FEMME de Marco Ferreri

La fin atroce, difficilement supportable, ne doit pas masquer la gravité de ce film. Film sur les rapports de l'homme et de la femme, sur les contradictions et l'insécurité d'un sentiment nommé amour. L'histoire d'un couple qui se construit selon les normes traditionnelles (rencontre, cohabitation) et se détruit le jour où la solitude, la frustration des deux partenaires, font éclater le lien artificiel qui les unissait. Le jour également où la femme refuse la loi de l'homme. La conclusion de Marco Ferreri est que c'est la structure même du couple, telle qu'elle est imposée par la société, qui doit être remise en question. Paradoxe : ce film sur la mort du couple est traversé d'extraordinaires moments de tendresse. Ce film pessimiste porte la nostalgie d'une innocence perdue.

LE SOUPÇON de Franco Maselli

En 1934, un militant communiste italien est envoyé de Paris, où se trouve réuni le comité central, pour une mission en Italie fasciste. Épié par la police secrète, il est manœuvré sans le savoir par son parti. Maselli reconstruit magistralement la vérité historique de l'époque des luttes clandestines et met au jour les aberrations de l'ère du soupçon : par une réflexion sur la signification révolutionnaire telle que la dictait alors la ligne de Moscou. La mise en scène tisse un jeu de regards, de présences et de pièges invisibles et nous fait vivre, avec Gian Maria Volonté (dans son meilleur rôle), les contradictions épiques par une génération de communistes exceptionnels dans une période dure et rigoureuse. Du nouveau dans le cinéma politique.

UNE FEMME SOUS INFLUENCE de John Cassavetes

Une famille américaine (petite bourgeoisie proche de la classe ouvrière) pareille à beaucoup d'autres. Le père, la mère, trois gosses. La mère est bizarre, « un peu cinglée », disent les voisins. Pourquoi ces lubies, ces extravagances, qui déconcertent son mari et ses enfants ? Parce qu'elle ne peut plus supporter les rôles d'épouse et de mère exemplaires qu'on lui impose. Parce qu'elle existe en dehors de ces rôles et que personne ne paraît s'en douter. Pendant deux heures et

demie, la vie dans son tumulte et ses incohérences. Du cinéma de pur comportement : la caméra traque les comédiens (Gena Rowlands et Peter Falk), captant leurs réactions les plus fugaces. Ni psychanalyste ni moraliste, John Cassavetes se contente de mettre à nu la vérité. Un film étouffant, mais d'une rare acuité et d'une grande richesse humaine.

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM de Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta

Inspirée par un récit de Heinrich Böll, l'histoire d'une jeune femme modeste, rangée et respectable, dont l'existence est brusquement brisée, souillée, par la police et la grande presse, et qui, sous le coup du désespoir, en arrive à commettre un meurtre. Un film passionnant, superbement joué par Angela Winkler, qui provoque la réflexion et la discussion.

LES ŒUFS BROUILLES de Joël Santoni

Réinventant, avec son scénariste-dialoguiste Jean Curstein, les schémas idéologiques et la gentillesse des comédies américaines de Frank Capra, Joël Santoni a réussi un film qui démystifie avec le sourire les faux semblants du style giscardien.

— ET AUSSI : Histoire d'un pêcheur, de Walerian Borowczyk (Sade chez Chopin) ; Lumière, de Jeanne Moreau (carré de dames) ; Comment Fukong déplaça les montagnes, de Joris Ivens et Marceline Loridan (les Chinois en famille, au travail, dans leurs loisirs) ; L'Argent de poche, de François Truffaut (la République des enfants) ; le Juge et l'Assassin, de Bertrand Tavernier (le diable et le Bon Dieu).

Théâtre

LES MIRABELLES au Bio-Théâtre

Les gentils travestis d'Aix-en-Provence sont de retour. Rigolards, candides et sans pitié, ils descendent en chansons, en sketches et en images la vie de tournée dans les salles des fêtes où les vieilles vedettes et les jeunes espoirs pleins d'espoir s'accrochent aux feux de la rampe. Ce spectacle drôle et râpeux s'appelle les Berceuses d'orage. Pourquoi pas ?

DANS LES EAUX GLACÉES DU CALCUL ÉGOÏSTE au TEP

Une pierre blanche. Une grande tête des yeux, du cœur et de l'esprit. Plus visionnaire encore, plus brillant que dans son Nuage amoureux, Mehmet Ulusoy s'affirme ici comme le vrai poète et conteur de théâtre d'aujourd'hui. Avec trois beaux contes de Maupassant, de Brecht, de Jack London, des vers de Malraux et même quelques phrases claires comme le jour de papa Marx, Mehmet incarne, sous le ciel étoilé du théâtre, une farandole d'apparitions qui matérialisent en sensations fortes, qui rendent visibles, touchables, dans l'immédiat, les « désirs d'urgence » des cœurs droits de tous les pays. Aucune théorie, aucune leçon. Une pluie de surprises, un déluge d'images généreuses, une délicatesse de touche qui bouleverse. À son aboutissement, parce que le vrai grand théâtre, c'est ça, il faut y conduire les enfants, ça leur ouvrira beaucoup de forêts et une myriade de soleils.

PASSION DU GÉNÉRAL FRANCO aux entrepôts Calberson

Une grande kermesse laïque d'Armand Gatti : plusieurs familles d'émigrés espagnols (à Karselarak, à Toulouse et à Cuba, à Francfort), auxquelles s'ajoute celle des émigrés de l'intérieur (ceux des prisons franquistes), menent chacune sous son climat, luites et es-

poirs. Le poète Gatti transfigure l'information politique (objectivité, précision, et mêlée d'événements humains, familiaux, passionnels) en une fable populaire, avec danses, chants, joutes de tréteaux. Le jeu des comédiens est admirable d'humanité.

LA TOUR au Récamier

La plus belle pièce du grand poète autrichien Hugo von Hofmannsthal, montée pour la première fois en France, l'inspiration libérée de Calderon, c'est l'aventure d'un enfant de roi retenu prisonnier dans une tour depuis sa naissance, parce que son père prévoit (avec raison) que cet « enfant-long » déclenchera la révolution. Magnifique interprétation de Michel Herman et Jean-Pierre Jorris dans une mise en scène « mallarméenne » d'Anjoine Boursiller.

— ET AUSSI : Portraits de Dora, au Petit Orsay : jusqu'au 30 avril seulement pour voir ce spectacle très subtil et très intelligent. Jusqu'au 30 avril également pour aller rire du Roi des cons de Wolinski, à la Gaité-Montparnasse. La Famille, à la Cour des miracles (une histoire terrible et de formidables comédiens). Rosencrantz et Guildenstern sont morts, aux Mathurins (les jeux de l'esprit et de l'angoisse). Jean-Claude Montella, au Petit Casino (des mots, des maux, des mau-mau). Le Richest de la haine et l'Orchestre, au Campagne-Première. De rire pinés de Philippe Bruneau et le rire coïncant de travestis brésiliens.

Musique

JULIETTE à Rouen

Le Théâtre des Arts de Rouen monte Juliette ou la cité des songes, le meilleur peut-être des opéras de Bohuslav Martinu, sur un livret de Georges Neveux. L'étrange histoire d'un jeune représentant parisien en livres dans une petite ville à la frontière du rêve et de la réalité. (Le 23 avril, à 20 h. 30, et le 25 avril, à 14 h. 30.)

LYRIQUE PARTOUT

Une semaine spécialement riche pour le théâtre lyrique : Ariane à Naxos, de Richard Strauss, au Les 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 avril, 2, 4, 5 mai), Pelléas et Mélisande, avec Frederika von Stade, Éric Tappy et Gabriel Bacquier (Genève, les 20, 22, 24, 26, 30 avril et 1^{er} mai), la Veuve joyeuse, mise en scène par Jean-Claude Au-ray (Capitole de Toulouse, les 22, 24 et 25 avril) et, à Paris, le Faust, mis en scène par Lanell (les 24, 26 et 30 avril) et Ariane et Barbe-Bleue, de Dukas (les 23 et 29 avril).

BRAHMS ET DARASSE d'Amiens au Havre

Les Matsons de la culture, malgré les questions qu'on se pose gravement à leur égard, jouent un rôle essentiel pour la diffusion musicale, comme en témoignent par exemple ce cycle de douze concerts Brahms donné, par les solistes de l'Opéra de Paris, les 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 30 avril, à 18 h. et 20 h. 30). L'excellent petit cycle composé par l'organiste Xavier Darasse pour la Maison du Havre et où il jouera avec le quintette Ars Nova et E. Chojnacka des œuvres de Bach, Gabriel, Grigny, mais aussi Messiaen, Amy, Médouze et Donatoni (les 21, 23 et 24 avril) ou encore le programme Sciaratti, Ravel, Stravinski à la Maison des arts et des loisirs du Creusot qui s'achèvera par la représentation de « l'Histoire du soldat », de Ramus et Stravinski (le 23 avril).

— ET AUSSI : Musique royale à la cour de Versailles : Lully, Campra, Delalande (St-Roch, le 23) ; le Deller Consort (St-Germain-des-Près, les 21, 22, 23) ; Orchestre de Lille, dir. J.-C. Casadesu, avec I. Ghis (Opéra de Lille, le 23) ; Orchestre des Pays de la Loire, dir. P. Dervaux, avec Weissenberg (Rachmaninov, Chopin et création de Dyade, de R. Tessier ; le

Mans, le 23) ; Nantes, le 25) ; Angers, le 27) ; Ensemble 22m : Philippot, Rosa, Schoenberg, Messiaen (Pac de droit, le 24) ; M.-C. Alain (St-Germain-des-Près, le 28) ; J.-J. Barbier : Satie et Debussy (hôtel de ville de Charenton, le 27) ; Visions de l'Amen, de Messiaen, par l'auteur et Y. Loriod (Théâtre de la Ville, à partir du 27, à 18 h. 30) ; Concerts bleus : Weber, Schumann et Ravel (Palais des Congrès, le 27, à 18 h. 30) ; la Représentation di anima et di corpo, de Cavalleri (église Saint-Paul, Strasbourg, le 28) ; Orchestre de Paris, dir. G. Rodzewsky, avec Weissenberg (Palais des Congrès, les 28 et 29 avril).

Expositions

L'ARCHITECTURE A L'ÉCOLE au Grand Palais

Une exposition sur l'architecture scolaire ces dernières années. Si on la donne à voir au Grand Palais, c'est pour montrer les changements apparus dans un système dont la rigidité était devenue une sclérose. Une brèche vient donc d'être ouverte dans la production de l'architecture des écoles, C.E.S. et lycées. On commence à y laisser entrer un peu d'imagination. On peut voir dans ces maquettes et photographies la tentative pour rompre avec une réglementation bien intentionnée qui a fini par favoriser une architecture scolaire stérilisée, desséchée et déséquilibrée.

LA PEINTURE ESPAGNOLE DU SIÈCLE D'OR au Petit Palais

Une soixantaine de peintures pour évoquer cette brillante période de l'art espagnol. Des Greco, des Velasquez, des Murillo, des Ribera, mais aussi des tableaux de maîtres moins célèbres comme Ribalta, Cano, Pereda. Cet ensemble, constitué pour la plus grande part d'œuvres des collections du Prado, vient d'être présenté à Londres. On l'attendait à Paris, en octobre dernier, mais l'exposition avait été reportée en raison des événements d'Espagne.

LE MUSÉE DES ANTIQUITÉS NATIONALES à Saint-Germain-en-Laye

Le Musée des antiquités nationales, à Saint-Germain-en-Laye, réaménagé, est à présent ouvert au public. Plus de dix années de travaux ont permis de remettre à neuf la présentation des salles gallo-romaines et mérovingiennes, celles de l'âge du bronze et du fer, celles, enfin, des antiquités préhistoriques.

Il ne faut pas manquer d'aller visiter le musée le plus riche du monde pour l'art quaternaire, qui rend compte de l'évolution technique et artistique de l'humanité depuis l'apparition de l'homme en France.

MALEVITCH au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

L'œuvre grave de Malevitch, un des pionniers de l'art abstrait de l'école de « Moscou » aux années révolutionnaires d'avant 1914. L'inventeur, dogmatique et emporté du suprématisme, ari non objectif, dont le simple carré noir sur fond blanc menait à leur terme d'extrême dissociation les expériences cubistes et futuristes.

RECALCATI : EMPREINTES 1960-1962 au CNAC

Antonio Recalcati est connu pour ses œuvres collectives (avec Gilles Aillaud et Eduardo Arroyo) et sa peinture thématique qui se rattache à ce qu'on a appelé la figurative narrative. On n'avait jamais vu, en France, ses empreintes : Empreintes de mains, de bras tendus, et, surtout, de vêtements portés par le corps, qu'il

a réalisées à Milan au tout début de sa carrière, à l'époque où Yves Klein, à Paris, prenait des empreintes de corps nus.

MICHAUX

à la fondation Macgilt
Une rétrospective Michaux à la fondation Macgilt de Saint-Paul-de-Vence. Trois cents œuvres sur papier, qui tiennent bien le mur de sept salles. L'œuvre peint d'un certain, soutenu, articulé et cohérent, bien qu'il ne construise pas de système, mais se contente d'approfondir « les mystères de l'expression du moi ».

CHAGALL ET SHAKESPEARE à Nice

Gravures de Chagall pour la Tempête, de Shakespeare. Les derniers dessins d'un peintre qui, à quatre-vingt-neuf ans, a fait de la poursuite du travail et de la création une condition de sa vie. Il ne saurait être que lui-même. Dans cet ensemble en noir et blanc, enrichi de gravures, il a donné une variation à la fois chagallienne et shakespearienne de la Tempête. L'ensemble « habite » avec distinction la salle carrée du Musée du message biblique de Nice.

— ET AUSSI : les toiles bulgares, au Petit Palais ; Dunoyer de Ségonzac, à l'Orangerie et aux Invalides ; Anamorphoses, au Musée des arts décoratifs ; Pierre-Henri de Valenciennes et les Dessins du musée de Dijon, au Louvre ; Edouard Pignon, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris et à la Galerie de France ; Labrousse, à l'hôtel de Sully ; Emma Kunz, à l'ARC.

Variétés

COLETTE MAGNY

à la Cartoucherie de Vincennes
Passionnée et émue, plantant les mots, les syllabes à la manière des chanteuses de blues, Colette Magny réussit à intégrer chansons, éléments visuels et scéniques construits à partir d'un ensemble de dessins et peintures réunis sur le thème « Village ».

PROCOL HARUM

La rentrée contestée d'un groupe qui connaît le grand succès comme il y a cinquante ans et qui utilise maintenant la dérision (le 27 avril, à Strasbourg, le 28 avril, à Besançon, le 29 avril, à Lyon, le 30 avril, à Clermont-Ferrand, le 2 mai, à Toulouse, le 3 mai, à Bordeaux).

L'HIPPODROME JEAN RICHARD aux Tuileries

Pour la première fois réunis, Bouglione et Jean Richard présentent un spectacle de cirque sous le vaste chapiteau de six mille places dressé sur le grand bassin des Tuileries (du 23 avril au 7 juin).

Disques

WINGS AT THE SPEED OF SOUND

Le nouvel album de Paul McCartney et de son groupe contient bien entendu quelques jolies mélodies. Ce qui est nouveau, c'est la part laissée au groupe lui-même. Joe English, Denny Laine, Jimmy McCulloch assumant eux-mêmes chacun le vocal d'un titre.

(33 L. Pathé Marconi C 068-97581.)

LED ZEPPELIN : PRÉSENCE

Une machine de rock qui garde toute sa puissance, ses moments de lyrisme, mais qui paraît maintenant sans surprise.

(33 L. Dist. WEA, Filipacchi Music.)

GALERIE J. LE CHAPELIN
71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - Paris (8^e) - 268-66-19
J. PESKE
(1890-1949)
AQUARELLES et DESSINS Du 22 avril au 15 mai

Sotheby Parke Bernet
NEW YORK
Vente aux enchères
Vendredi 14 mai 1976 à 14 heures
TABLEAUX EUROPEENS DU XIX^e SIÈCLE
Catalogue illustré : 5 \$ - par avion
Veuillez adresser votre commande accompagnée d'un chèque en U.S. Dollars et rappeler la référence : vente 3873
Catalogues également disponibles auprès de :
SOTHEBY PARKE BERNET (France) : 3 rue de Miromesnil
75008 Paris - Tél. (1) 366.40.90
SOTHEBY PARKE BERNET INC. 980 Madison Avenue
New York 10021 - Tél. 212 472.34.00
Jean-François MILLET Le Vannier, huile sur toile, signée,
vers 1845-48, 105 x 71 cm - Exposition : Paris, Grand Palais,
Mille, 1975, No 52.

LE SALON
oui à la liberté
15 AVRIL - GRAND PALAIS - 11 MAI

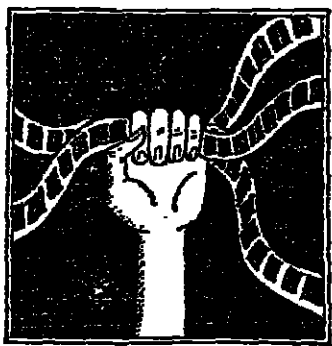
GROUPEMENT DES ANTIQUAIRES
DU VEXIN/VAL-D'OISE
24-25-26 AVRIL de 10 heures à 20 heures
**2^e SALON
DES ANTIQUAIRES**
BEAUVAIS
MALADRERIE SAINT-LAZARE

GALERIE
JEAN CHARLES LIGNE
46 rue de Verneuil 75007 Paris
DEREUX
Peintre
"Guignols d'épluchures"
Exposition
jusqu'au 29 mai 1976

EXPOSITION
BEERT
Galerie des Editions de l'Érmitage
33, r. H.-Barbouse (9^e), 033-71-41
T.J. (sauf dim.) de 10 à 19 h
jusqu'au 31 mai

galerie attali
**olivier
BRICE**
"les gisants"
6-31 avril
159, bld. saint-germain

Les objectifs de la nouvelle revue « CinémArabe »



« Pourquoi « CinémArabe » ?

— Ce bulletin, qui est appelé à devenir une revue capable de dynamiser le champ culturel arabe, concrétise un espoir déjà ancien de chacun de nous. Rares sont les pays arabes qui possèdent une revue de cinéma. En dehors de *Cinéma et Théâtre* (Égypte), de *Goha* (Tunisie) et de trois ou quatre périodiques non réguliers, le monde arabe est dépourvu d'organes de liaison entre les différents critiques du Maghreb et du Moyen-Orient. Nous vivons sur les informations et analyses qui nous parviennent par le canal des revues hebdomadaires européennes. Ces informations, même si elles sont élaborées par des hommes de gauche, portent une vision du cinéma très différente de celle que nous pouvons avoir nous-mêmes de notre production. Il y a un grand écart culturel, difficile à combler. Ce n'est pas la faute des critiques de gauche : la situation est compliquée. Au sein même de la langue arabe, rares sont les critiques européens qui connaissent l'arabe. Nous avons pensé qu'il serait normal que nous soyons nos propres « porte-parole » d'autant plus que nous sommes au courant du développement du cinéma en Occident, ainsi que de la nature du terrain politique et culturel dans lequel évolue le cinéma arabe. Le second but — à notre avis plus important — est de réaliser la liaison entre tous les critiques arabes. Si la plupart ne se connaissent que par personne interposée, c'est qu'à ce niveau nous n'avons pas été à ce jour capables de réaliser cette union pourtant inscrite dans la psychologie et les mentalités collectives de nos masses. Nous sommes conscients que politiquement cette union n'est malheureusement pas pour demain. Plusieurs « diables » sont intéressés par cette parcellisation, et nos gouvernements souvent participent à ce jeu. Dans une optique culturelle anti-impérialiste, le cinéma et la critique ont un rôle à jouer. Il faut permettre aux critiques arabes de se connaître, de discuter de leurs problèmes et de ceux du monde. Avant la guerre civile, Beyrouth pouvait prétendre faciliter cette initiative. La Centre interarabe du cinéma et de la télévision publiait un bulletin à cet effet, mais on n'entend plus parler de lui depuis trois ans... À l'heure actuelle aucun pays arabe ne peut hélas prétendre assumer ce rôle. Il y a Paris, mais elle n'est pas une capitale arabe ! Il faut reconnaître toutefois qu'il est plus facile d'acheter *Al-Ahram* ou *Al-Thawra*, de rencontrer un cinéaste ou de voir un film arabe sur la scène parisiennaise qu'à Alger ou dans n'importe quelle capitale arabe... C'est une réalité non réjouissante mais avec laquelle il faut composer...

— L'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine ont vu, on le sait, la majorité de la population ne posséder qu'une dizaine de revues de cinéma, dont aucune, à l'exception peut-être de « *Cine Cubano* » (qui paraît d'ailleurs suspendue), ne jouit d'une renommée et d'une influence comparables à celles que connaissent plusieurs revues occidentales. Dans le monde arabe, on ne rencontre que fort peu de revues régulières. C'est pour tenter de pallier cette carence que deux critiques arabes, le Tunisien Khemais Khayati et le Marocain Abdou Achouba Déjail (sous deux enseignements de cinéma à Paris), ont lancé récemment un bulletin à travers lequel ils espèrent parvenir à faire entendre une voix arabe originale dans le concert de la critique. Du fait d'une grande indigence de moyens, ses insuffisances sont encore criantes mais il nous a paru utile, précisément, de demander à ses auteurs d'exposer leur analyse de la situation et leurs objectifs. Ils prévoient d'organiser en octobre 1976 à Paris un colloque sur le thème : « Critique occidentale et critique du tiers-monde ».

— Ce bulletin émane de la représentation européenne de l'Union des critiques arabes du cinéma. En quoi consiste cette Union ?

— Notre bulletin représente l'UACAC dans une certaine mesure seulement. Cette Union ne date que du festival de Carthage 1972. Elle est constituée par les représentants des différentes unions nationales. Son secrétaire général et son siège sont désignés tous les deux ans. Depuis sa fondation, elle s'est contentée d'affirmer des principes. Il faut dire aussi que la critique cinématographique en pays arabes n'a ni statut social ni statut politique. Pratiquer la critique dans le sens où l'entendait Lukács, par exemple, est vite considéré comme une atteinte à l'hégémonie de l'État et à l'emprise des distributeurs. À cela nos critiques n'ont pas la possibilité de répondre. Ils se rencontrent à Cannes, à Carthage, à Leipzig, mais ne peuvent pas, au long de l'année, assurer la circulation des films et des idées. Certains ont une vision purement nationale et sont coupés du combat qui se mène

dans d'autres pays arabes ou dans les milieux progressistes internationaux. En 1974, Abdou Achouba a été délégué pour représenter cette Union en Europe, pour parler en son nom après consultation du secrétaire général, le Libanais Walid Chmali, ou du vice-secrétaire général, l'Égyptien Samir Farid. C'est après cette délégation et la disparition du bulletin libanais que nous avons décidé la mise sur pied de « CinémArabe ».

— Alors, ce bulletin n'est réalisé que par deux personnes en tout et pour tout ?

— Oui, deux personnes en tout. Malgré notre situation matérielle lamentable, nous avons préféré compter sur notre seule « folie » pour faire démarrer la publication. Nous sommes à notre troisième numéro, qui sera cette fois édité et non plus romancé. Nous attendons que les autres critiques arabes se trouvent en France ou ailleurs se joignent à nous. Nous sommes en réalité très nombreux à travailler à l'étranger. Rien qu'à Paris, nous connaissons trois Algériens, deux Marocains, cinq Tunisiens, deux Égyptiens, etc. Nous les avons informés du projet, mais ils n'y ont pas encore répondu... Certains veulent « peindre » avant de monter la structure du bulletin. Nous avons préféré donner la primauté au travail : les discussions viendront par la suite consolider, corriger ou justifier l'action. Tout doit partir de la pratique concrète. De toutes les manières, ce bulletin a besoin de toutes les participations. Objectivement, nous sommes incapables de tout assurer. Choisir les articles à traduire, les écrire et la machine (avec deux doigts), assurer la romancétypie grâce à l'aide matérielle de Jean Lescaud et de l'A.F.C.A.E. (1)... On nous demande de partout pour animer des soirées, réaliser des semaines de cinéma arabe en province ou à l'étranger... Nous attendons le concours de tous nos collègues pour répondre à cette demande : qu'ils participent avec leur temps et leur argent. Ce projet n'est pas une entreprise individuelle. Son champ de vision et d'action est très large et très vaste... Répétons-le : tous les concours arabes seront les bienvenus.

— Selon quels critères choisissez-vous les articles ?

— Jusqu'au troisième numéro nous n'avons pas rencontré de problèmes. La matière est abondante. Nous voulons assurer d'abord l'information. Nous voulons fournir à la presse cinématographique, européenne et plus grand nombre de nouvelles sur nos cinéastes, les films qu'ils font, les réalisateurs qui travaillent, la nature de la production, de la distribution, le circuit d'exploitation... Nous voulons publier des documents inédits comme « la motion de l'U.A.A.V. » (2), « le manifeste des cinéastes marxistes-léninistes arabes », « le code de la censure en Égypte en 1961 », « la faculté du cinéma », etc. Le second domaine qui est appelé à se développer est celui des interprétations critiques de la production actuelle dans le monde arabe. Nous forçons les portes en reproduisant des articles publiés en arabe dans la presse du Moyen-Orient ou en français dans la presse maghrébine... Là, nous opérons un choix à partir de l'urgence de la thématique, de sa jonction avec certaines préoccupations dans le cinéma du Tiers Monde...

— Mais quelle est la ligne idéologique de ce bulletin ?

— Objectivement, il n'y en a qu'une. En pratique, il y en a deux.

(1) Association française des cinéastes d'art et d'essai.
(2) Union (algérienne) des arts audio-visuels.
(3) Voir les Cahiers du cinéma, n° 254-255.

Il y a celle qui est exprimée dans l'éditorial et qui engage les personnes animatrices ainsi que l'UACAC en tant que structure ouverte à la promotion de cinéastes nationaux indépendants. La seconde, multiple, n'engage que le signataire de l'article. La question idéologique ne s'est pas encore posée. Nous sommes deux animateurs qui nous situons du même « bord ». Elle se posera, mais il faut laisser le temps faire son œuvre. Actuellement, notre but principal est de lutter pour « un cinéma national indépendant », une variante du « troisième cinéma » de Solanas avec plusieurs différences dont nous traiterons dans des livraisons prochaines. Notre préoccupation majeure est de renverser le mur du silence innocent ou complice qui étouffe notre cinéma et son émergence. Nous ne connaissons pas encore les limites de nos possibilités abstraites, mais nous sommes déterminés à lutter pour notre cinéma et notre champ culturel contre toute forme d'acculturation et de balancement de notre culture...

— Quelle est la situation de la critique dans les pays arabes ?

— La situation de la critique est très inquiétante comme l'est celle de la création cinématographique. À part quelques rédacteurs importants dont le nombre ne dépasse pas la dizaine, nous pouvons affirmer que nous n'avons pas de critique. N'importe qui peut être engagé dans un

quotidien pour donner ses impressions sur un film vu la veille à la télé ou au cinéma ! D'autres quotidiens ne pensent même pas à ce domaine. Il faut savoir qu'un grand journal comme *Al-Ahram* ne possède pas de chronique cinématographique, pas plus que des revues comme *Al-Fikr* (Tunisie) ou *Al-Azab* (Liban)... Il y a pire. On a publié un article sur l'Anatolie sans dire que le film traite de l'enlèvement de Ben Barka, on a affirmé que *la Maman et le Patain* est un film porno, etc. Un critique est allé même jusqu'à appeler à la mise en quarantaine de Youssef Chahine pour le punir d'avoir réalisé *le Moineau*. Nous sommes assaillis par les mercenaires du verbe, du genre de ceux qui écrivent dans *Al-Muawwar*, *Al-Kawakeb*, *Ach-Chabaka*, *Al-Mara*, etc. Toute critique est vite considérée comme une ingérence dans les affaires de la société politique. Dans les pays arabes et dans la majorité des pays du tiers-monde, il s'agit d'une critique urbaine. Elle est majoritairement petite-bourgeoise et plus ou moins occidentaliste, dans le sens où elle vit encore sur le mythe de la « Nouvelle Vague », du cinéma d'auteur, de l'analyse structuraliste de l'image et de ses codes, etc. Il se produit continuellement une évacuation complète de la question idéologique, du « pourquoi » du cinéma et du « pour qui ». C'est ce que le colloque de Mohammedia (3), en 1974, avait dénoncé et que le colloque qui sera organisé en octobre prochain

par l'U.E.R. d'arabe de Paris-III, l'Agence de coopération culturelle et l'UNESCO tentera d'analyser... C'est un phénomène complexe et dangereux auquel il faudra accorder un peu plus d'attention...

— Quel est le sommaire du troisième numéro ?

— Un éditorial qui traitera de la relation organique entre « cinéma collectif », « critique collective » et « public collectif », ce que nous appelons les « trois collectifs » pour assurer une dynamisation du cinéma arabe. Un texte sur la critique française et le cinéma arabe élaboré en mars 1976, un autre de Nouridine Sâï, président de la Fédération marocaine des ciné-clubs, sur « repérer, théoriser, agir », une note sur la Semaine du cinéma arabe à Meknès, un article de Jamil Farid sur le dernier film de A. Badrakhan *Al-Karak*, ainsi qu'un document sur le code de la censure en Égypte en 1961, une étude globale de l'œuvre de Châh Abdou-Salâm, une réponse à un article sur le cinéma tunisien, les statuts de l'UACAC, et des notes critiques sur des films arabes ou africains sortis à Paris. Nous devons dire que financièrement nous sommes très démunis et nous faisons appel, encore une fois, à tous ceux qui s'intéressent au cinéma arabe pour qu'ils apportent leur aide.

Propos recueillis par GUY HENNEBELLE.

« Faire entendre une autre voix dans la critique internationale »

Trois pays occidentaux publient à eux seuls environ le moitié des revues de cinéma dans le monde. C'est ce qui ressort de l'« International Index to Film Periodicals » (1) et de l'« International Film Guide » (2) qui répertorient globalement, le premier, quatre-vingt publications, le second quatre-vingt-cinq. C'est ainsi que l'on comptabilise entre vingt et vingt-cinq revues américaines, une quinzaine de revues françaises et sept à huit revues anglaises.

L'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine ont vu, on le sait, la majorité de la population ne posséder qu'une dizaine de revues de cinéma, dont aucune, à l'exception peut-être de « *Cine Cubano* » (qui paraît d'ailleurs suspendue), ne jouit d'une renommée et d'une influence comparables à celles que connaissent plusieurs revues occidentales. Dans le monde arabe, on ne rencontre que fort peu de revues régulières. C'est pour tenter de pallier cette carence que deux critiques arabes, le Tunisien Khemais Khayati et le Marocain Abdou Achouba Déjail (sous deux enseignements de cinéma à Paris), ont lancé récemment un bulletin à travers lequel ils espèrent parvenir à faire entendre une voix arabe originale dans le concert de la critique. Du fait d'une grande indigence de moyens, ses insuffisances sont encore criantes mais il nous a paru utile, précisément, de demander à ses auteurs d'exposer leur analyse de la situation et leurs objectifs. Ils prévoient d'organiser en octobre 1976 à Paris un colloque sur le thème : « Critique occidentale et critique du tiers-monde ».

(1) International Index to Film Periodicals, Saint-James Press Ltd, 3 Ferry Street, Londres W1P 0PA, Angleterre.
(2) International Film Guide, The Tenthive Press, 106 New Bond Street, Londres W1 2 9QC, Angleterre.
(3) « CinémArabe », C/O AFCAE, 22, rue d'Artois, Paris, Abonnements mensuel : 60 F.

Sortie aux États-Unis de « All the President's Men »

Watergate en pleine campagne électorale

La sortie de *All the President's Men* en pleine campagne électorale constitue à elle seule un événement politique de première grandeur, d'autant plus qu'elle coïncide avec la parution du deuxième ouvrage de Bob Woodward et de Carl Bernstein, *The Final Days*, où sont décrites les circonstances de la chute de Nixon ; manière bien sûr, de rappeler à des millions d'Américains que Gerald Ford fut non seulement désigné par son prédécesseur pour occuper le poste de vice-président mais encore accorda au président déchu un pardon qui souleva d'après polémiques, et dont la teneur est loin d'être connue. Mais s'il est vrai que *All the President's Men* tire une partie de son impact du fait qu'il se rapporte à un événement sans précédent dans les annales de la République, à savoir aux efforts conjugués de deux journalistes qui décryptèrent un processus complexe en fin de compte un président des États-Unis à démissionner, les critiques américaines doivent reconnaître que, pour l'essentiel, il ne s'agit d'un film politique que par ricochet.

Vincent Canby estime, dans le *New York Times*, qu'« en tout état de cause, ce film montre aux profanes ce que le journalisme américain, à ses meilleures heures, peut avoir de passionnant et de satisfaisant ». Il félicite J. Folsom, le metteur en scène, d'avoir su rester un ton en dessous, d'avoir évité les clichés. « Ce film, écrit-il, est aussi remarquable par ce qu'il ne dit pas que par ce qu'il dit ». Et de rappeler que « les journalistes d'enquête (*Investigative Reporters*) forment une race à part. Il faut qu'ils soient suffisamment agressifs pour oser demander à une veuve éplorée si elle a, oui ou non, tué son mari. Il faut qu'ils soient équipés pour analyser le caractère des gens, qu'ils soient assez fins pour se rendre compte que leur interlocuteur est en train de se mettre à table alors même qu'il jure qu'il lui est impossible de parler. Enfin, ils doivent toujours faire passer leur enquête avant leur intérêt personnel ».

Dans *Newsweek*, Jack Kroll rappelle qu'« étant donné qu'aux États-Unis un événement ne devient réel que lorsqu'il a été raconté dans un film, le Watergate porte enfin le sceau de la réalité ». Il félicite, lui aussi, Folsom d'avoir évité de sombrer dans le romanesque facile en décrivant deux reporters acharnés au travail (« On ne peut s'empêcher de noter le contraste entre le réalisme solide et honnête de *All the President's Men* et le pseudo-réalisme teinté de dramatique de *Vivre pour vivre* »). « Ce film, écrit-il, n'est pas un

documentaire mais une œuvre d'art populaire, poignante et intelligente, qui sollicite l'adhésion émotionnelle et intellectuelle du public. Il ne ménage pas son admiration aux acteurs principaux qui effectuèrent « un pas de deux journalistique » : « Redford est parfait dans le rôle du protestant blanc de bonne famille, avec sa tête dorée, ses manières décontractées, ses complaisances, tandis que Dustin Hoffman incarne à merveille le tuff avec ses cheveux longs, son charme bohème, son ardeur fiévreuse. » Dans la revue *New York*, John Simon remarque que l'ennemi « pour les deux reporters ne fut pas tant Nixon et son équipe que Walter Cronkite (le célèbre présentateur de nouvelles à la chaîne de télévision CBS) et le *New York Times* », c'est-à-dire leurs puissants et redoutables concurrents professionnels. Selon lui, « l'un des principaux mérites du film est de n'avoir pas cherché à embourber l'audience dans le labyrinthe de la salle de rédaction du *Washington Post* telle qu'elle est, avec les rivalités qui s'y exercent, les amitiés qui s'y nouent, les jurons qu'on y entend ».

Dans *Newsday*, Joseph Gelman déclare que *All the President's Men* est un film archi-américain tandis que, dans le *New York Post*, Frank Rich prétend qu'« il va redorer le blason terni de Hollywood ». Une note discordante dans ce concert de louanges : dans le *Christian Science Monitor*, David Sterritt regrette que ce film « manque d'imagination visuelle » (on voit trop de machines à écrire) et reproche à Folsom son style monotone. Il se demande : « Pour nous qui avons vécu le Watergate, comment ne pas être pris à la gorge en voyant ce film ? Mais il ajoute : « Pour le public de l'avenir il ne s'agit, sans doute, que d'un document facile et secondaire ».

Enfin, la revue *Time* constate que *All the President's Men* est le premier film politique américain à rapporter de l'argent depuis M. Smith va au Sénat et relate, à son propos, une chasse-croisée psycho-sociologique curieuse : alors que, pour le journaliste Woodward, le fait de se voir incarné à l'écran par une super vedette comme Redford constitue le symbole de la réussite, pour Redford le fait d'avoir pu jouer le rôle du journaliste qu'il a toujours voulu être — et d'avoir été en mesure de financer le film — représente une manière de consécration intellectuelle. Selon la revue *Variety*, *All the President's Men* est parti pour battre tous les records de recette : en une semaine, les entrées de cinq salles new-yorkaises ont rapporté 375 000 dollars.

LOUIS WIZNITZER.

GALERIE CARDO MATIGNON, 22, avenue Matignon (8^e), 208-82-07
CAILLAUD D'ANGERS
Nouveaux « Jardins de vie » — Du 21 avril au 12 mai

MUCCI
Pastochi-Staghenio
GALERIE FORUM
68, quai de la Tourneville, Paris. 325-71-77
Du 25 avril au 19 mai 1976

GALERIE DU 10^e
104, rue de la Tour, Paris (10^e)
LESOURT
Jusqu'au 26 avril

GALERIE SLIM
94, r. St-Denis, Paris-1^{er}, 232-73-09
PEINTURES SUR VERRE
DE TUNISIE
Jusqu'au 31 mai
t.j., et dim., de 12 à 20 h.

DAHMEN
objets - dessins - gravures
DU 9 AVRIL AU 8 MAI

GALERIE VERBEKE
7, pl. Fustenberg, 325-73-92

BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE
102, Champs-Élysées, 75008 Paris
REGARDS SUR LA TURQUIE
un ensemble de photographies couleurs
réalisé par ROBERT THUILLIER
du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30
Clôture le vendredi 14 mai 1976

GALERIE URBAN
18, faubourg saint-honoré - Paris 8^e - tél. 265.63.89
CARUNCHIO
28 avril 8 mai

GALERIE M'SIEU
90, avenue du Maine - Paris
ANDRÉ DAHAN
PEINTURES
Du 22 avril au 15 mai 1976, de 13 h à 20 h.

GALERIE LA PASSERELLE SAINT-LOUIS
MATHELIN
« DÉTOURNEMENTS »
15 mars - 22 avril 76
2, rue Jean-du-Bellay - 10500 Paris
623-30-82

PAUL JENKINS
GALERIE KARL FLINKER, 25, rue de Tournon
Vernissage 22 avril

Dunoyer de Segonzac
fermeture définitive
lundi 3 mai au soir
ORANGERIE DES TUILERIES
t.j., sauf mardi, 10-20 h ; mercredi 10-22 h.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX DU MONDE	65,00	75,89
PROPOSITIONS COMMERC.		

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Sales Manager National Airline Services Bahrain

Gulf Air, the expanding National Airline of the Gulf States, needs a Sales Manager aged 35-45 with at least 10 years' successful sales experience in the aviation industry. He must also be a first class administrator and possess leadership qualities, drive and a persuasive personality.



The successful candidate will be responsible to the airline's Commercial Manager for actively promoting sales of passenger, cargo and mail services throughout Gulf Air's wide network. This is a major task which involves directing the field sales force in liaison with area managers, establishing and maintaining first

class relationships with general sales, IATA and company appointed agents in order to generate maximum revenue on services, and interline sales activities with Pool partners and Interline Carriers in all fields of sales promotion. Salary is the equivalent of £7,861 tax free in Bahrain and benefits and prospects are all those expected of a fast developing airline whose fleet includes the most luxurious TriStars flying anywhere in the world. For an application form and further information on Gulf Air, please write to Manager Selection Services & Manpower Control, Gulf Air, PO Box 138, Bahrain.



GULF AIR

GTE INTERNATIONAL

ALGERIE

Dans le cadre de la construction d'une usine électronique grand public en Algérie, notre société recrute des

FORMATEURS

dans les disciplines suivantes :
ÉLECTRONIQUE - ÉLECTRICITÉ - MÉCANIQUE - ORGANISATION - SYSTÈMES ET MÉTHODES - MANAGEMENT

Les candidats devront déjà avoir enseigné ou être fortement motivés par la fonction.

La formation s'adressera à des algériens de tous niveaux et aura lieu au centre de formation de notre société à Sidi-Bel-Abbès. Les candidats retenus devront être en mesure de déménager à Sidi-Bel-Abbès en juillet après un stage d'information initiation de 1 mois en Angleterre. La connaissance de l'anglais constitue un avantage certain.

Adresser votre curriculum-vitae sous référence 180 452 avec tous détails sur expérience professionnelle, technique et pédagogique, photos et prétentions à

Jean LAURAIN - GTE INTERNATIONAL
Centre de Formation Europe - Le grand Parc -
2, rue de la Moselle-54100 NANCY.

comex

OPERATION ENGINEER

(réf. 1.78/15 H.P.)

French or British fully bilingual.
Mechanical engineer or equivalent.

Minimum five years' experience in engineering related to construction, marine support, underwater works for oil offshore industries. Residence Singapore, professional visits possible to all countries between India and Japan. Task : complete underwater and marine engineering studies.

MARINE SUPERINTENDENT

(réf. 1.76/16 H.P.)

French or British fully bilingual.

Minimum ten years of command in vessel related to oil industries, tankers and highly manoeuvrable boats, tugs, supply vessels etc. Residence East Coast of Borneo. Task : manage and control a fleet of assistance vessels working for offshore oil production. Send complete resume with a photo mentioning the reference of the post to COMEX

Service Gestion des Ressources Humaines,
13275 MARSEILLE CEDEX 02

Public Relations Adviser National Airline Operations Bahrain

Gulf Air, the expanding National Airline of the Gulf States, operates over a wide network and has a fleet which includes the most luxurious TriStars flying anywhere in the world.

The airline now intends to appoint a top level Public Relations professional from the field of aviation to work in close liaison with their Public Relations Manager and, with him, report directly to the Group General Manager.

The successful applicant, who will have at least 10 years' relevant experience, will advise the Public Relations Manager on ways and means of establishing a highly favourable level of public opinion towards Gulf

Air throughout the areas of operation, and on new methods and approaches to public relations. Additional responsibilities include designing and advising on the implementation of PR projects, helping to set up and administer the PR Department, and keeping the Public Relations Manager apprised of competitors' activities.

A two year contract which may be renewed by mutual agreement will be negotiated on very attractive terms and benefits are all those expected of a national airline.

Please write for an application form and further information on Gulf Air to Manager Selection Services & Manpower Control, Gulf Air, PO Box 138, Bahrain.



GULF AIR

GRUPE MULTINATIONAL

dans le cadre de sa forte expansion

recherche pour

AFRIQUE ANGLOPHONE

directeur de travaux

Ce poste de haut niveau de responsabilité implique :

- la prise en charge totale de plusieurs gros chantiers routiers, tant technique qu'administrative.
- la représentation de l'entreprise vis à vis des sous-traitants et des administrations locales.

Expérience similaire indispensable. Anglais parlé nécessaire.

Formation Ingénieur. Connaissance outre-mer souhaitable.

Recevoir avec C.V. détaillé et prétentions à No 52726, CONTEXTE PUBLICTE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmet.

BOUYGUES

recherche

DIRECTEUR TRAVAUX-SYRIE

L'homme que nous recherchons aura la responsabilité globale d'un important chantier de Génie Civil (300 MF) comprenant une grande part de travaux souterrains : 15 km de galerie en 5 attaques, 2 réservoirs, etc.

L'expérience d'opérations de cette envergure à l'étranger est indispensable. Il doit maîtriser les techniques, mais aussi être un gestionnaire et avoir le goût de l'organisation.

Notre préférence ira à un meneur d'hommes capable d'animer une équipe. La maîtrise de l'anglais n'est pas déterminante car tous les documents du contrat de ce chantier sont rédigés en français.

Résidence Damas

Pour un premier contact, adressez votre candidature à Antonio GONZALEZ

Direction du Personnel

BOUYGUES

381, av. du Gal de Gaulle

92140 CLAMART

BUREAU D'ETUDES A

VOCATION INTERNATIONALE

recherche

INGÉNIEUR

GENIE RURAL

CONFIRMÉ

apte à prendre en charge la

direction d'études de projets

d'irrigation et de leur réalisation.

L'ingénieur retenu sera

disponible pour des missions Outre-

Mer. Anglais nécessaire. Espagnol

souhaitable. Les ingénieurs

intéressés peuvent adresser leur

candidature (C.V. + photo +

saleté) sous référence 647/101.

[L.P. en bas de page]

STE D'INGÉNIEURS CONSEILS

recherche pour séjour longue

durée en Afrique

INGÉNIEUR

Contrôle Travaux

BATIMENT

ayant bonne expérience de grands

chantiers, si poss. de complexes

hôtels. Langues étrangères

souhaitées. Les ingénieurs intéressés

peuvent adresser un 1^{er} contact

adressé sous C.V. + photo +

saleté à L.P. 31, bd Bonne-

Nouvelle, 75001 Paris Cedex 01

Pour lui confier des missions

de conseil à l'étranger

une Société d'Ingénierie

recherche UN

INGÉNIEUR

HYDRAULICIEN

ayant acquis dans les pays

d'outre-mer une expérience

d'une dizaine d'années en

AMÉNAGEMENT

DES EAUX

Il doit être capable de diriger

des équipes de techniciens

servant de cours d'eau et à l'entretien

d'aménagements hydrauliques.

Les personnes intéressées

peuvent adresser leur candidature

(C.V. + photo, saleté, 1/100e)

à L.P. 31, bd Bonne-

Nouvelle, 75001 Paris Cedex 01

POUR HAMBURG

DESSINATEURS

PERSPECTIVES

Pour catégoriser

MECANIQUE GÉNÉRALE

E.L.P. 118, bd Gambetta-Paris

MAKAROFF

CENTRE MINIER

en expansion, situé en AFRIQUE NOIRE, recherche un responsable de la gestion des logements, meubles et équipements ménagers, du fonctionnement des services, bars, restaurant, maison d'hôtes et de l'entretien de l'ensemble précité, un

CHEF DIVISION ZONE URBAINE

Ce poste requiert : des compétences en commissariat (social, gestion), une attention aux détails, le sens de l'organisation (programmation entretien) et des contacts. Il convient à un homme de bonne maturité ayant fait des études supérieures.

Recevoir avec C.V. explicite sous référence BEZOU A

30, AVENUE AMRAL LEMENIER 75160 MARY LE ROI

CETACEP

30, AVENUE AMRAL LEMENIER 75160 MARY LE ROI

SENIOR SALES ENGINEER

Self starter needed with experience in international contracting, marketing, background should include understanding of technical services such as maintenance, testing, quality control, etc. Ideal candidate would have working experience in these fields and knowledge of how they relate to major construction projects such as power plants, pipelines and refineries.

Successful applicant will be based in London or Rome as part of joint venture of large American Company.

Considerable travel involved. Good salary and incentives with unlimited growth potential.

Reply in confidence with resume and present salary to P.O. Box 6213, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75002 PARIS CEDEX 1.

IMPORTANT COMPAGNIE VIE

recherche pour

ITALIE

ORGANISATEUR VIE

Ce poste conviendrait à un professionnel de 35 ans minimum ayant l'expérience et le dynamisme nécessaires pour développer à l'échelon national un réseau vie active déjà existant, s'appuyant sur un puissant réseau d'agences I.A.E.D.

Adresser lettre manuscrite avec photo, curriculum vitae, rémunérations actuelles et la réf. 13443 (à rappeler) sous le n° 52412 à CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra - PARIS Cedex 01, qui transmet.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

dans ville de facultés
sur littoral méditerranéen

recherche

CADRE SERVICE EXPORTATION

28 ans minimum

- Le candidat devra avoir :
- quelques années d'expérience pratique de l'exportation et/ou possible dans la chimie ou la pharmacie ;
 - le goût des affaires ;
 - du dynamisme ;
 - un excellent contact humain ;
 - la connaissance courante d'au moins deux langues étrangères dont l'anglais.

Le poste implique des déplacements.

Adresser C.V. manuscrit avec photo, appointements actuels et prétentions à n° 51450 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

directeurs d'entrepôts

PROVINCE

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE A rayonnement national recherche pour diriger entrepôts

des CADRES COMMERCIAUX

30 ans minimum apportant, avec une formation commerciale, une expérience à la fois : a) de la vente de produits à faible marge, b) de la gestion commerciale (qualification, rentabilité, c) de l'animation d'une équipe. Ils seront responsables de leurs résultats.

La rémunération, selon les postes à pourvoir, se situera entre 70 et 90 000 F/an.

Adresser lettre manuscrite indiquant motivations, C.V. détaillé avec réf. 75046 (réponse et discussion assurées), au

Groupe Opéra Sélection

8, RUE DE LA MICHODIÈRE - 75002-PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIES CHIMIQUES et MATIÈRES PLASTIQUES

recherche pour SON USINE

de la REGION NANTAISE

INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES - DÉBUTANT

Formation X. Centrale (thèse ou option Chimie).

Sup. Aéro, Physique et Chimie de Paris

pour affectation au SERVICE PROCÉDES

Poste nécessitant une bonne adaptabilité et une mobilité pour des affectations ultérieures, en exploitation notamment.

Adr. cur. vitae et photo à HAVAS CONTACT,

135, bd Haussmann, 75008 Paris, réf. 39.841, qui tr.

Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie

de Bretagne à RENNES

Responsable du Développement Industriel

recherche

Ce Cadre de haut niveau

devra :

- participer à la définition d'une politique industrielle de la Région ;
- mettre en œuvre ;
- coordonner l'activité des Conseillers de Gestion aux entreprises réparties sur la Région de Bretagne pour élaborer et entretenir une politique régionale de promotion des entreprises industrielles ;
- assurer des relations au niveau le plus élevé avec des organismes publics, parapublics, privés impliqués dans le développement industriel régional.

Il aura :

- 35 ans au moins ;
- une formation supérieure ;
- une expérience de gestion d'entreprises industrielles à un niveau de direction ;
- une excellente connaissance de la Bretagne.

Adr. C.V. manuscrit + photo et prétentions à :

C.R.C.I. de Bretagne, 3, bd de Châtea,

35000 RENNES Cedex.

مكتبة الامم المتحدة



emplois régionaux

jeune ingénieur agro, esa ou équivalent

Vous souhaitez à la fois garder le contact avec le milieu agricole et satisfaire un goût certain pour le **COMMERCIAL**.

Vous pouvez débiter votre carrière comme Responsable de la vente de nos produits pour la région Normandie auprès des négociants, coopératives, groupements d'agriculteurs...

Après cette première expérience vous serez à même de saisir les opportunités qui se présentent dans une société importante qui donne priorité à la promotion interne.

Adressez votre candidature à No 51800 - CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GRUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS en expansion, recherche

Délégués médicaux

(H. ou F.)

- pour secteurs :
 - 1/2 Gironde
 - 1/2 Haute-Garonne et Ariège
 - Alier et Nièvre.
- Les candidats devront :
- avoir le baccalauréat (une expérience de 1 ou 2 ans)
- posséder une voiture personnelle
- habiter dans le secteur.

Stage rémunéré immédiat (d'une durée de 8 semaines).

Envoyer C.V. manuscrit et photo à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. N° 47606

SOCIÉTÉ ELECTRO-ACOUSTIQUE

recherche pour son service d'Etudes et de Réalisations

JEUNE TECHNO-COMMERCIAL

- anglais courant pour étudier tout projet de sonorisation exportation ;
- possibilités déplacements : EUROPE, MOYEN-ORIENT et autres ;
- lieu de travail : Montauban ;
- disponible immédiatement.

Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo à : BOUYER, R.P. 2, 83002 Montauban.

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE

Leader de son marché

Membre d'un Groupe International

recherche pour son DÉPARTEMENT

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

pour assurer dans le cadre d'une de ses unités implantée en province :

- Le maintien et le développement des produits existants.
- Une participation à la création de nouveaux produits.
- L'assistance technique des services de production

Vous êtes titulaire d'un DUT industries alimentaires (ou équivalent). Vous avez une expérience confirmée d'au moins 3 ans en formulation et procédés dans l'industrie alimentaire.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Un revenu annuel qui ne sera pas inférieur à 60.000 F.
- Un système d'intéressement aux résultats.

Adressez lettre de candidature C.V. et photo à No 52.927, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

(14 SOCIÉTÉS)

recherche

POUR SA DIRECTION FINANCIÈRE

CHEFS DÉPARTEMENT

CONFIRMÉS

diplômés études comptables supérieures

1) DROIT ET FISCALITÉ DES SOCIÉTÉS

formation expertise ou administration appréciée

Certificat Sup. Jurid. et Fiscal ou équivalent.

2) FINANCEMENTS ET TRÉSORERIE

expérience organismes crédit et gestion financière.

3) COMPTABILITÉ COMMERCIALE

espér. études risques et recouvrements créances.

• Situations intéressantes et d'avenir au sein d'une direction financière dynamique.

• Résidence Base-Normandie.

Adressez lettre de candidature, C.V. et prétentions, à la réf. 6.828 à P. LIGEREAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE MÉTALLURGIQUE

MULTINATIONAL

leader dans sa spécialité

recherche pour

SES USINES DE PROVINCE

ADJOINTS

DE DIRECTEURS D'USINES

Diplôme A. et M. ou équivalent exigé

Minimum 35 ans

Expérience fabrication et gestion souhaitée

INGÉNIEURS DE FABRICATION

Diplôme E.N.S.I., E.N.I. ou équivalent exigé

quelques années d'expérience

en unité de production indispensables

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

DÉBUTANTS

attirés par des postes de fabrication

Adr. C.V., photo et prétent., sous n° 54.385 à CONTESSÉ Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

MSL

73, Bd Haussmann 75008 PARIS Tél. 265.37.00

11, Pl. A. Briand 69003 LYON. Tél. (78) 62.08.33

CHEF DU PERSONNEL

90.000 F. — BOUCHES DU RHONE

Filiale d'un groupe multinational aux activités largement diversifiées, une société française spécialisée dans le secteur chimique recherche son chef de personnel. Celui-ci dépendant du directeur d'usine sera responsable de la politique salariale et sociale dans une usine décentralisée de 200 personnes. Il dirigera le service du personnel (paie, recrutement, veille des salaires, plans de carrière, hygiène, sécurité), organisera le programme de formation et assurera les relations avec les représentants du personnel. De formation supérieure (licence en droit si possible) ayant de bonnes connaissances en anglais, il aura quelques années d'expérience acquises dans des fonctions comparables en usine, éventuellement comme adjoint. Ecrire à V. Blanche, réf. M.S.211.

Pour ce poste, adresser un bref curriculum vitae à Paris, en précisant la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans l'autorisation expresse donnée par le candidat à l'issue d'un entretien personnel avec le consultant.



- Notre Société : nous sommes une moyenne entreprise, leader de son marché.
- Notre force : celle d'une équipe d'hommes entièrement disponibles, enthousiastes, ayant une volonté de développement et de diversification.
- Notre performance : 1 million de C.A. en 68 ; 40 millions en 75.
- Pour poursuivre notre développement, nous recherchons pour notre usine :

DIRECTEUR TECHNIQUE

C'est un ingénieur Grande Ecole ou autodidacte ayant 10 ans d'expérience de Direction technique ou de production qui sera à notre image, une personnalité de premier plan.

Important : rattaché au Directeur général, il sera un animateur, organisateur, formateur, passionné et payant, et sera admis dans l'équipe de direction. C'est un homme qui sera à l'aise sur le terrain et en gestion. Il aura la charge de diriger l'usine et de penser au développement technique du produit.

Env. C.V. man. et dét. avec photo et prétentions sous réf. O.T. 7940.

MORENO CONSEIL

17, r. Courbevoie, 91100 REMS

8, cité d'Hauteville, 75010 PARIS

POUR UN IMPORTANT GROUPE TEXTILE

nous recherchons un

RESPONSABLE DES VENTES EN FRANCE

capable de réaliser en un temps record la restructuration d'un réseau de vente, restructuration devant permettre le lancement de produits nouveaux commercialisés sous la même marque (coquille).

Si vous êtes décidé à vivre une aventure passionnante et à vous installer dans le Midi, envoyez-nous d'urgence C.V. + photo + rémunération

sous la référence 1302

à l'IPPA, 73, boulevard Sébastopol, 75002 PARIS.

Chambre Régionale de Commerce et de l'Industrie

PICARDIE - AMIENS

recherche pour réaliser études

AMÉNAGEMENT

REGIONAL

pour assurer les liaisons

avec les travaux des autres

institutions régionales

LICENCIÉ (ES)

Sciences économiques

Expérience professionnelle, souhait

en aménagement du territoire.

Env. lettre, photo, C.V. détaillé et rémunération souhaitée à C.F.C.I., 36, rue des Orfèvres, 60000 AMIENS.

SOCIÉTÉ PRODUITS INDUSTRIELS

recrute de suite

CHEF D'AGENCE

LYON

jeune, dynamique, homme de terrain.

Expérience de création de réseaux indispensables.

1^{re} année 60.000 F

FIXE + PRIMES + FRAIS

Envoyer C.V. + photo sous réf.

1.250 à PROSPERESSE, 17, Champ-Elysées, 75008 PARIS, qui transmettra.

Premier entretien à Lyon.

offres d'emploi

offres d'emploi

etap

MEMBRE DE L'ANCTEP

SOCIÉTÉ FRANÇAISE FABRICATION DE MATÉRIELS ET INSTALLATIONS D'UNITÉS COMPLETES - LEADER DANS SA BRANCHE FORTE EXPANSION - C.A. 80 MILLIONS - RECHERCHE

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Poste de premier plan pour un ingénieur grande école : X, ECP, MINES, AM, ayant minimum 10-15 ans d'expérience professionnelle à dominante commerciale et animation d'équipes acquises dans firme de biens d'équipement exportatrice ou dans société d'engineering.

En collaboration avec le président, il participera activement à la gestion, au développement de l'entreprise et à l'élaboration ainsi qu'au suivi de sa politique commerciale.

Poste ville Centre Ouest proximité littoral.

Ecrire sous référence YO 480 CM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE 2.000 PERSONNES - OFFRE DANS LE CADRE D'UNE DE SES USINES (550 PERSONNES) VILLE PROVINCE OUEST PROCHE PARIS LE POSTE DE

CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL

Il sera responsable auprès de la Direction centrale du personnel à Paris et du Directeur d'usine :

- des recrutements, de la promotion, de la formation et des rémunérations ;
- de la gestion du personnel ;
- des relations avec les représentants du personnel.

SITUATION INTÉRESSANTE POUR CADRE FORMATION SUPÉRIEURE OU ÉQUIVALENTE 30 ANS MINIMUM, DIPOSANT BONNE EXPÉRIENCE SERVICE PERSONNEL INDUSTRIE

Ecrire sous référence AR 462 CM.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE METTANT EN ŒUVRE PARC IMPORTANT DE MACHINES DIVERSIFIÉES - RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES (1.000 PERS.) VILLE 100 KM EST PARIS

INGÉNIEUR AM, ENSI RESPONSABLE DES MACHINES ET OUTILLAGES

Dans un premier temps, il prendra la responsabilité de l'entretien et de la sécurité. Rapidement, il étendra ses fonctions à l'analyse des besoins, études d'investissement et il participera aux achats des machines.

Ce poste peut convenir à un candidat :

- ayant un goût réel pour la technique, témoignage de bons contacts humains et d'un intérêt marqué pour la sécurité ;
- disposant d'une bonne connaissance des machines mises en œuvre en mécanique ou en chaudronnerie grâce à une expérience industrielle de 5 à 10 ans acquise en entretien, méthodes ou fabrication.

Ecrire sous référence BX 468 AM.

IMPORTANTE FIRME ALLEMANDE - ÉQUIPEMENT POUR COLLECTIVITÉS, HOPITAUX, RESTAURANTS - FORTEMENT IMPLANTÉE EN FRANCE

recherche pour

CRÉER ET ANIMER FILIALE FRANÇAISE VENTES PARIS

DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE CAPABLE ASSURER GÉRANCE S.A.R.L.

Ce poste peut convenir à un cadre 35 ans minimum, ayant forte expérience vente et gestion commerciale acquise dans même domaine proche.

IL S'AGIT D'UN POSTE D'AVENIR DANS UNE FIRME DE FORTE RENOMMÉE.

Langue allemande courante indispensable.

Ecrire sous référence XN 459 AM.

GRUPE MULTINATIONAL METTANT EN ŒUVRE MOYENS TECHNIQUES IMPORTANTS ET MÉTHODES MODERNES DE GESTION RECHERCHE

JEUNE INGÉNIEUR SERVICES TECHNIQUES

A.M. OU ÉQUIVALENT, DÉBUTANT.

Il commencera sa carrière dans un poste fonctionnel d'études d'investissements, à moyen et long terme (en liaison avec les autres sociétés du groupe implantées à l'étranger).

Il pourra ensuite évoluer vers des postes opérationnels.

SITUATION ACTIVE ET FORMATRICE POUR CANDIDAT

ayant le goût de la technique et des qualités de méthode et de contact.

BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS INDISPENSABLE.

Poste Paris proche banlieue NORD-EST.

Ecrire sous référence ZP 481 AM.

IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL (FABRICATION MÉCANIQUE) 2.000 PERS. - VILLE RÉGION LYONNAISE - OFFRE SITUATIONS A

DEUX JEUNES INGÉNIEURS DIPLOMÉS AM, INSA, ENI

POUR POSTES DE

GESTION DE PRODUCTION

Il s'agit d'assurer la mise en place d'un nouveau secteur de fabrication de séries (définition des moyens, organisation, lancement, ordonnancement).

Ce poste implique une première expérience de la fonction et une pratique de la gestion informatisée de production.

Ecrire sous référence FV 466 CM.

ASSISTANT DU CHEF DE SERVICE ACHATS

La fonction implique la responsabilité d'un secteur achats (liaisons avec les fournisseurs, négociations avec les fournisseurs, rédaction de marchés, suivi de la commande).

Une expérience industrielle (2-3 ans), si possible dans les achats, est indispensable.

Ecrire sous référence GW 467 AM.

CES DEUX POSTES ÉVOLUTIFS CONVIENTRAIENT A CANDIDATS AYANT DES QUALITÉS DE CONTACT HUMAIN ET D'ESPRIT D'ÉQUIPE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL

Filiale du groupe

DENAIN - NORD-EST - LONGWY - RENFORCE SES DIVISIONS TECHNO-COMMERCIALES

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION ET RECHERCHE POUR PARIS

INGÉNIEUR

DESTINÉ À PRENDRE EN CHARGE, APRÈS FORMATION, LA RESPONSABILITÉ D'UNE LIGNE DE MATÉRIELS

Cet ingénieur sera chargé, pour un groupe de matériels : lignes de galvanisation, fours, installations de découpe, brûlage, etc. :

- des définitions techniques en liaison avec les B.E. ;
- de la coordination des réponses aux appels d'offres en liaison avec les services de la B.E. ;
- des discussions avec les clients et des liaisons avec les fournisseurs éventuels ;
- du suivi technique des contrats ;
- des évolutions techniques des matériels.

CE POSTE COMPREND D'IMPORTANTES PERSPECTIVES D'AVENIR. IL PEUT CONVENIR A UN INGÉNIEUR E.C.P., A.M., MINES OU ÉQUIVALENT

débutant ou ayant de préférence quelques années d'expérience dans les biens d'équipement, témoignant d'intérêt marqué pour la technique et des qualités de dynamisme et de contact.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence EU 465 AM.

etap 14, rue Massena, 75016 Paris

discretions absolues

Important groupe industriel et commercial

recherche

UN CHEF DE PRODUIT (INDUSTRIEL)

Attaché au Groupe Marketing de la Direction commerciale

sa mission principale consistera à :

- élaborer la stratégie « Produit » en liaison avec les secteurs de vente, les services technique et production, les services fonctionnels ;
- à assurer et contrôler l'application de cette stratégie.

Pour la bonne réalisation de cette mission il doit en particulier :

- réunir et rechercher l'information définissant le produit sur le marché ;
- animer la création et la tenue à jour du cahier des charges et du catalogue « produits » ;
- participer à la création, la mise en place et l'animation des structures de vente, spécifiques au produit ;
- exploiter le plan de gestion « produits ».

IL EST SOUHAITÉ :

- une formation de base INGÉNIEUR MÉCANICIEN, type A. et M., STACA, INSA ;
- une connaissance des VÉHICULES UTILITAIRES et de leur usage, acquise par une expérience personnelle dans la VENTE ou l'APRÈS-VENTE ;
- une bonne maîtrise de la LANGUE ALLEMANDE ;
- une expérience de 30 ans.

Lieu de travail : Banlieue Nord-Ouest Paris

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 6.889 à :

LTP 31 Bld. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

GLAENZER SPICER

SOCIETE DE MECANIQUE AUTOMOBILE
(2200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes), crée le poste de :

ASSISTANT DU CHEF DU PERSONNEL

pour son Etablissement de POISSY (Siège Social et Unité de Production 750 personnes).

Le candidat H. ou F. diplômé d'une Grande Ecole (Institut d'études politiques, ESSEC, etc.) si possible, formation spécifique à la fonction (CIPFOP par exemple), devra avoir une expérience professionnelle de 2 à 3 ans. Il sera, à l'origine, chargé d'études générales concernant notamment la gestion prévisionnelle du personnel, ainsi que de certains aspects des relations sociales.

Son activité s'étendra progressivement aux différents domaines de la fonction personnel, ainsi qu'à d'autres établissements.

Une forte motivation pour les problèmes humains est indispensable.

Très bon niveau de rémunération. Situation d'avenir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. A.P. au Chef du Personnel, B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

Medtronic

responsable de l'informatique

pour la division : EUROPE - AFRIQUE - MOYEN-ORIENT basé à PARIS

Mission : • Créer, diriger et planifier le service avec mise en place d'un ordinateur IBM système 3 modèle 12. • Constituer une équipe (8 personnes au départ) pour le développement. • Assurer la liaison avec les dirigeants des filiales et des différents services (déplacements fréquents de courte durée).

Profil : • 5 ans d'expérience au moins dans une activité liée à la production et à la gestion commerciale et financière, dont une année dans des fonctions de management. • Anglais courant indispensable (langue de travail). Toute autre langue connue un atout supplémentaire.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à : A.L. Van der Perre - Medtronic France - Département des Ressources Humaines 120, av. Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

GLAENZER SPICER

SOCIETE DE MECANIQUE AUTOMOBILE
(2200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international (120.000 personnes), recherche pour son Centre informatique équipé d'un 370/125 sous DOS/VS

UN RESPONSABLE SYSTEME

possédant un minimum de 2 ans d'expérience du système DOS et de la programmation assembleur IBM.

La connaissance du DBOMP serait appréciée. Formation Ecole d'ingénieur ou similaire. Très bon niveau de rémunération. Possibilités de perfectionnement.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence R.S. au Chef du Personnel B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
recherche pour son Siège PARIS - LA DÉFENSE

UN JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN CHEF DE PROJETS

pour assurer la réalisation complète d'applications comptables et financières, et prendre en charge tous les problèmes de recherche opérationnelle.

Il est directement rattaché au Chef du Service Informatique et est responsable :

- de la conception générale avec les utilisateurs de la Société, l'analyse, la programmation et le démarrage puis la maintenance ;
- l'encadrement des programmeurs affectés aux différents projets qu'il assure.

Il possède nécessairement une expérience de 2 à 3 ans en informatique, une connaissance pratique du COBOL et du FORTRAN, la sensibilité, la responsabilité, une bonne aisance dans les contacts et un esprit d'équipe.

SITUATION INTERESSANTE ET ÉVOLUTIVE DISCRÉTION ASSURÉE

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et délai de disponibilité au :

Cabinet des Sciences Humaines
9, Square R. Bazin
PARIS 7 - 75010 - LE CHESNAY
chargé du recrutement.

SLIGOS

GROUPE A VOCATION EUROPÉENNE

JEUNES INGÉNIEURS D'AFFAIRES

pour développer des relations commerciales auprès des Directeurs Informatiques des grandes entreprises françaises.

Cette offre s'adresse aux ingénieurs informaticiens et aux ingénieurs commerciaux (Constructeurs ou Services) intéressés par de larges responsabilités. Les rémunérations sont en rapport avec les postes à pourvoir.

Adresser C.V. à SLIGOS Direction Commerciale 97, rue de la République - 92007 PUTEAUX

Conseil, assistance et réalisation, produits informatiques, services de gestion.

Filiale française important groupe pétrolier recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DIPLOMÉS HEC, ESSEC

SUP. de CO ou équivalent

Liberté du Service National

Minimum deux ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion pour postes

ATTACHÉS COMMERCIAUX

suivant besoins du Service, en résidence Paris ou province

- Fonction comportant nombreux déplacements ;
- Formation complémentaire assurée ;
- Possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adresser curriculum vitae et photo sous n° 53.373 à : CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Épargne Investissement Sécurité

Un triptyque qui commande l'action commerciale du Groupe français, leader incontesté de la recherche sur les produits financiers, immobiliers et d'assurance.

DANS LES DOMAINES

- Du Marketing.
- De la conception et de la diffusion des produits.
- De la formation et de la promotion professionnelle.
- Du mode et du volume des rémunérations.
- Du Management.

NOUS CROYONS OFFRIER

Les meilleures chances du marché à quelques VRAIS VENDEURS DE SERVICES

de formation, de vocation, ou de choix délibéré. Les caractéristiques essentielles de notre système de clientèle, et le caractère sophistiqué de nos produits, imposent une très bonne formation, une large ouverture intellectuelle et un caractère particulièrement bien trempé. L'approche et l'efficacité de nos systèmes de formation, de distribution, de promotion et de rémunération, n'ont aucun équivalent actuel sur le marché. (Qualité et volume).

IL FAUT HOMME OU FEMME

- Avoir 21 ans au moins
- Se rendre libre à partir du 26-4-1976.

Se présenter 15, rue Saint-Marc, Paris-2^e (9^e ét.)
Le 23-4-76 de 9 h 30 à 12 h
Le 23-4-76 de 14 h 30 à 17 h

Filiale Grand Groupe Electronique Français recherche

UN INGÉNIEUR

apte à l'encadrement d'une équipe d'études, ayant quelques années d'expérience dans le domaine :

- de la conversion du signal parlé analogique - numérique
- du traitement du signal téléphonique

Réf. 3337/1

UN INGÉNIEUR

connaissant la gestion technique des réseaux de transmission

Réf. 3337/2

UN INGÉNIEUR

connaissant les systèmes de transmission de données

Réf. 3337/3

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

Grande Ecole, 28 ans minimum, compétent dans le domaine de la transmission numérique

Réf. 3337/4

UN A.T. ELECTRONICIEN

V1 ou V2 - BTS ou DUT

2 à 4 ans d'expérience dans le domaine de l'utilisation des circuits analogiques et du codage - décodage

Réf. 3337/5

DES A.T. ELECTRONICIENS

même débutants connaissant circuits logiques pour mise au point de matériel en plate-formes et chantiers.

Réf. 3337/6

Adresser C.V. et prétentions en indiquant la référence du poste à : PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris - qui transmettra

Très importante société de TRAVAUX D'HYDRAULIQUE recherche pour PARIS

ingénieur chef de région

La fonction est très importante. Elle implique en fait une véritable responsabilité de chef d'équipe, exigeant compétence et responsabilité dans les domaines technique, commercial et gestion. La formation exigée est : PONTS - MINES - CENTRALE ou ARTS ET MÉTIERS.

L'expérience professionnelle doit s'être déroulée pendant 5 ans au moins, d'une part dans des entreprises de Travaux Publics, de génie civil, de travaux souterrains ou de canalisation, d'autre part dans des fonctions telles que Directeur Régional, Chef d'Agence ou Directeur de Travaux.

La connaissance de l'anglais est souhaitée. La société est en progression constante et offre un très bon climat de travail.

Ecrire avec C.V., photo (retournée) et prétentions sous réf. 448M

SODECI - Boite Postale 288-16 - 75766 PARIS CEDEX 16.

Notre nom est connu dans le bâtiment et les TP. Nous représentons un gros capital "matière grise". Notre siège est à Paris et nous avons une cinquantaine d'agences.

Nous cherchons

un juriste confirmé, spécialisé en droit de la construction

Avec une petite équipe, il gère plus de 200 dossiers de contentieux de responsabilité, depuis l'apparition du sinistre jusqu'au jugement. Il contrôle la rédaction des contrats. De formation juridique (DES ou doctorat en Droit), il a acquis son expérience dans une grande entreprise de bâtiment/TP, dans une compagnie d'assurances, chez un promoteur, etc., et souhaite s'intégrer à une équipe de haute technicité.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER sr réf. 3041 LM.

ALEXANDRE TIG S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING ET DE REALISATION « CLES EN MAIN » DE GROS EQUIPEMENTS, FORTEMENT ORIENTÉE VERS L'OFFSHORE

recherche pour service

UN « Cost - Controller »

La mission :

- exercer un contrôle dynamique des prix de revient.
- suivre d'une façon permanente les budgets
- analyser les écarts et déclencher les actions sur leurs causes.
- assister les ingénieurs de Contrats en leur fournissant toutes les informations nécessaires à la gestion des affaires.

Ce poste exige des qualités de rigueur et de précision, ainsi que le goût des responsabilités. Anglais nécessaire.

Poste à pourvoir immédiatement

Liste de travail : PARIS.

Envoyer lettre de candidature manuscrite C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 40128 M 37 rue de Ponthieu 75008 PARIS

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AMERICAIN MULTINATIONAL
(Siège PARIS), recherche

adjoint directeur financier

Pas moins de 28 ans.

Il s'agit d'un poste important pouvant conduire à de hautes fonctions. L'activité consiste à effectuer des missions d'assistance et d'organisation auprès du Groupe et des sociétés du Groupe.

L'expérience requise doit s'être déroulée dans une société importante à vocation internationale et doit concerner essentiellement l'aspect FINANCE ET GESTION INDUSTRIELLE.

Préférence sera donnée à candidats ayant une formation telle que : POLYTECHNIQUE, H.E.C., DROIT ET EQUIVALENT.

Anglais courant exigé. Bonnes notions d'espagnol souhaitées. Déplacements assez nombreux Europe et Amérique du Sud.

Très bon climat de travail.

Rémunération élevée - Intéressement dès la deuxième année.

Ecrire avec C.V., photo (retournée) et prétentions sous référence 449 M.

SODECI - Boite Postale 288-16 - 75766 PARIS CEDEX 16.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ LEVALLOIS (PRES METRO) recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR DE GESTION

— 1^{re} expérience de quelques années souhaitée.

— Bonne pratique du COBOL.

— Connaissance du matériel C.I.J. appréciée.

13^e mois - Self service

Nombreux avantages sociaux

Adresser C.V. et photo sous réf. 710 à : CRISTIAN DAUPHINE 41, av. de Friedland, Paris 8^e tr.

STE SPECIALISEE ANTIPOLLUTION INDUSTRIELLE recherche

INGÉNIEUR

ayant exp. électrotechnique et industries concernées

Env. C.V. et photo à n° 52.700 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er} q. tr.

METRO FRANCE

Nous sommes le plus important groupe français de « Cash and Carry »

Nous recherchons, dans le cadre de notre expansion,

un CHEF de GROUPE ACHATS

pour notre CENTRALE

Il sera responsable de l'achat et de la gestion de la centrale.

BAZAR, MAISON MEUBLE, LOISIRS

Ce poste de haut niveau nécessite des qualités d'animateur et de gestionnaire confirmées par une solide expérience acquise de préférence dans la grande distribution.

La connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand est souhaitable.

La rémunération sera fixée en fonction de l'expérience, des compétences et des aptitudes du candidat.

Les dossiers, C.V., photo et prétentions seront à adresser à : Monsieur le Directeur du Personnel, 102, avenue de Verdun, 92290 Villeneuve la Garenne.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

COFAP

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE OUEST DE PARIS

UN PROGRAMMEUR DE GESTION COBOL - PL 1

2 ou 3 ans d'expérience

UN PROGRAMMEUR SYSTEME I.U.T. INFORMATIQUE OU EQUIVALENT

1 à 2 ans d'expérience

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

1 à 2 ans d'expérience appréciée

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 53.426 à : CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

X armement PROMO 55-62

Société de renommée mondiale, appartenant à un des premiers groupes industriels français, nous vous proposons de poursuivre chez nous votre carrière vous conduisant à exercer, dans un avenir proche, des fonctions de Direction Générale.

Tant pour assurer avec succès votre intégration que pour répondre à une nécessité immédiate, nous vous confierons dans un premier temps la responsabilité de l'ensemble de nos unités de production (mécanique de moyenne série).

Ces unités, fortement autonomes, sont réparties sur l'ensemble du territoire. Les coordonnées, favorisant une synergie entre elles, amélioreront leur organisation dans une optique de rentabilité, telle sera votre première mission.

Il y a chez nous un fort esprit d'équipe et nous apprécions autant les qualités humaines que la compétence technique.

La connaissance de l'anglais sera appréciée. La résidence est à Paris mais des déplacements fréquents de courte durée seront évidemment nécessaires.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidats. Vous pouvez compter sur leur discrétion. Envoyez leur sous référence 101198/M.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Vincennes

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT MECANIQUE

(Leader de sa branche)
Lé à important groupe international recherche

UN DIRECTEUR D'USINE

(Usine 300 personnes province)
— Expérience du poste.
— Aptitude à résoudre les problèmes sociaux.
— Formation ingénieur.

DEUX INGÉNIEURS

Recommandés (Paris Nord)
GESTION PRODUCTION
— Gestion stocks et commandes.
— Développement système informatique.
— Réduction « en cours » respect délais.

MÉTHODES CENTRALES (à créer)

— Usinage et montage.
— Amélioration de productivité.
— Standards 2 temps.

POUR CES 3 POSTES:

Minimum 3 années expérience fonction. Possibilité développement de carrière. Anglais souhaité.

Adresser C.V. détaillé et photo sous n° 61.718 B à EDITIONS BLAU PUBLICITE 17, rue Lebel - 93400 VINCENNES - Qui transmet.

Nous sommes l'une des SSCI qui

comptent sur la place. L'un de nos clients (Paris-Sud), équipé d'un "gros" HB 6000, nous demande de lui détacher, pour deux ans au moins,

un ingénieur système

Dans cette première mission, vous assisterez le responsable de la cellule technique qui maintient, et surtout optimise, le système, garantissant la sécurité de la base de données gérée par IDS et implémente des logiciels permettant d'interroger et d'accéder, à cette base, en temps réel.

Vous êtes ingénieur et avez acquis en trois ans une solide expérience de la fonction système sur du matériel haut de gamme : HB 6000, bien sûr, mais nous nous n'écarterons pas les autres constructeurs. Nous vous offrons d'élargir vos responsabilités et compétences dans un centre à la pointe de la technique. Ecrivez à J. THILY ss réf. 3043 LM.

Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NICE - GENÈVE - BRUXELLES

LE PREMIER FABRICANT MONDIAL DE PÉRIPHÉRIQUES GRAPHIQUES

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

capable d'assumer de larges responsabilités
Expérience confirmée de la vente d'ordinateurs et de matériels périphériques.

• apte à négocier de nouveaux contrats et à gérer une clientèle existante;
• basé à PARIS, de courts déplacements en Province sont à prévoir;
• la connaissance de l'anglais et du milieu scientifique serait appréciée.

Salaires attractifs (fixe + commission)
Envoyer lettre manuscrite, currie, vitae, photo à :
LANG Informatique S.A.
26, r. Bergère, 75008 Paris, chargée de la sélection.

offres d'emploi

COORDONNATEUR (TRICE) COMPTABLE 45.000/65.000 F

Notre Société est spécialisée dans l'étude, la construction et la gestion des centres commerciaux. Dans le cadre de notre expansion, nous cherchons à consolider nos structures en mettant en place un responsable des problèmes comptables. En liaison et sous l'autorité d'un Expert-Comptable extérieur, vous serez en charge de toutes les données de la comptabilité générale. Cela concerne la tenue des différents journaux de banque, de caisse, ainsi que les livres fournisseurs et clients.

Vous aurez également la responsabilité de la paie et des problèmes administratifs afférents au personnel.

Vous êtes diplômé (ée) d'un CAP, BP ou BTS comptable, ou vous êtes autodidacte mais vous justifiez d'une expérience réussie dans une fonction similaire.

Le poste peut évoluer en fonction de vos capacités et nous mettrons tout en œuvre pour vous aider à réussir.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3166 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
8-8, RUE DE LA ROCHETTE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

olivetti

HBC, ESSEC, ESC ou Sciences Eco. votre expérience de 5 ans environ dans un service d'audit interne ou dans un cabinet agréé sera votre atout principal.

An sein de notre Service Audit, votre mission de contrôle général des services de la Société (France et Province) devra se prolonger par la mise en œuvre des solutions que vous proposerez.

Votre potentiel devrait vous permettre de progresser rapidement.

Votre dossier de candidature devra être adressé à Monsieur GIESSE, sous réf. K 07, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 81 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 PARIS.

GMV CONSEIL

COLLABORATEURS

de niveau supérieur pour accroître son équipe de Conseils en Organisation, Marketing et Gestion Humaine.

Les candidats devront avoir :
— un diplôme de Grande Ecole,
— une première expérience de l'entreprise, de préférence dans une responsabilité opérationnelle,
— une grande disponibilité (déplacements en province et séjours à l'étranger).

Il ne devra pas être âgé de plus de 30 ans. Intérêt intellectuel et formation au métier de Conseil assurés. Série pratique et qualité de contact exigées car nos missions sont réalisées en étroite collaboration avec nos clients.

Le recrutement commencera par une réunion d'information sur GMV Conseil par notre Président-Directeur Général, Jacques CHIRQUE.

Envoyer C.V. et photo récente à GMV Conseil, 15, av. d'Alsace, 75116 PARIS, sous réf. CL 7318.

Important Groupe Financier Quartier Etoile recherche

un comptable

DECS ou BTS, ayant plusieurs années d'expérience, si possible, dans le domaine de la gestion immobilière.

un comptable

DECS débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience dans un cabinet comptable. Il participera dans un premier temps, au sein d'une équipe, à la tenue de différents travaux de comptabilité générale.

Adresser C.V. sous réf. 420 à CARDEL, BP 916, 75761 Paris Cedex 16.

IMPORTANTE INDUSTRIE PAPIÈRE

ADJ. CHEF VENTES EXPORT

— Cadre niveau E.C.O., 25 ans minimum;
— chargé particulièrement relations avec agents et clients CEE;
— obligatoirement trilingue anglais, allemand écrit et parlé;
— solides connaissances fabrication et, si possible, transformation, papiers emballage et techniques;
— expérience clientèle industrielle;
— relations apprivoisées;
— base Paris, déplacements fréquents.

Adresser C.V. manuscrit et photo, sous le n° 82187 à : CONTRASSE Publ. 28, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

Nous sommes une société internationale de toute première importance et nous recherchons pour

PARIS et GRANDES VILLES de PROVINCE quelques jeunes

diplômés de l'université sciences économiques marketing - gestion

Hommes ou femmes parmi les plus brillants de leur génération, parce que les fonctions auxquelles nous les destinons requièrent des hommes d'une grande capacité de performance intellectuelle.

Les candidats auront en outre :
— un tempérament marqué d'homme d'action,
— le goût de l'autonomie,
— une grande curiosité d'esprit,
— l'absence de se mesurer à des objectifs de travail,
— la volonté de faire une carrière riche, intellectuellement et matériellement.

Si vous avez ce profil et si notre proposition vous intéresse, appelez le service INFORMATION-CARRIÈRE SVP 11-11, de 9 heures à 18 heures.

Si vous donnez personnellement toutes informations sur votre société et la fonction envisagée et si l'organisation nous convient, RM 6602 782 65 avenue de Wagram 75017 PARIS

GRUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL METTANT EN ŒUVRE MÉTHODES MODERNES DE GESTION - PARIS PROCHE BANLIEUE NORD-EST - RECHERCHE

ASSISTANT DE GESTION

IL COLLABORERA AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'UNE DIVISION

pour tous problèmes de gestion : prévisions, contrôle, tableaux de bord.
Ce poste peut convenir à candidat H.E.C., E.S.C. ou équivalent, débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience de gestion.
Situation intéressante et avenir pour candidat ayant qualités de rigueur et de contact. Connaissance de l'anglais indispensable.

Recevoir sous réf. 14 488 AM, 4, rue Massena 75016 Paris. Discrétion absolue.

etap

la filiale informatique d'un des premiers groupes industriels français équipée d'importantes configurations IBM 370 recherche pour Paris, deux :

chefs de projet

80 - 95.000 F.

Pour prendre en compte des projets informatiques importants, comportant : le dialogue avec les utilisateurs, la conception des systèmes, la mise au point des chaînes, le suivi d'exploitation.

Les hommes recherchés devront avoir un minimum de deux ans d'expérience de la conduite de projets informatiques et posséder un réel sens des contacts humains. Ils devront avoir une bonne connaissance de l'informatique de gestion (comptabilité - facturation - etc.) et si possible du télétravail.

Il leur est offert d'intéressantes possibilités d'évolution à l'intérieur d'un grand groupe connu pour son dynamisme.

Adresser C.V. détaillé + photo + saisière, scellée, sous référence 15594.

SEXTANT/DPA
182, Avenue Charles-de-Gaulle
92280 Neuilly-sur-Seine
qui transmettra

FINALE FRANÇAISE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALLEMANDE DE STRATÉGIES

recherche
JEUNE ATTACHÉ COMMERCIAL
— résident à PARIS ou région;
— pour visiter clientèle, Paris et région, négocier, spécialiser, fabriquer et prescrire;
— rémunération motivante + frais payés.

Adresser lettre manuscrite + cur. vitae détaillé, photo et présentations à :
DUOPAL - FRANCE, S.P.A.
5170 SAINT-BRICE-COURELLES.

SOCIÉTÉ EN EXPANSION

SPECIALISÉE DANS L'EXTRACTION ET LE TRAITEMENT DE MINÉRAUX

UN INGÉNIEUR

ARTS ET MÉTIERS ou ÉQUIVALENT 25 ans minimum

POUR :
• études et contrôles installations;
• élaboration et mise en œuvre de nouveaux procédés.
Compétences allemand, anglais, souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature : 80 km NORD de PARIS.
Env. C.V. manuscrit et photo (nat.), prêt à : SVERKER, B.P. 208 - 75431 PARIS CEDEX 10, sous le n° 805/M.

STAD et GSIE/CFRO

11, rue de la Vierge, 75015 PARIS
FILIALES DU GROUPE GSI

PARO MACHINES :
— un 1108 UNIVAC;
— un 360/65 IBM;
— un 370/148 IBM;
— terminaux.

RECRUTEMENT :

— 2 INGÉNIEURS SYSTÈME
— connaissance OS IBM et/ou UNIVAC et bonne pratique de RASP.

— 2 INGÉNIEURS
— connaissance temps réel;
— pratique CICS et IMS ou TASK MASTER et TOTAL sousté.

— 2 INGÉNIEURS
— pour le service assistance clients.
— bonne connaissance des langages évolués et des systèmes d'exploitation.

Adresser C.V. détaillé et présentations à Mme BARSIL.

l'analyse numérique d'échangeurs de chaleur

Spécialisés dans l'ingénierie et la construction de centrales nucléaires, nous créons au sein de notre département chargé de la conception des gros échangeurs, un poste d'ingénieur thermicien-hydraulicien, spécialisé dans les applications informatiques scientifiques.

Sa mission consistera à assurer la mise au point de programmes de calcul pour l'analyse thermique et hydraulique en régime permanent, semi-permanent ou transitoire. De plus, elle l'invitera à réaliser des programmes de recherche et développement.

Ce poste s'adresse soit à un ingénieur grande école, soit à un universitaire ayant cinq à dix années d'expérience industrielle qui s'est orienté vers les phénomènes physiques des échanges thermiques et des écoulements.

Recevoir Monsieur QUERRE 7, rue G. Agutte 75018 Paris, qui transmettra.

INDUSTRIE BIENS D'EQUIPEMENT

Paris Nord-Ouest références 1^{er} ordre, recherche :

INGÉNIEUR

CHEF DE PRODUCTION

(A.M. ou équivalent) désirant s'affirmer

FONCTIONS :
— gestion totale d'une unité de 400 personnes (H.Q. et Techniciens);
— responsabilités : coordination et orientation

BUREAU D'ÉTUDES

Méthodes - préparation, gestion personnel
Expérience INDISPENSABLE dans industrie outillage machines spéciales ou machines-outils avec usinages.

Adresser C.V. détaillé, photo et prêt, sous le n° 58.281, CONTRASSE Publ. 28, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

spécialiste relations publiques

BASE PARIS

eps europe presse service
l'une des activités du Groupe Bernard Krief, spécialisée dans le cadre de son développement SPÉCIALISÉ RELATIONS PUBLIQUES.

Il devra apporter la preuve de sa réussite dans le domaine des politiques de communication au cours d'une expérience qui ne pourra être inférieure à 5 années.

Sa mission : dans le cadre d'une équipe jeune et performante consistera à prendre la responsabilité, tant au niveau de l'organisation que de la gestion, des campagnes Presse et Relations Publiques qui lui seront confiées.

Des aptitudes aux négociations commerciales seront très appréciées. Adresser lettre manuscrite indiquant présentations, C.V. détaillé, photo sous réf. 118/M (réponse et discrétion assurées) au

Groupe Opéra Sélection
8, RUE DE LA MICHODIÈRE - 75002 PARIS

SPÉCIALISTE EN FORMATION

BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS/
HOLLANDAIS/ALLEMAND/SCANDINAVE

• Si vous avez une expérience en formation, ou dans l'enseignement ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe.

• Nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.

• Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation : comportement, le management, la supervision, et les aptitudes spécifiques des employés.

• Le salaire évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront la possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.

• Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.

Adresser currie, vitae, expériences et recommandations en Anglais, sous le n° 4.541, à : SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92801 PUTREAUX, qui transmet.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

comptable

de formation supérieure (DECS...) mais pas un rond de cuir.
Le Directeur du Stadium (Paris 13e) vous propose de devenir le gestionnaire de ce **CENTRE DE LOISIRS** (restaurant, bars, sports, jeux).
Vous participerez à la conception des outils de gestion et les metrez en œuvre. Vous assurerez le contrôle des achats, la comptabilité, le trésorerie et le contrôle de gestion.
L'expérience d'un poste semblable (hôtel, village de vacances) est nécessaire pour occuper cette fonction.
Rémunération : 80.000 F.
Adresser votre dossier de candidature à Philippe 75640 PARIS Cedex 13

IMPORTANT LABORATOIRE région Sud de PARIS recrute :

- **UN JEUNE INGÉNIEUR PHYSICIEN** pour mener des études dans le domaine de la combustion
 - **UN TECHNICIEN PHYSICIEN** pour essais de mesures physiques (B.T.S. ou équivalent)
 - **UN AGENT DE MAÎTRISE MÉCANICIEN** pour mise au point d'épreuves de sécurité.
- Ecrire avec C.V. et prétentions, n° 33.361, Contesse, Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

FOUGEROLLE

offre à candidats de valeur désireux de s'exprimer et de s'épanouir dans un groupe de dimension internationale, les postes de :

DIRECTEURS TRAVAUX

Ces collaborateurs seront totalement responsables de la gestion technique et administrative de chantiers importants (100 millions environ) situés à PARIS.
Formation Ingénieur ou autodidacte pouvant justifier d'une expérience de gros chantiers de plusieurs années.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions ss réf. 154 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

ATTACHÉ COMMERCIAL (HOMME ou FEMME)

Vous êtes :
— Professionnel de la Vente ou Jeune Diplômé de l'enseignement supérieur.
Quel que soit votre profil, vous avez des idées très précises sur la Vente.

NOUS AUSSI

- Si nos points de vue se rejoignent, nous vous offrons :
- Une formation solide ;
 - Une rémunération élevée dès le départ ;
 - Une possibilité d'évolution de Carrière dans une société en pleine expansion.

Des postes sont à pourvoir à Paris, Nancy, Metz, Mulhouse, Rennes, Caen, Tours, Orléans, Poitiers, Lille, Dunkerque, Bourges, Evreux, région Rhône-Alpes, Rouen.

Ecrivez-nous sous réf. V. 58 à Catherine RICAUME, Service Recrutement, B.P. 63, 92000 AULNAY-SOUS-BOIS.

RANK XEROX

laboratoire pharmaceutique français recrute

assistant de direction générale

Le candidat, diplômé d'une grande Ecole commerciale ou de gestion devra avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans. Il sera chargé d'études à la demande de caractère varié, à dominante financière et économique.
Fonction susceptible à terme de déboucher à un poste de Cadre supérieur.
Ecrire lettre manuscrite avec C.V. à n° 52.772 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE DIMENSION NATIONALE

recherche en vue de renforcer plusieurs de ses agences situées dans la **RÉGION PARISIENNE** :
— AULNAY-SOUS-BOIS (93) — EIS-ORANGIS (91)
qu'en PROVINCE :
— BORDEAUX — CLERMONT-FERRAND
DES SPÉCIALISTES DE LA GESTION IMMOBILIÈRE
Le candidat titulaire d'un diplôme de formation juridique (du type I.C.H. ou I.A.E.) et une expérience confirmée des problèmes de la copropriété et de la gestion immobilière agencée au sein d'un cabinet d'administration de biens ou d'une société immobilière.
Plusieurs de ces postes peuvent déboucher très rapidement pour leurs titulaires vers la direction effective de ces unités.
Adresser C.V. détaillé et prétentions en précisant le lieu de travail souhaité, au n° 52.784 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

production control analyst

recherché par OCEANIC pour le contrôle de production de ses trois unités.
● Il dépend directement du Production Control Manager.
● Il assure mise en place, suivi et maintenance du système de contrôle.
● Il coordonne l'exploitation du système automatisé.
Le candidat :
● a une formation de base informatique (connaissance nécessaire du G.A.P.-IBM).
● double d'une formation contrôle de production.
Se présenter ou écrire avec C.V. ou résumé de carrière à Mme LE MAY, Service du Personnel, 97, avenue de Varden 93230 Rosny-sous-Bois (Téléphoner au 84.34.43 pour rendez-vous)

IMPORTANT SOCIÉTÉ BANQUE OUEST recherche pour sa

Direction du Personnel

Responsable Service Gestion (PERSONNEL MENSUEL ET CADRES)

Il animer une équipe jeune et sera chargé de veiller l'application des procédures en vigueur — tenue de dossiers, caisses de retraite, mouvement de personnel, etc. — appliquées dans le cadre des conventions Métallurgie et Bâtiment.
Il se verra également confier des travaux d'études et de statistiques.
Une expérience similaire est indispensable ainsi qu'une bonne pratique de la législation du travail.
Les candidatures indiquant prétentions de salaire et expériences sont à adresser à n° 5.573 - COVAP, 48, rue de Choiseul, 75019 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE REGION PARISIENNE SUD recrute

UN INGÉNIEUR ou CHERCHEUR DE HAUT NIVEAU EN MÉCANIQUE APPROFONDIE

pour caractérisation expérimentale du comportement et de la rupture de matériaux plastiques.

UN INGÉNIEUR-MÉCANICIEN pour calcul de structures sur ordinateur

Ecr. avec C.V. et prétentions sous la réf. 8.886 à F. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75001 Paris Cedex 02, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recrute

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS en commutation téléphonique

POUR DÉVELOPPEMENT :
— logiciel
— d'un autocommutateur public électronique de nouvelle génération.
Lieu de travail : région parisienne.
Adr. C.V. sous réf. 208 à CREATIONS DAUPHINE, 41, avenue de Friedland, 75008 Paris, qui transmet.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS filiale d'un groupe important recrute

4 DÉLÉGUÉS MÉDICAUX

SECTEURS :
● Champagne-Ardenne
● Flandre
● Bourgogne
● Région parisienne
RESIDENCES (souhaitées) :
● REIMS
● AMIENS
● DIJON
● PARIS

Il faut posséder le sens de l'efficacité et le goût de convaincre. Être titulaire du baccalauréat. Expériences (réussies) appréciées mais non indispensables. Stage de formation rémunéré.
Adresser C.V. et photo (retournée) à : FREMO 6, 114, av. Général-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

offres d'emploi

Importante Société commercialisant une gamme très complète de produits de quincaillerie et bricolage, crée le poste de

directeur des ventes

Manager de ce département, il a une solide expérience de la grande distribution moderne et l'entière responsabilité de :
● l'élaboration des budgets,
● l'animation de l'équipe de vente,
● la préparation des plans de marketing.
Anglais indispensable.
Peu importe les diplômes, les candidats intéressés devront prouver leur efficacité dans les critères énoncés.
Rémunération : 100.000 F/an. Voiture de fonction.
Veuillez écrire avec CV détaillé, en indiquant la référence n° 10.498 sous l'enveloppe, à **INTERCARRIÈRES**, 5, rue du Helder 75009 Paris.

Centre d'Etude et d'Assistance pour l'Organisation Humaine des Entreprises

recherche un

Directeur du Personnel

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES 32 ans minimum
pour : — Assister les Directions Générales dans la définition et la mise en œuvre des POLITIQUES DE GESTION ET D'ANIMATION DES MEMBRES DE L'ENTREPRISE.
— Contribuer à l'élaboration de nouvelles méthodes permettant de faire progresser la fonction Personnel.
Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 605 M à **CENTOR**, 13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 Paris.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE en pleine expansion

recherche pour son Service Trésorerie

TECHNICO-COMMERCIALE

— Femme 35 ans minimum.
— Personnalité affirmée.
— Tempérament de gagnante.
— Expérience ou aptitude à la vente de services.
— Stabilité de l'emploi.
— Libre rapidement.
— Situation intéressante bien rémunérée. (Fisc + Intéressement).
Adresser lettre manuscrite et C.V. à : M. BALLU, 23, rue Jean-Baptiste-Corot, ANDILLY, 9380 MARGENCY.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

recherche pour son Service Trésorerie

libre très rapidement

COMPTABLE 2^e ÉCHELON

capable de prendre en charge avec l'aide d'une secrétaire et d'une Mécanographe la gestion des règlements aux fournisseurs et le suivi de la Trésorerie.

SECRÉTAIRE

capable d'assurer la confection des instruments de paiement (chèques, virements, effets, lettres d'accompagnement).
Une expérience et le goût des contacts humains seraient vivement appréciés.
Ecrire avec C.V. ou téléphoner à M. CITRAREL, OCEFI, 188, r. de Grenelle, 75007 Paris, 555-91-70.

IMPORTANT ENTREPRISE DE T.P. recherche pour son

SERVICE MARCHÉS

ou siège (Quartier La Défense)

Diplômé Etudes Supérieures Droit

(Homme ou Femme)
— Spécialités : Droit Commercial et Droit Administratif ;
— Anglais parlé et écrit (+ deuxième langue si possible) ;
— Mémoire déboulant (e).
Adresser cur. vitae et prétentions ss n° 52.676, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Nous fabriquons DES SYSTÈMES DE GESTION MULTICARTES et nous recherchons POUR PARIS des

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Nous disposons de solides équipes logiciennes et matérielles.
Si vous avez :
— Un fichier, la confiance de vos clients
VOUS NOUS INTÉRESSEZ
Vous vous jugerez vous-mêmes. Nous ne vous proposons pas de fixe, mais de TRÈS IMPORTANTES COMMISSIONS.
Adresser-nous votre cur. vitae à M.J.P., 30, av. Division-Leclerc, 78210 ST-CYR-L'ÉCOLE ou téléphones pour rendez-vous : 045-15-44.

BANQUE PRIVÉE (proche Etoile) recherche pour son Service CONTENTIEUX

REDACTEUR confirmé

● D.E.S. ou Licence Droit privé
● Expérience contentieux bancaire de 3 ans.
Pourra ultérieurement évoluer vers activité crédits et poste d'encadrement d'agences.
Adresser curriculum-vitae + photo sous référence 13.690 à **A.N.P.M.**, 100 av. Ch. de Gaulle, 92022 NEUILLY.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE recherche, libres très rapidement

DES COMPTABLES

niveau préparation du D.E.C.S.
Au sein du Service Comptable et en liaison étroite avec le responsable du programme, le candidat devra être capable de prendre en charge la totalité de la tenue de comptabilité d'opérations de construction notamment sous forme de Sociétés Civiles.
Une expérience similaire serait vivement appréciée.
Ecrire avec C.V. ou téléph. à J. STBLER - OCEFI, 188, rue de Grenelle, 75007 Paris. — 555-91-70.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL recherche

pour poste CHIEF DU SERVICE FISCAL ET DES FENES

COLLABORATEUR

35 ans minimum, E.S. (lic. en DROIT, SCIENCES POLITIQUES).
Praticien de la fiscalité et susceptible d'assimiler rapidement la réglementation des prix.
Ecrire n° T. 088.466 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

ERIE ELECTRONIQUE S.A. recherche

CADRES

TECHNICO-COMMERCIAUX

pour vente composants actifs et passifs domaines profonds. Expérience vaste connaissance électronique, semi-conducteurs et membranes. Disponibles rapidement. Bonnes notions anglaises exigées. Voiture fournie. 19^e mod.
Adr. C.V. et prétentions à AGISGROUP (n° 1.070), 70, rue de Paris, 92100 BOULOGNE, qui transmet.

IMPT ORGANISME DE RECHERCHE en GÉNIE CIVIL PORTE DE VERSAILLES recrute

UN INGÉNIEUR-ACOUSTICIEN CONFIRMÉ

Expérience en acoustique de bâtiment et bruits routiers aéroportuaires, ainsi que qualités d'organisation et goût des contacts humains.
Ses fonctions seront décennées dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, après 3 années d'exercice dans la région parisienne.
Poste stable. Salaire important. Cantine. Avants, sociaux.
Ecr. av. C.V. et prétentions, à n° 52.438 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPT SOCIÉTÉ recherche

1 PROJETEUR EN VRD EXPÉRIMENTÉ

R.E.T. tous corps d'état.
— 5 ans de pratique minimum ;
— Références antérieures en entreprises étrangères ;
— Connaissance de l'anglais ;
— Déplacement Outre-Mer possibles.
NATIONALITE FRANÇAISE EXIGÉE
Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à n° 52.438 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

STE INFORMATIQUE recherche pour Paris - Province - Étranger

INGÉNIEURS-TECHNICO-COMMERCIAUX

ANALYSTES-CHIEFS DE PROJETS

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

MATÉRIELS : I.S.M. - HONEYWELL-BULL - BURROUGHS
Env. C.V., photo, prêt, sous le n° 61.821 B, Biev, 17, r. Labot, 92030 Vincennes Discretion assurée

CABINET BREVETS D'INVENTIONS offre

situation intéressante à

INGÉNIEUR MÉCANIQUE

— Avant expérience propriété industrielle, rédaction brevets.
— Connaissance anglais, allemand.
— Conscience assurée, raisonnable, impartiale.
Ecr. O.P.G. Conseil, n° 2.262, 44, r. de Lille, 75009 PARIS

1502

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS

C.G.T. et C.F.D.T. cherchent à « donner un plus grand élan aux luttes revendicatives »

Les dirigeants confédéraux de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui se sont rencontrés mardi 20 avril, pour la troisième fois depuis le début du mois, ont annoncé de nouvelles initiatives : après la journée du 30 avril, qui doit être marquée par des rassemblements dans les entreprises et les manifestations prévues le 1^{er} mai, les deux centrales appellent à une journée nationale d'action sur la sécurité du travail, le 6 mai, et à des grèves dans tout le pays, le 13 mai.

La première de ces deux manifestations, celle du 6 mai, interviendra à quelques jours de la discussion au Parlement du projet de loi de M. Durand sur la sécurité du travail. Les deux confédérations estiment que ce projet risque d'aggraver la situation, dans la mesure où il vise à « adoucir » la responsabilité pénale des patrons-chefs d'entreprise » et à « renvoyer sur les travailleurs exposés aux dangers la responsabilité des accidents ou la non-application des mesures [de sécurité] ». Dans la ligne des conclusions du colloque qu'elles ont organisé fin janvier à Grenoble avec le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France, la C.G.T. et la C.F.D.T. dénoncent comme fautive des accidents « les contraintes et la charge de travail qu'imposent la conception et l'organisation capitaliste du travail, les bas salaires et les salaires au rendement, les effectifs insuffisants et le développement du travail temporaire, la durée et les cadences du travail, le travail posté, l'insuffisance voire le non respect des règles d'hygiène et de sécurité, dus notamment aux incompatibilités entre certaines de ces

règles et les exigences patronales en matière de production ». Au cours de la journée du 6 mai « les travailleurs discuteront et préciseront leurs revendications sur les lieux du travail et dans les formes adaptées par les fédérations aux différents secteurs professionnels. Cette action sur les lieux du travail s'accompagnera d'initiatives fédérales, régionales, départementales et locales en direction des chambres patronales, des parlementaires et des pouvoirs publics ».

La journée du 13 mai sera marquée, déclarent la C.G.T. et la C.F.D.T., par « la grève, des arrêts de travail et des manifestations dans tout le pays sur la base des objectifs revendicatifs qui font l'objet des luttes actuelles ». Les fédérations et les syndicats à la base arrêteront les modalités de l'action, mais on s'attend à des grèves de vingt-quatre heures dans de nombreux secteurs.

Interrogés à l'issue de leur rencontre de mardi, MM. Krasucki

(C.G.T.) et Maire (C.F.D.T.) ont expliqué leurs initiatives par leur volonté de « rassembler et de donner un plus grand élan aux luttes revendicatives actuelles » qui ont « pour point commun de se heurter à l'intransigeance patronale et au refus de réelles négociations ».

Cette démarche de rencontres et d'initiatives des dirigeants des deux confédérations ne vise-t-elle pas aussi à surmonter les rivalités de plus en plus vives à la base entre les militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ? Que ce soit à l'E.G.F., où la C.G.T. n'a pas pu rallier la C.F.D.T. aux grèves tournantes qu'elle avait décidées pour les 27, 28 et 29 avril, que ce soit dans des conflits comme ceux Dupont-Gillette à Paverges (Haute-Savoie) ou chez les dockers du port de Dunkerque, où les cégétistes se sont opposés à la C.F.D.T., l'unité d'action tant préchée au plan confédéral est ouvertement battue en brèche. — J.-M. D.

MONNAIES ET CHANGES

La Suisse limite l'importation des billets de banque

Le Conseil fédéral (gouvernement) helvétique a décidé de limiter les importations de billets de banque en Suisse à 20 000 francs suisses par personne et par trimestre, soit 60 000 francs suisses par an, annonce un communiqué diffusé par la chancellerie fédérale. Cette mesure est destinée à limiter les entrées de capitaux de plus en plus massives en Suisse.

Le communiqué rappelle que « les transactions commerciales et financières avec l'étranger se réalisent généralement par d'autres moyens que la remise de billets de banque ». Il précise que « seule cette dernière est touchée par l'ordonnance ».

Les contrevenants, précise le communiqué, pourront être punis de peines de trois mois de prison et d'amendes de 100 000 F suisses au maximum, tandis que les billets importés illégalement seront confisqués.

On ignore encore, faute de directives d'application, comment la mesure pourra être respectée. Il est d'ailleurs déjà certain qu'un contrôle sera exercé à tous les postes de douane par les gardes frontalières, qui demanderont aux personnes pénétrant en Suisse de déclarer leurs billets, comme leur alcool ou leur tabac. Mais on ne

sait encore comment les banques seront astreintes à respecter les nouvelles décisions.

Il est possible que les autorités monétaires helvétiques aient agi à la demande du gouvernement italien. Mais les porteurs de valises pleines de billets franchissant la frontière suisse ne sont pas seulement italiens. Parmi eux se trouvent aussi des Espagnols, des Portugais et des Français. On peut se demander, toutefois, si la mesure sera efficace pour empêcher les « versements ponctuels » dans les banques de Genève, de Zurich ou de Bâle, effectués par des intermédiaires spécialisés dans ce genre de trafic.

Cependant, fait-on remarquer à Berne, l'importation en Suisse de fortes quantités de devises en billets de banque avait permis à la spéculation de tourner le fameux « intérêt négatif » de 10 % imposé sur les capitaux étrangers. Il suffirait de changer ses billets contre des billets suisses, de louer un coffre dans une banque et de les y déposer. Les seuls d'ailleurs à payer étaient la location du coffre (30 F suisses par an), tandis que la valeur relative des billets ainsi conservés augmentait chaque année, grâce à la progression du franc suisse vis-à-vis des autres devises.

CONJONCTURE

L'inflation et les communistes

(Suite de la première page.)

Nos bons esprits européens, en effet, eussent pu, en restant fermes et unis sur leurs convictions, faire triompher, au bénéfice de l'Occident et du mode démocratique, les exigences de la discipline monétaire internationale.

Notre responsabilité, à nous autres Français, n'est pas davantage déguisée, tant s'en faut. Depuis six ans au moins, nous avons l'exemple allemand et l'exemple anglais. Nous qui savons par de dures épreuves que l'un des premiers problèmes de l'Europe, c'est le risque de déséquilibre de puissance entre l'Allemagne et la France, nous avons laissé la force économique de l'Allemagne reprendre de l'avance alors que le « miracle français » des années 60 à 70 avait commencé à équilibrer le « miracle allemand » des dix années précédentes.

La situation présente, après trop de temps perdu, est difficile, mais n'est pas désespérée.

Elle est difficile car l'inflation trahit la reprise, mine l'action de l'Etat, aggrave les tensions sociales et en crée de nouvelles. Née de l'indiscipline économique, l'inflation provoque l'indiscipline civile. Née d'une montée puissante d'aspirations individuelles et collectives, l'inflation atteint en leur racine les exigences profondes des individus et des nations. Après plusieurs années d'inflation, il ne suffit pas d'en freiner les causes, pas plus qu'il ne suffit d'empêcher un alcoolique de continuer à boire. Le retour à la santé impose une rééducation. Le salut public exige une politique globale : cette politique globale est même la définition du salut public.

Mais il y a une clef. Cette clef, on la nomme il y a quelques années : politique des revenus. On peut changer le terme, mais il faut comprendre la réalité. On ne peut distribuer plus qu'on ne produit et plus qu'on n'espère produire dans les années à venir. Il faut comme distribuer moins, compte tenu des investissements et des équipements collectifs. Et si la production coûte trop, on est condamné à moins répartir. Voilà qui exige une action sur l'ensemble des dépenses publiques et des rémunérations.

Avant d'en venir aux décisions que l'on sait, le président du conseil italien avait reçu le chef du parti communiste de son pays. Si l'on croit les dépêches de presse, le dialogue tourna autour de la question suivante : à quelles

conditions le parti communiste, sans participer au pouvoir, peut-il intervenir pour modérer les revendications salariales ? Les semaines suivantes ont apporté la réponse. A première vue, on voit mal comment le parti communiste peut prendre durablement une attitude de rigueur sans participer à la direction des affaires.

Le problème, en France, se pose en termes analogues. Le parti communiste, dans l'opposition, alimente et encourage la revendication. C'est pourquoi il paraît difficile, pour cette seule raison, que le parti socialiste prenne des responsabilités gouvernementales sans s'associer étroitement au parti communiste, dont la présence à ses côtés lui est nécessaire afin d'assurer l'activité économique avec la moindre inflation possible, c'est-à-dire avec une politique des revenus. Plus la sur-inflation est un danger d'incendie, plus le parti communiste, dans l'opposition, a intérêt à souffler sur la flamme, plus ses partenaires politiques auront besoin de lui pour partager avec eux la tâche d'éteindre le feu. Et les communistes feront appel au salut de la République pour justifier leur action.

C'est bien ce qui fait la première responsabilité de l'actuelle majorité. On peut gouverner le centre. Tous les gouvernements le font. Mais on ne gouverne pas par le centre. C'est par les ailes qu'on gouverne, entendant par là, on ne commande, on ne décide, on n'impose qu'en disposant de la manière la plus cohérente qui soit d'un ensemble susceptible de former une majorité solide, parlementaire sans doute, mais surtout populaire. Le centre n'est jamais qu'un appoint. Les temps apparemment faciles dissimulent cette vérité. Les temps difficiles la mettent en pleine lumière.

Inutile Cassandra, disait Chateaubriand de lui-même, en évoquant les trônes dont il avait prévu la ruine. On peut être une inutile Cassandra sans avoir le génie de Chateaubriand. C'est pourquoi l'évoque le régime dont on peut prédire la ruine, à ceux qui en ont la responsabilité ne font pas comprendre au peuple de France que l'heure est venue de l'effort, en même temps que de la justice qui accompagne et éclaire cet effort. Ce peuple, grâce à qui chacun d'entre nous est ce qu'il est, c'est-à-dire un homme libre, une femme libre, attend, dans sa grande majorité, droite et gauche confondues, à la fois vérité et

discipline. Si la vérité ne lui est pas dite, si la discipline ne lui est pas dictée par la majorité présente, le peuple ira chercher ailleurs cette vérité et cette discipline. Or, la première vérité est la lutte contre l'inflation et la première discipline est une juste et intelligente politique des revenus avec son complément une juste et intelligente politique financière. Ces politiques passeront plus lourdes quand ce ne sera pas l'actuelle majorité qui les imposera.

Ah ! chers et malheureux Européens, ce n'est pas l'Europe qui lutte contre l'inflation. C'est par la lutte contre l'inflation que se fera l'Europe. Ce n'est pas en cédant à l'égoïsme monétaire américain que l'on sauvera l'Occident. C'est en s'élevant contre cet égoïsme que l'Occident peut garder ses chances, et avec lui la démocratie. Quelle influence pourrait avoir une France qui donnerait le bon exemple de la fermeté financière, condition première de la généralité ?

Lecteurs, croyez-moi ! un processus est en marche où l'inflation continue et excessive joue un rôle déterminant. L'arrêter suppose une prise de conscience, non seulement de l'Union, mais des moyens, lesquels exigent une forte autorité de l'Etat reposant comme toujours en pareil cas sur une conception élevée du destin national. Dans la compétition sans merci qui est la première loi des rapports entre les peuples, c'est l'avenir de la patrie, donc de nos libertés, qui est en cause. Et nous avons aussi notre part de responsabilité dans le destin de l'Occident dont l'anarchie monétaire accroît les risques de décadence.

Voilà qui justifie des propos fermes et des écrits clairs. Voilà qui justifierait une grande ambition de gouvernement.

MICHEL DEBRÉ.

● EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, les investissements directs effectués par des firmes étrangères ont, pour la première fois, diminué en 1975, s'établissant à 2,5 milliards de Deutschmarks, contre 4,5 milliards en 1974. En revanche, les investissements allemands à l'étranger ont augmenté de 700 millions, pour atteindre 5,2 milliards de Deutschmarks. — (Agoft.)

AGRICULTURE

« La communauté européenne doit s'affirmer comme un exportateur permanent » estime la commission du VII^e Plan

La commission de l'agriculture et de l'alimentation du VII^e Plan « a été résolument pour le développement de l'ensemble agro-alimentaire, qui peut seul répondre aux contraintes qui découlent de la situation actuelle et permettre à la France de profiter pleinement de ses possibilités dans ce domaine ». Cette option, qui devrait présenter, ce mercredi 21 avril, M. Jacques Lallemand, directeur général de la Caisse nationale de crédit agricole, qui a présidé cette commission, « intégrée » pour la première fois les problèmes de l'agriculture et de l'industrie alimentaire, est dépourvue de tout objectif chiffré.

Les auteurs du rapport se sont contentés de poser un principe : le développement de la production — et de définir les orientations pour y parvenir. En simplifiant, elles sont au nombre de cinq :

● **Atteindre et maintenir la production et les marchés.** — La commission constate que la politique des prix agricoles a abouti, notamment en ce qui concerne les productions animales, à une simplification des cycles de production. Aussi le rapport note que la politique des prix agricoles devrait être désormais conçue comme un instrument de régulation à moyen terme, grâce à une dissociation entre marché intérieur et marché extérieur de la C.E.E. La commission préconise que la régulation de la production et des marchés s'opère grâce à une politique d'équipement et de stockage qui s'appuierait sur les organisations professionnelles et interprofessionnelles.

● **Une pénétration durable des marchés extérieurs.** — Le rapport constate que le solde des échanges agricoles reste très fluctuant. Aussi le rapport estime-t-il qu'il faut conquérir de nouveaux marchés par une adaptation de la politique européenne commune qui doit permettre à la C.E.E. de s'affirmer comme un exportateur permanent.

● **Le renforcement de l'appareil de production.** — La commission envisage la poursuite de la concentration de l'appareil de

production. Le rapport demande notamment que soit encouragée l'installation des jeunes agriculteurs, grâce à une politique d'aide directe et à un financement par les co-agriculteurs du capital foncier. En outre, le rapport souhaite une attribution plus sélective des prêts bonifiés et une modulation des taux de bonification pendant la durée du prêt. Les interventions de l'Etat devraient, en outre, être concentrées sur les actions d'amélioration de l'état sanitaire du cheptel, le développement des ressources nationales en protéines, l'amélioration qualitative du vignoble de table, le développement de la recherche agronomique. Enfin, la commission pense qu'il faut renforcer l'organisation économique des producteurs.

● **L'amélioration de la qualité des produits.** — La commission souhaite que la politique des prix soit adaptée à cette orientation et que les moyens de contrôle soient renforcés.

● **La réduction des inégalités internes.** — Une meilleure affectation des terres libérées pourrait y contribuer. Toutefois, la commission pense qu'il sera nécessaire de faire en sorte que les mesures, telles que les aides aux régions défavorisées ou les primes exceptionnelles, soient modulées en fonction des ressources réelles des bénéficiaires. Des mesures spécifiques pourraient être également envisagées en faveur de certains producteurs qui ne sont pas suffisamment rémunérés par les prix. Enfin, les efforts entrepris pour assouvir la demande et les conditions sociales sur une meilleure prise en compte des revenus réels devraient être poursuivis.

Ces orientations recoupent très largement les revendications formulées par les principales organisations agricoles. Toutefois, le MODAP (Mouvement des exploitants familiaux), la F.A. (Fédération de l'agriculture), les Paysans-Travailleurs, qui ont des options sociales et économiques sensiblement différentes, n'ont pas participé aux travaux de la commission. — A.G.

AU DEPART DE ROISSY

Des prix charter sur vols réguliers Air France.

ETATS-UNIS: 1750 F.
CANADA: 1700 F.

Jusqu'à 50 % d'économie.

Ce sont les nouveaux tarifs Apex* de printemps aller-retour sur vols réguliers 707 et 747. Voici quelques exemples de prix pour les Etats-Unis : Boston 1750 F, New York 1775 F, Washington 1955 F, Chicago 2050 F ; ou bien pour le Canada : Montréal 1700 F. Supplément pour les traversées effectuées du 1^{er} Juillet au 30 Septembre et légère majoration (77 F par sens) pour les vols du week-end.

Les avantages.

Vous partez à la date de votre choix. Vous voyagez sur vols réguliers. Vous bénéficiez ainsi du service complet Air France. Si vous voulez avancer la date de votre retour, vous pouvez reporter la valeur de votre billet sur un tarif régulier, ce qui est impossible avec une compagnie charter.

Les conditions.

Les tarifs Apex sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours. Pour en bénéficier, vous devez acheter votre billet deux mois avant la date du départ. En cas d'annulation, il vous sera retenu environ 10 % (maximum) du prix du voyage.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de voyages agréé ou à Air France (561.535.5150).

AIR FRANCE

Sentir le monde plus proche.

* Ces tarifs sont publiés sous réserve d'homologation gouvernementale.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LA TAXATION DES PLUS-VALUES

L'analyse du projet de loi

L'idée générale qui régit le projet gouvernemental de taxation des plus-values est de moderniser un système fiscal encore assez disparate, et de le compléter en élargissant les bases de l'impôt sur le revenu. L'impôt est payé par les travailleurs sur leurs salaires, par les épargnants sur le produit de leur épargne, par les chefs de petites entreprises sur le revenu mixte de leur activité personnelle et de leur affaire : pourqu'il, fait remarquer M. Jean-Pierre Fourcade, les plus-values susceptibles de constituer un revenu supplémentaire y échappent-elles ? Ces dernières se sont multipliées depuis vingt ans avec l'ex-

plosion de l'immobilier, l'urbanisation galopante, la spéculation sur les terrains et une inflation accélérée. Dans un « essai de justice », il a paru indispensable de faire participer leurs bénéficiaires au financement des charges collectives. Le problème n'est pas neuf. Dès 1963, les terrains à bâtir et certains immeubles sont entrés dans le champ de la fiscalité sur les plus-values. Les sociétés sont déjà taxées sur la cession de leurs actifs à court et long terme. Restait à généraliser le système, en y intégrant les valeurs mobilières et les objets précieux, dans le cadre d'une taxation généralisée.

retrouvé, rétroactivement, dès la onzième année de détention.

LE EN CE QUI CONCERNE LES PROPRIÉTÉS BÂTIES, le nouveau régime est beaucoup plus restrictif que l'ancien puisqu'il prévoit, d'une part, une première période de deux ans pendant laquelle aucune majoration du prix d'achat pour érosion monétaire ne sera admise, en sus des dix ans à régime spécial, et, d'autre part, une taxation au-delà de dix ans, alors qu'il n'y en avait aucune antérieurement.

Sont maintenues les majorations des prix d'origine pour frais d'acquisition à titre onéreux, que le

cembre 1963), qui instituaient un régime spécial d'imposition, est décliné ci-dessous. L'assimilation de taxation lorsque la plus-value ne dépassait pas 10 000 F et la décade applicable lorsqu'elle était comprise entre 10 000 F et 100 000 F sont supprimées. En revanche, les majorations du prix d'achat pour érosion monétaire sont plus avantageuses : le taux uniforme de 3 % devient 5 % de plus à dix ans, et au-delà, varie comme celui de l'indice des prix à la consommation. De plus, l'application des coefficients de révision des bilans interrompue depuis 1955, est remplacée par celle de

acquis à la date la plus ancienne (règle « premier entré, premier sorti »).

● IMPUTATION DES MOINS-VALUES.

Les moins-values sur actions et parts de personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés sont imputables sur les plus-values de même nature réalisées dans l'année ou durant les cinq années suivantes. Sous réserve de cette exception, les moins-values ne sont pas déductibles des revenus imposables du contribuable. (C'est le seul domaine où l'imputation des moins-values sur les plus-values spécifiques soit admise, en raison du fait que l'on ne taxe pas une plus-value sur un titre seulement mais sur un portefeuille complet, pour lequel existent des

possibilités constantes d'arbitrage, c'est-à-dire d'achats et de ventes avec des fortunes diverses. Il est probable que la comptabilité de ces opérations, qui doit décrire un solde annuel, sera assez complexe et de nature à effrayer certains contribuables. Elle sera très probablement effectuée par les intermédiaires (agents de change ou banques) qui doivent garder trace de leur opération pendant six ans au moins ; ils auront donc à faire face à un surcroît de travail auquel ils ne participent sans aucune satisfaction. Il convient de noter, néanmoins, que, à la faveur des abattements dont il sera fait état plus loin, une bonne partie des opérations ne sera pas imposable ; les calculs pour les déclarations de droits sont déjà effectués depuis 1963 pour les sociétés.)

Trois catégories en fonction du délai de revente

Le principe directeur du projet est l'assimilation des plus-values à un revenu, avec ses deux caractéristiques : la plus-value doit effectivement avoir été réalisée ; elle est d'autant plus assimilable à un revenu que son délai de réalisation est plus court. A long terme, elle finit par échapper à toute taxation. Il est donc proposé de distinguer trois catégories de plus-values, selon la durée de possession du bien vendu.

● CELLES QUI SONT RÉALISÉES EN MOINS DE DEUX ANS : pour elles la valeur nette est intégralement assimilée à un revenu et taxée comme tel, sans aucun abattement.

● CELLES QUI SONT RÉALISÉES EN PLUS DE DEUX ANS ET MOINS DE DIX ANS : en plus du taux d'imposition cité dans le cas précédent, on prendra compte de la durée de détention du bien vendu. A partir de la onzième année, la plus-value sera amortie à cet effet d'une valeur de 3,33 % par an ; l'exonération totale sera donc acquise lorsqu'un bien aura été acquis pendant quarante ans au moins (10 ans + 30 ans à 3,33 % d'abattement par an).

Les exonérations

Tel est le principe de base. Il est assorti d'un grand nombre de dérogations et d'exonérations qui en limitent la portée. Échappent notamment à la taxation les plus-values sur : les résidences principales, les terrains agricoles et les « outils de travail » (actifs professionnels) dans certaines limites. Une taxe forfaitaire de faible montant est instituée pour les métaux précieux et les objets d'art.

Les biens immobiliers

Toute plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence principale est exonérée. Sont considérées comme résidences principales les immeubles ou parties d'immeubles y compris leurs dépendances immédiates et nécessaires qui constituent la résidence habituelle du propriétaire, soit depuis l'acquisition ou l'achèvement de l'immeuble, soit depuis au moins cinq ans. Aucune condition de durée n'est requise lorsque la cession est motivée par une meilleure utilisation familiale ou un changement de lieu d'activité. Cette disposition reprend celle de la loi du 19 décembre 1963, modifiée en 1974.]

Les profits, réputés spéculatifs, dégagés par la cession d'immeubles bâtis ou non bâtis (terrains) de toute nature, achetés ou construits depuis moins de dix ans, restent soumis aux dispositions de l'article 34 du code général des impôts (loi du 19 décembre 1963, article 4, modifiée en 1974). Reposant sur une présomption de spéculation (profits « occasionnels »), cet article n'accorde le bénéfice de l'érosion monétaire que dans des conditions restrictives, la majoration annuelle sur le prix de cession étant fixée à 3 % pour les cinq premières années et 5 % pour les cinq suivantes. Le bénéfice sera



(Dessin de CHENEZ.)

celant peut fixer forfaitairement à 10 % dans le cas des immeubles, et pour les dépenses de construction, de reconstruction et d'agrandissement constatées sur factures, lorsqu'elles n'ont pas déjà été déduites du revenu imposable.

● EN CE QUI CONCERNE LES TERRAINS, l'article 130 ter du code général des impôts (loi du 19 décembre 1963, article 4, modifiée en 1974).

Biens à usage agricole

Ces dispositions ne concernent pas les biens à usage agricole exploités par le cédant, qui peuvent être aliénés sans aucune taxation des plus-values, à condition que les terrains cédés :

— Ne le soient pas au titre de terrains à bâtir (article 691 du code général des impôts) ;
— Ou qu'ils n'aient pas été

ce même indice des prix à la consommation, ce qui permet de bénéficier, à taux plein, de la hausse des prix depuis 1959 au lieu des 3 % antérieurs.

Précisons enfin que, pour l'ensemble des profits immobiliers, le contribuable garde toujours la possibilité d'apporter la preuve de son intention non spéculative.]

Les valeurs mobilières

C'est l'une des grandes nouveautés du projet. Sont prévues d'abord un certain nombre d'exonérations :

● LES PLUS-VALUES SUR LES OBLIGATIONS NON CONVERTIBLES EN ACTIONS et autres titres de créances ne sont pas taxées de même que celle sur les titres cédés dans le cadre d'un engagement d'épargne à long terme souscrit pour cinq ans avant le 31 mars 1976, jusqu'à l'expiration ou à la prolongation de cet engagement.

● LES TITRES DE PARTICIPATION CEDES DURANT LA PÉRIODE D'INDISPONIBILITÉ prévue par la législation sur la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion et celle de l'actionnariat dans les entreprises sont également exonérés.

● LA RENTE à 1/2 % 1972, ex « rente Finay » indexée sur le taux de rendement de toute taxation aux termes de son contrat d'émission, de même que la rente 7 % 1973, rattachée à l'unité de compte européenne.

● LES ACTIONS DE SICAV ET CELLES DE FONDS DE PLACEMENT seront égales à la différence entre le prix officiel de rachat et celui de la souscription initiale. Elles seront réduites en proportion des valeurs dont les plus-values ne sont pas imposables (obligations), figurant dans les placements de la SICAV ou du fonds au bilan du dernier exercice précédant le rachat.

● MODE DE CALCUL. Le premier prix à retenir pour calculer la plus-value est celui de l'acquisition de la valeur mobilière (action ou obligation convertible). Quand le contribuable n'est pas en mesure de justifier ce prix, il doit retenir le dernier cours de la septième année précédant la cession, ou, à défaut, le cours connu le plus proche de la septième année.

Le prix d'acquisition s'apprécie abstraction faite des détachements de droits de souscription et d'attribution intervenus entre-temps. Celui des titres reçus à l'occasion d'une augmentation de capital est le montant de la somme souscrite et de droits acquis à cet effet. En cas de cession de droits de souscription, la plus-value est égale au prix de cession.

En cas de cession partielle d'une série de titres de même nature, la cession est réputée portée par priorité sur les titres qui ont été

inscrites au bilan de l'exploitation agricole, ce qui rend alors justiciables de la taxe forfaitaire de 15 % sur les plus-values à long terme dégagées par les sociétés.

● LES TITRES DE M. Chéze, favorable à une exonération totale des plus-values sur biens à usage agricole, l'ont donc emporté.]

Les plus-values professionnelles

Une novation est apportée par le projet de loi. Elle consiste à aligner sur le régime de droit commun des sociétés (articles 59 du code de commerce et suivants du code général des impôts) : taxation à 15 % des plus-values à long terme, celles des plus-values opérées sur des immobilisations qui sont réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle : actuellement, le taux n'est que de 6 %.

Cette assimilation serait également étendue aux produits de la propriété industrielle, quelle que soit la qualité de leur bénéficiaire. Toutefois, les plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale par des contribuables dont les revenus n'excèdent pas les limites du forfait ou de l'évaluation administrative sont exonérées, à condition que leur

activité ait été exercée pendant au moins cinq ans et que le bien vendu se trouve dans le champ d'application de l'article 691 du code général des impôts (cession de terrains à bâtir).

En matière de plus-values professionnelles sur des biens donnant lieu à amortissement, le projet prévoit de faire du régime des plus-values de cession appliqué aux sociétés (taux de 15 % à moins de deux ans et 15 % à plus de deux ans) le régime de droit commun. Cela va soulager les protestations des intéressés. En revanche, le projet maintient l'exonération traditionnelle des petites entreprises pour la plus-value sur leur outil de travail, l'opération devant être répétée sous le régime prévu pour les particuliers lorsque le caractère professionnel du bien n'est pas prédominant.]

Abattements et dispositions spéciales

Il n'est pas tenu compte des cessons effectuées lorsque leur montant n'excède pas 10 000 F dans l'année. Cette limite étant appliquée de façon distincte pour les meubles et les immeubles.

Un abattement de 3 000 F est opéré sur le total imposable des plus-values réalisées au cours d'une même année. En outre un abattement de 50 000 F est appliqué au total imposable des plus-values immobilières réalisées au cours de l'année si elles sont la suite d'une déclaration d'utilité publique prononcée en application de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation.

● POUR ATTENDRE LA PROGRESSIVITÉ DU BARÈME DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, un mécanisme de « quotient » est mis en place : la plus-value nette sera divisée par cinq et le résultat sera ajouté au revenu ; l'impôt sera égal à cinq fois la cotisation supplémentaire ainsi obtenue.

En pratique, ce mécanisme consiste à imposer les plus-values à un taux d'autant plus inférieur au barème que les tranches sont basses, sans effet tant pour la dernière tranche supérieure, celle de 50 %, dont le taux sera applicable intégralement aux plus-values déclarées par le contribuable, atteignant ce niveau d'imposition.]

● COMPENSATION D'UN DÉFICIT DANS L'ACTIVITÉ COURANTE. Lorsque le contribuable constate un déficit au titre de son activité courante, ce déficit peut être compensé, à due concurrence, par une plus-value éventuelle.

Il s'agit essentiellement de permettre à de petites entreprises de compenser des dépenses de l'exploitation par la vente de biens immobiliers, sans avoir à payer pour la plus-value réalisée à hauteur de la perte ainsi compensée.]

● LE STATUT APPLICABLE AUX NON-RÉSIDENTS. Pour rendre des conventions internationales, les personnes qui ont leur domicile réel ou leur siège social hors de France seront soumises à un prélèvement forfaitaire égal au tiers des plus-values réalisées sur les biens ou droits situés en France ou dont les revenus sont taxables en France. Ce prélèvement est acquitté lors de l'enregistrement de l'acte ou, à défaut d'enregistrement, dans le mois suivant la cession, sous la responsabilité d'un représentant désigné connu en matière de taxes sur le chiffre d'affaires. Les organisations internationales, les États étrangers, les banques centrales et les institutions financières publiques de ces États sont exonérées dans les conditions prévues à l'article 64-II de la loi N° 75-1278 du 30 décembre 1975.

Cette disposition est très importante. Si elle est adoptée, la France sera le seul pays à taxer les plus-values réalisées par les étrangers, sans conventions internationales ou sans conventions financières publiques de ces États.

En pratique, elle doit permettre de taxer les plus-values dégagées par des non-résidents dont les biens sont domiciliés, anonymement, dans le pays du temps, dans des pays refuges (Liechtenstein, Suisse...). Il semble bien que se soient les opérateurs « franco-germaniques » qui soient particulièrement visés.]

Date de mise en vigueur Sanctions

La loi sera mise en vigueur au début de l'année suivant sa date de publication officielle (vraisemblablement le 1^{er} janvier 1977). Seules les plus-values réalisées à

compter de cette date seront imposables à ce titre. Les plus-values imposables sont déclarées dans les mêmes conditions que le revenu global, et sous les mêmes sanctions.

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

COLORIS EXTRAS

100 rouleaux fin de série, 3^e largeur décorée

MOQUETTE VELOURS

29 F/m²

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

EN MOQUETTE BOUCLEE

15 F/m²

DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS

MOQUETTE STRUCTUREE

39 F/m²

4 coloris. Motifs traditionnels

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h - Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h

<p>SAINT-DENIS : 73, rue de la République Tél. : 820.92.93</p> <p>BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5^e min. des Lilas Tél. : 659.16.46</p> <p>BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni Tél. : 605.45.12</p>	<p>COIGNERES : 10, r. des Tranchées - 10 min. du Pont d'Austerlitz Tél. : 487.10.12</p> <p>PARIS 18^e : 144, bd. de La Villette, M° Colonne-Fabien et J.-Jaurès Tél. : 203.00.77</p> <p>FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés, Prés gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44</p>	<p>MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5 Tél. : 368.44.70</p> <p>SARCELLES : 29, av. Division Lacroix, RN 56 Tél. : 393.00.77</p> <p>PARIS 13^e : 40, quai d'Austerlitz - Face gare d'Austerlitz Tél. : 331.72.35</p>
--	--	--

PARIS 14^e : 63, bd. Jourdan - 50 m. Porte d'Orléans - Tél. : 639.38.62

ODOUL

Garde-meubles

208 10-30

سكانات الامم

